



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

—
 QUÉBEC, SAMEDI, 2 NOVEMBRE 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

—
 Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3573

Nominations

—
 No 1001 Elec.
 DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de commissaires d'écoles.

—
 Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 24 octobre 1912, de nommer M. Napoléon Goulet, Hilaire Veilleux, Valère Veilleux, Miville Lessard, Chrysologue Pelchat, commissaires d'écoles pour la municipalité de "Les Crans", dans le comté de Montmorency, P. Q. 4517

Proclamation

Canada, }
 Province de }
 Québec. }
 L. S.
 F. LANGELIER

—
 GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

PROVINCE OF QUEBEC.

—
 QUEBEC, SATURDAY, 2nd NOVEMBER, 1912

GOVERNMENT NOTICES.

—
 Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3574

Appointments

—
 No. 1001 Elec.
 DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of school commissioners.

—
 His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 24th October, 1912, to appoint Messrs. Napoléon Goulet, Hilaire Veilleux, Valère Veilleux, Miville Lessard, Chrysologue Pelchat, school commissioners for the municipality of "Les Crans", in the county of Montmorency, P. Q. 4518

Proclamation

Canada, }
 Province of }
 Quebec. }
 [L. S.]
 F. LANGELIER

—
 GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

4 NOV 1912

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le quinze octobre mil neuf cent douze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au cinq novembre prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le quinze octobre prochain ; vous convoquons par les présentes pour le CINQ NOVEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons ce vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec, pour y EXPÉDIER LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce douzième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent douze, et de Notre règne le troisième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec,

3811

L. P. GEOFFRION.

Avis du Gouvernement

Avis est par le présent donné que "The National Fire Insurance of Hartford", de Hartford, Conn., a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province, d'assurance contre le feu et le vent, le et après le 25 octobre 1912.

Le nom du principal agent pour la province est M. F. H. Markey, 179, rue Saint-Jacques, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-cinquième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Branche des assurances,
Département du Trésor, Québec. 4495

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Saint-Frédéric de Beauce", ayant été établie aux termes de la loi des assurances de Québec, section XXII, chap. III, titre XI, des Statuts Refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par le paragraphe VI, de la dite section, peut légalement transiger en rapport aux affaires mentionnées dans son état à l'inspecteur.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-troisième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Branche des assurances,
Département du Trésor, Québec. 4497

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Québec stands prorogued to the fifteenth of October, one thousand nine hundred and twelve, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fifth of November next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Québec on the fifteenth of October next, and hereby convene you for the FIFTH of NOVEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings in the said city of Québec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed ;
WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, this twelfth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

3812

Government Notices

Notice is hereby given that "The National Fire Insurance of Hartford" of Hartford, Conn., has been registered to transact in this province, the business of fire and tornado insurance on and after the 25th of October, 1912.

The name of the chief agent for the province, is Mr. F. H. Markey, 179, Saint James Street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty fifth day of October, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of insurance, P. Q.
Insurance branch,
Treasury department, Québec. 4496

Notice is hereby given that the parish of Saint Frédéric de Beauce Mutual Fire Insurance Company, having been established in conformity with the Québec Insurance Act, section XXII, chap. III, title XI, of the revised statutes of Québec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company authorized by paragraph VI, of the said section may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their statement to the inspector.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., this twenty-third of October, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of insurance, P. Q.
Insurance branch,
Treasury department, Québec. 4498

Avis est par le présent donné que "The Saint Lawrence Court Sick and Funeral Benefit Association", a été licenciée et enregistrée comme une association mutuelle de bienfaisance dans le but de pourvoir et maintenir un fonds pour ses membres pour le paiement de bénéfices de maladies et de frais funéraires, et fournir les soins médicaux gratuits aux membres.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-quatrième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Branche des assurances,
Département du Trésor, Québec. 4499

Avis est par le présent donné que, "The Montreal Nest of Owls", a été licenciée et enregistrée comme une association mutuelle de bienfaisance, dans le but de pourvoir et maintenir un fonds pour ses membres pour le paiement de bénéfices de maladie, accident, inhabileté et décès, et donner des soins médicaux gratuits aux membres.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce seizième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des Assurances, P. Q.
Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec. 4383

Avis est par le présent donné, que, "The Lachine Nest of Owls", a été licenciée et enregistrée comme une association mutuelle de bienfaisance, dans le but de pourvoir et maintenir un fonds pour ses membres pour le paiement de bénéfices de maladie, accident, inhabileté et décès, et donner des soins médicaux gratuits aux membres.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce dix-septième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des Assurances, P. Q.
Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec. 4385

Québec, 11 septembre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Francis E. McKenna, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de feu William H. Cox, en son vivant notaire public, pratiquant et résidant à Montréal, district susdit. 4173.4

Québec, 8 octobre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph-Napoléon Médard Preville, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier, district de Joliette, par laquelle il demande la transmission en sa faveur, des minutes, repertoire et index de Hector Champagne, écuyer, notaire public, de Saint-Gabriel-de-Brandon, district susdit. 4159.4

Notice is hereby given that "The Saint Lawrence Court Sick and Funeral Benefit Association", has been licensed and registered as a mutual benefit society for the purpose of providing and maintaining a fund for its members for the payment of sickness and funeral benefits, and to furnish free medical services to members.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty fourth day of October, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of insurance, P. Q.
Insurance branch,
Treasury Department, Quebec. 4500

Notice is hereby given that "The Montreal Nest of Owls" has been licensed and registered as a mutual benefit society for the purpose of providing and maintaining a fund for its members for the payment of sick, accident, disability and death benefits, and to furnish free medical services to members.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this sixteenth day of October, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of insurance, P. Q.
Insurance branch,
Treasury department, Quebec. 4384

Notice is hereby given that "The Lachine Nest of Owls", has been licensed and registered as a mutual benefit society for the purpose of providing and maintaining a fund for its members for the payment of sick, accident, disability and death benefits, and to furnish free medical services to members.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this seventeenth day of October, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of insurance, P. Q.
Insurance branch,
Treasury department, Quebec. 4386

Québec, 11th September, 1912.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Francis E. McKenna, esquire, notary public, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late William H. Cox, in his lifetime notary public, practising and residing at Montreal, aforesaid district. 4174

Quebec, 8th October, 1912.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, by Joseph-Napoléon Médard Preville, esquire, notary public, practising and residing at Saint Gabriel de Brandon, county of Berthier, district of Joliette, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of Hector Champagne, esquire, notary public, of Saint Gabriel de Brandon, aforesaid district. 4160

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Québec, 18 septembre 1912.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le dix-huitième jour du mois de novembre prochain ; qu'aucun tel bill privé ne pourra être présenté après le vingt-cinquième jour du même mois ; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le deuxième jour du mois de décembre prochain.

L. P. GEOFFRION,
3807.2 Greffier de l'Assemblée législative.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Emile Labelle, entrepreneur, Roquebrune Paul Larocque, négociant, Raoul Labelle, voyageur de commerce, C. George Derôme, comptable, Paul Lespérance, gérant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce général comme entrepreneurs et contracteurs, pour la construction de bâtisses, pompes, quais, et tous autres travaux se rattachant à la construction ;

Acheter, louer, ou autrement acquérir, détenir et exploiter toute carrière, de pierre ou autres minéraux et tous terrains pour la fabrication de la brique, de la chaux et du ciment, de toute personne ou compagnie exerçant une industrie, en totalité ou en partie semblable à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer ou de toute autre personne ;

Se procurer par achat, louage ou autrement, tout l'outillage nécessaire pour l'exploitation de carrières de pierre ou d'autres minéraux, la préparation de la pierre pour la construction, les monuments, pour le polissage et pour la fabrication de la brique, du ciment et de la chaux ;

Vendre et transporter le produit de ces carrières ;

Acheter, louer, autrement acquérir, construire et opérer toute voie d'évitement pouvant servir à transporter le produit de ces carrières et raccordant avec une voie ferrée ;

Acheter ou autrement acquérir et vendre tous matériaux devant servir à la construction ou provenant de démolition de constructions ;

Acheter, détenir, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, transporter, louer, hypothéquer, échanger des immeubles et propriétés immobilières ou tous intérêts ou droits en ceux, en faire le commerce ou autrement en disposer ;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, des terrains, bâtisses, carrières ou tous autres propriétés immobilières ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, des cours d'eau ou pouvoirs d'eau ou tous droits en ceux, les utiliser et développer, octroyer des baux ou droits sur ceux, et vendre et distribuer l'eau pour pouvoirs ou autrement, selon qu'il sera nécessaire pour les fins de la compagnie ;

Produire l'électricité et installer et mettre en opération l'outillage nécessaire pour employer la dite électricité, pour pouvoirs, éclairage et chauffage, pour les fins de la compagnie ;

Acquérir, manufacturer, construire, entretenir et exploiter tous fonds de commerce, matériaux, machineries, outillages et appareils nécessaires ou convenables pour la bonne exécution de ses entreprises et à cette fin, acquérir et aliéner tous droits de brevets, brevets d'invention, licences, procédés secrets et autres droits et privilèges et les utiliser, exercer, développer pour leur usage ou autrement en disposer ;

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 18th September, 1912.

Notice is hereby given that in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the eighteenth day of the month of November next ; that no private bill shall be introduced after the twenty fifth day of the said month ; that no report of any standing or select committee upon private bill shall be received after the second day of the month of December next.

L. P. GEOFFRION,
3808 Clerk of Legislative Assembly.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1912, incorporating Messrs. Emile Labelle, contractor, Roquebrune Paul Larocque, trader, Raoul Labelle, commercial traveller, C. George Derôme, accountant, Paul Lespérance, manager, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business generally as contractors for the construction of buildings, bridges, wharves and any other works in connection with building ;

To purchase, lease, or otherwise acquire, hold and exploit any stone or other ore quarries and any land for the manufacture of brick, lime and cement, from any person or company carrying on any business in whole or in part similar to that which the company is authorized to carry on or from any other person ;

To procure by purchase, lease or otherwise, any equipment necessary for the operation of stone or other ore quarries, the preparation of stone for building monuments, polishing and manufacture of brick, cement of lime ;

To sell and transport the produce of the said quarries ;

To purchase, lease otherwise acquire, con-

necting the produce of the said quarries and connectin with a railway ;

To purchase or otherwise acquire and sell any materials for building purposes or, derived from the demolition of buildings ;

To purchase, hold, possess, maintain, work, develop, sell, transfer, lease, hypothecate, exchange real estate and immoveable property or any interests or rights in same, deal in or otherwise dispose thereof ;

Acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, lands, building, quarries or any other immoveable property ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, water courses or water powers or any rights in same, utilize and develop such, grant leases or rights in same, and sell and distribute water for power or otherwise as may be necessary for the purposes of the company ;

To produce electricity and instal and operate the equipment necessary to employ the said electricity for power, light and heat, for the purposes of the company ;

To acquire, manufacture, build, maintain and operate any business, materials, machinery, equipment and apparatus necessary or suitable for the proper execution of its undertakings and for such purpose to acquire and alienate patent rights, brevets d'invention, licences, secret processes and other rights and privileges and utilize, exercise, develop same for their use or otherwise dispose thereof ;

Acquérir et se charger de contrats de tous genres, céder ou autrement disposer de tous contrats ou entreprises de la compagnie, en tout ou en partie et entreprendre, exécuter, accomplir et sous-louer des contrats pour faire du travail ou fournir des matériaux s'y rattachant ;

Acquérir par achat, bail ou autrement construire et exploiter toutes scieries, manufactures de pulpe, manufactures de portes et de châssis et en vendre le produit ou autrement en disposer ;

Agir comme agents, procureurs, chargés d'affaires pour vendre à commission ou autrement les machines, machineries, effets manufacturiers et autres objets de commerce généralement, en percevoir le prix de vente et faire à ce sujet les annonces et la publicité requises ;

Prendre et tenir en garantie du remboursement de tout prêt fait par la compagnie, ou toute créance de la compagnie, et pour le paiement du prix en considération d'aucun contrat fait par ou avec la compagnie, des hypothèques ou autres garanties quelconques ;

Acheter, acquérir, posséder, et vendre, céder et transporter les parts, actions, débetures et toutes autres garanties d'aucune compagnie ou corporation faisant les mêmes opérations que la présente compagnie requérante ou faisant tout commerce de nature à apporter des bénéfices et avantages à cette compagnie ;

Emettre et accorder toute part ou action acquittée dans le capital-actions de cette compagnie, en paiement du prix d'aucune franchise, entreprise, propriété mobilière et immobilière, garantie, créance, droits, privilèges et hypothèques, lettres patentes, licence que cette compagnie pourra acquérir ou en paiement d'aucune dette ou obligation qu'elle pourra devoir ;

Se fusionner avec tout autre compagnie faisant des opérations du même genre ;

Rémunérer toute personne ou compagnie, pour services rendus ou qui peuvent être rendus en plaçant ou aidant à placer et garantissant le paiement d'aucune des actions du capital de la compagnie et toutes débetures et autres garanties de la compagnie ou dans ou pour la formation ou l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires et payer pour les dits services, en tout ou en partie, en actions acquittées de la compagnie ou autrement ;

Acquérir et faire toutes autres affaires qui peuvent paraître à la compagnie, capables d'être conduites convenablement en rapport aux affaires ou objets de la compagnie ou calculés directement ou indirectement pour augmenter sa valeur ou rendre profitable aucuns des biens ou droits de la dite compagnie ;

Faire signer et exécuter tous actes, contrats et choses quelconques qui peuvent découler des présents pouvoirs et sont propres aux fins et aux objets que cette compagnie a en vue ; faire toutes autres choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'accomplissement des susdits objets et les faire, toutes ou aucune, comme patrons, agents et procureurs et exercer tous les pouvoirs conférés par la dite loi des compagnies, sous le nom de "Emile Labelle & Larocque, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Dated du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4391

Sous-secrétaire de la province.

To acquire and undertake contracts of all kinds, convey or otherwise dispose of any contracts or undertakings of the company, in whole or in part, and undertake, execute, accomplish and sublet contracts to do work or supply materials connected therewith ;

To acquire by purchase, lease, or otherwise build and operate any sawmills, pulp factories, door and window factories, and sell the produce or otherwise dispose thereof ;

To act as agents, attorneys, chargés d'affaires to sell on commission or otherwise the machines, machinery, manufactured goods, and other commercial effects generally, to collect the sale price thereof, and do the advertising and the publicity required respecting same ;

To take and hold as security for the repayment of any loan made by the said company or any claims of the said company for the payment of the price or consideration of any contract made by or with the said company, hypothecs or other securities whatsoever ;

To purchase, acquire, hold, sell, assign and transfer the shares, stock, debentures and any other securities of any company or corporation carrying on the same operations as this company or carrying on any business of a nature to aid the present company in any way ;

To issue and grant any paid up shares in the capital stock of the company in payment of the price of any franchise, undertaking, moveable or immovable property, debenture, security, claim, rights, privileges and hypothecs, letters patent, licenses, that this company may acquire and in which it may be interested, or in payment of any debt or obligation it may contract ;

To amalgamate with any other company carrying on operations of a similar nature ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of the shares of the company's capital or any bonds, debentures or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ; and pay for the said services, in whole or in part with paid up shares of the company or otherwise ;

To acquire and carry on any other business, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights ;

To do, execute and accomplish any acts, contracts and things whatsoever which may result from the present powers and are proper for the purposes and the objects that the company has in view ;

To do anything else that may be in connection with or useful to the accomplishment of the aforesaid objects, and do any or all of same as principals, agents and attorneys and exercise all the powers conferred by the said Companies' Act, under the name of "Emile Labelle & Larocque, Limitée", with a capital-stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4392

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Demetre Estrate Pergantes, Georges Demetelin et Christopher George Hall, marchands, Alphonse Demers, gérant et Philip Frank Kastel, propriétaire d'hôtel, tous de la cité de Montréal dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des immeubles ;

Construire des maisons d'habitation et autres bâtiments sur tels immeubles ou sur partie d'iceux ;

Vendre, louer, transporter, échanger les dits immeubles ou toute partie d'iceux, et développer, améliorer et disposer toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations, et avec l'approbation des actionnaires, aider, au moyen d'avances ou autrement, à la construction et entretien des chemins, rues, ouvrages hydrauliques, égouts et autres travaux d'amélioration calculés à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et pour augmenter sa valeur ;

Prendre et détenir des hypothèques, garanties, obligations ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, ou tous argents dus à la compagnie par les acquéreurs ou avancés par la compagnie aux acquéreurs ou autres, pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre des actions, stock, débetures, ou garanties de toute autre compagnie ayant, en tout ou en partie, des objets semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie, et en disposer ;

Vendre aucune partie des immeubles ou autres biens appartenant à la compagnie, pour telle considération et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement, et accepter des argents, actions, obligations, débetures, stock ou garanties de toute autre compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux ;

Acquérir et posséder toutes affaires, franchises, entreprises, biens, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stock, actifs et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes à une juste valeur d'iceux ;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie de paiement, de toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits ou autres actifs acquis par la compagnie sous aucun titre ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant des affaires dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, et en paiement de la considération d'iceux accepter de l'argent, des actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre corporation, et distribuer parmi les actionnaires de la compagnie de temps en temps, toutes espèces, actions, obligations, débetures, garanties, ou autres biens appartenant à la compagnie ;

Payer tous les frais concernant la charte d'incorporation de la compagnie et faire toutes

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1912, incorporating Messrs. Demetre Estrate Pergantes, Georges Demetelin, and Christopher George Hall, merchants, Alphonse Demers, manager and Philip Frank Kastel, hotel-proprietor, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own real estate ;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof ;

To sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements, and, with the approval of the shareholders, to aid by way of advances or otherwise in the constructions and maintenance and roads, streets, waterworks, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from purchasers or advanced by company to purchasers or others, for building purposes or other improvements ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures, or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as directly or indirectly benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate or other property owned by the company for such consideration, and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or in part payment thereof ;

To acquire and own any business, franchises, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets, and other rights which the company may lawfully acquire by virtue thereof at a fair value thereof ;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or in part payment for any real or personal property, rights or other assets acquired by the company by any title ;

To sell, lease, or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, or to amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and in payment of the consideration thereof to accept cash, shares, bonds, debentures, or other securities of any other corporation, and to distribute among the shareholders of the company from time to time, any specie, shares, bonds, debentures, securities, or other property belonging to the company ;

To pay all costs incidentals towards the charter of the incorporation of the company

choses ayant rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant, aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital actions de la compagnie, ou toutes autres débetures ou toutes autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation de la compagnie ou la conduite de ses affaires, sous le nom de "Pointe-aux-Trembles Annex, Incorporated", avec un capital total de soixante et sept mille cinq cents piastres (\$67,500.00), divisé en six cent soixante et quinze (675) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4459

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept octobre 1912, constituant en corporation M.M. Joseph Noé Ducharme, commerçant, Dame Marie Lamothe, épouse séparée de biens, de Joseph Noé Ducharme, de la paroisse de Saint-Georges, Hector Ducharme, marchand de bois, Henriette Bolduc, épouse séparée de biens de Hector Ducharme, de Saint-Georges, et Honoré Ducharme, marchand de bois, de Carmel, comté de Drummond, dans les buts suivants :

Acquérir, posséder et vendre ou échanger des meubles et immeubles, limites à bois et pouvoirs d'eau ;

Produire de l'électricité pour des fins de pouvoirs, chauffage et éclairage dans les comtés de Kamouraska et Témiscouata ;

Accepter des meubles et immeubles en paiement des dettes dues à la compagnie ou accepter en garantie du paiement de ces dettes des hypothèques, prendre des privilèges ou telles autres garanties que la compagnie jugera à propos ;

Acheter et posséder des actions et obligations de toutes compagnie faisant les mêmes affaires ;

Emprunter, hypothéquer tous ou parties des terrains ou propriétés immobilières de la compagnie, transporter en garantie de tous emprunts toute hypothèques ou autres droits ou garanties appartenant à la compagnie ou vendre et disposer de tous tels droits, hypothèques et garanties ;

Emprunter de l'argent de toute personne ou corporation en émettant des billets, obligations ou débetures ou des actions privilégiées, payer en actions libérées toutes obligations que la compagnie aura pu contracter ne général, faire toutes telles choses en rapport en la mise en opération des objets de la compagnie ou qui peuvent en faciliter l'opération, sous le nom de "J. N. Ducharme & Fils, Limitée" avec un capital de soixante-quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Eleuthère.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4461

Sous-secrétaire de la province.

and to do any such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To remunerate any person or company for services rendered in placing, assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's capital stock, or any other debentures or any other securities of the company, or in or about the formation of the company or the conduct of its business, under the name of "Pointe aux Trembles Annex, Incorporated", with a capital stock of sixty seven thousand five hundred dollars (\$67,500.00), divided into six hundred and seventy five (675) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4460

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1912, incorporating Messrs. Joseph Noé Ducharme, trader, Dame Marie Lamothe, wife separated as to property of Joseph Noé Ducharme, of the parish of Saint Georges, Hector Ducharme, lumber merchant, Henriette Bolduc, wife separated as to property of Hector Ducharme, of Saint Georges, and Honoré Ducharme, lumber merchant, of Carmel, county of Drummond, for the following purposes :

To carry on the lumber business ;

To purchase, sell, transport the lumber in question, manufacture, make, sell, purchase and construct any buildings, parts of buildings or other works, keep woodyards and shed ;

To acquire, hold, sell or exchange moveable and immoveable property, timber limits and water powers ;

To generate electricity for the purposes of power, heat and light within the counties of Kamouraska and Témiscouata ;

To accept moveable and immoveable property in payment for debts due to the company or accept mortgages as security for the payment of such debts, take privileges or any other securities that the company may deem fit ;

To purchase and hold the stock and bonds of any companies carrying on a similar kind of business ;

To borrow, hypothecate the whole or part of the lands or immoveable property of the company, transfer as security for any loans, any hypothecs or other rights or securities belonging to the company or sell and dispose of any such rights, hypothecs and securities ;

To borrow money from any person or corporation by issuing notes, bonds, debentures or privileged stock, pay for any obligations that the company may contract with paid up shares, and generally do all such things in connection with the carrying out of the objects of the company or that may facilitate the operation thereof, under the name of "J. N. Ducharme & Fils, Limitée", with a capital of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint-Eleuthère.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4462

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Wilfrid Poirier, manufacturier, J. B. Lamarche, entrepreneur, Jos. Hector Provost, voyageur de commerce, Cyrille Brais, commerçant, Henri Valois, courtier, Delphis Turner, tailleur, Norman A. Beauchemin, comptable, de Roxton Falls, Léandre Prévost, capitaine de police, Jos. A. Chartrand, marchand, de la cité de Montréal, et Joseph Blanchard, courtier, de Saint Cyrille, dans les buts suivants :

Manufacturer des meubles de tous genres et avec toutes matières susceptibles d'être employées à ces fins ; manufacturer plus spécialement des chaises, des boîtes, des caisses pour les entrepreneurs de pompes funèbres et toutes les fournitures qui s'y rapportent ou les complètent et faire le commerce de toutes ces choses ainsi manufacturées.

Fabriquer, importer, exploiter, acheter, vendre, réparer, échanger, louer ou de disposer de manière équivalente de toutes espèces de matériaux de construction ;

Acquérir, vendre, louer des meubles, immeubles, pouvoir d'eau, ligne de transmission électrique pour l'éclairage, le chauffage, l'utilisation, la vente et la location de forces motrices, tant pour les besoins de la compagnie que pour les services publics et le commerce et l'industrie dans le comté de Shefford ;

Acquérir toute entreprise semblable en totalité ou en partie à celle de la compagnie ainsi que son matériel, sa clientèle, ses privilèges et de payer en deniers comptant, en actions ou en obligations de la compagnie ;

Vendre les actions et privilèges de la compagnie ; faire des emprunts sur le crédit de la compagnie ; émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugées convenables ; mais nul tel bon, obligations ou autre valeur ne sera pour une somme moindre que cent piastres ; hypothéquer ou donner en garantie les immeubles de la compagnie, ou donner des deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie, sous le nom de "Poirier Chairs & Caskets, Limited", avec un capital de quatre-vingt-quinze mille piastres (\$95,000.00), divisé en neuf cent quarante (950) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Roxton Falls.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4477

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Aubrey Huntingdon Elder, étudiant en droit, Ida Still McKerracher, sténographe, Winnifrid Evelyn Patch, sténographe, William Reuben Ford, commis, Albert Frederick Teulon, sténographe, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Prendre, acheter, acquérir, obtenir par échange, prendre à bail, soit ordinaire ou emphytéotique, ou acquérir autrement en aucune autre manière, et vendre, hypothéquer, engager, donner en échange, louer, soit par bail ordinaire ou emphytéotique, ou aliéner autrement en aucune manière ou en disposer, et en général faire le commerce de terrains ou immeubles, bâtisses et propriétés immobilières de toute sorte ou description et de tous les intérêts en iceux ;

Acquérir en aucune manière des propriétés immobilières de toute sorte et description,

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of October, 1912, incorporating Messrs. Wilfrid Poirier, manufacturer, J. B. Lamarche, contractor, Jos. Hector Provost, commercial traveller, Cyrille Brais, trader, Henri Valois, broker, Delphis Turner, tailor, Norman A. Beauchemin, accountant, of Roxton Falls, Leandre Prévost, police captain, Jos. A. Chartrand, merchant, of the city of Montreal, and Joseph Blanchard, broker, of Saint Cyrille, for the following purposes :

To manufacture furniture of all kinds and with all materials susceptible of being employed for such purposes ; to manufacture more especially chairs, boxes, cases for funeral undertakers and any furnishings connected therewith or completing same and deal in all such things thus manufactured ;

To manufacture, import, operate, purchase, sell, repair, exchange, lease or dispose in an equivalent manner of all kinds of building materials ;

To acquire, sell, lease, moveables, immoveables, water powers, electric transmission lines for light, heat, utilization, sale and leasing of motive powers both for the needs of the company and for the public service and business and industry in the county of Shefford ;

To acquire any similar undertaking in whole or in part to that of the company with the stock, goodwill and privileges thereof, and pay for same in cash, shares or bonds of the company ;

To sell the shares and privileges of the company ; to make loans on the credit of the company ; to issue bonds, debentures or other securities of the company and give as security or sell same for the prices and amounts deemed advisable, but no such bond, debenture or other security shall be for a less sum than one hundred dollars ; to hypothecate or give as security the immovables of the company or give both kinds of security to assure the payment of such bonds, debentures or other securities and of all money loans made for the purposes of the company, under the name of "Poirier Chairs and Caskets, Limited", with a capital of ninety five thousand dollars (\$95,000.00), divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Roxton Falls.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty fourth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4478

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1912, incorporating Messrs. Aubrey Huntingdon Elder, student-at-law, Ida Hill McKerracher, stenographer Winnifrid Evelyn Patch, stenographer, William Reuben Ford, clerk, Albert Frederick Teulon, stenographer, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To get, buy, purchase, obtain by exchange, take on lease, whether ordinary or emphyteutic or otherwise in any way acquire, and to sell, hypothecate, pledge, give in exchange, lease, whether by ordinary or emphyteutic lease or otherwise in any way alienate or dispose of, and generally, to deal in land or real estate, buildings and immovable property of every kind or description generally or any interest therein ;

To acquire in any manner immoveable property of every kind and description and whe-

soit matérielles ou immatérielles et les détenir pour spéculation ou pour placement ou pour toutes autres fins durant telle période de temps que la compagnie peut juger à propos ou profitable, et les louer ou vendre de nouveau ou en disposer autrement lorsque la compagnie jugera à propos de le faire ;

Développer, améliorer et mettre à profit tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, ou dans lesquels la compagnie a des intérêts, soit directement ou indirectement, et en particulier les disposer et préparer pour les fins de constructions, en construisant, démolissant, changeant et améliorant les bâtisses, et en les pavant, drainant ou en les développant ou améliorant autrement en aucune manière ;

Faire des baux de construction ou contrats de bâtisse et avancer de l'argent et faire des contrats et conventions de toute sorte avec les constructeurs, entrepreneurs, acquéreurs, locataires ou autres ;

Disposer, construire et préparer des parcs, carrés, jardins, chemins, rues, ruelles, égouts, cours d'eau, conduits pour l'eau, gaz ou électricité ou autres fins, tunnels et chemins souterrains et en général tous travaux d'un caractère semblable, avec pouvoir de les transférer et céder, ou aucun d'eux, avec ou sans considération, à toute municipalité, corporation ou autre corps public, ou à toute autre compagnie, et les destiner pour fins publiques ;

Acquérir, posséder des hypothèques ou obligations sur ou affectant tous biens meubles ou immeubles, et toutes franchises, droits, licences, privilèges, concessions ou autres semblables, que la compagnie peut juger nécessaires ou utiles pour les fins de ses affaires, et en disposer ;

Exploiter les ressources naturelles de toute propriété acquise ou possédée par la compagnie, cultiver ou labourer la dite propriété, et mettre en opération sur icelle, ou y ayant rapport, toutes ou aucune des industries suivantes, dans toutes leurs branches respectives, savoir : l'exploitation, la culture des fruits, les jardinages destinés au marché, l'élevage, la pâture, l'engraissement et l'entretien des bestiaux et des animaux de toute description, y compris les oiseaux et volailles de toute sorte, et faire les affaires de marchands de graines ou pépiniéristes ;

Mettre à profit, en aucune manière légale, tout terrain acquis ou possédé par la compagnie, et particulièrement en le disposant et l'exploitant en un parc public ou place d'amusement, foire, terrain pour marché, terrain pour pique-nique, théâtre en plein air, cirque ou autre entreprise semblable, devant être conduit par la compagnie dans le but d'en tirer profit ou devant être loué par la compagnie, à sa discrétion, à toute personne ou compagnie aux termes que la compagnie jugera à propos ;

Faire les affaires de constructeurs, agents de maisons et d'immeubles, courtiers d'immeubles ou agents d'assurance dans toutes leurs branches respectives, ou toutes autres affaires, directement ou indirectement, qui peuvent paraître utiles à la compagnie pour aucun de ses objets, ou calculées pour augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables ;

Acquérir les entreprises, actifs ou biens de toute personne, société ou corporation faisant maintenant ou devant faire à l'avenir des affaires semblables ou toutes affaires y ayant rapport ou auxiliaires à toutes affaires que la compagnie peut être autorisée ou avoir le pouvoir de faire ou de s'engager ; acquérir ou détenir du stock, des actions, obligations ou débetures de toute autre compagnie ou corporation et durant la détention d'iceux exercer tous les droits et pouvoirs de pro-

ther corporeal or incorporeal and to hold the same for speculation or for investment or for any other purpose during such period of time as the company may deem advisable or profitable and the same to lease or sell again or otherwise dispose of whenever the company shall see fit to do so ;

To develop, improve and turn to account any land acquired or held by the company or in which the company is interested, whether directly or indirectly, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, by constructing, pulling down, altering and improving buildings and by paving, draining or otherwise in any way developing or improving the same ;

To make building leases or building agreements and to advance money to and enter into contracts and arrangements of all kinds with builders, contractors, purchasers, tenants or others ;

To lay out, construct and prepare parks, squares, gardens, roads, streets, lanes, sewers, drains, water courses, mains for water, gas or electricity or other purposes, tunnels and subways and generally all works of a similar character with power to transfer and convey the same or any of them with or without consideration to any municipality, corporation or other public body, or to any other company, and to dedicate the same for public purposes ;

To acquire, hold and dispose of mortgages or hypothecs upon or affecting any real or personal property and any franchises, rights, licenses, privileges, concessions or the like which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business ;

To exploit the natural resources of any property acquired or held by the company, to cultivate or till such property and to carry on thereupon or in connection therewith all or any of the following industries in all their respective branches, namely : farming, fruit growing, market gardening, the raising, feeding, fattening and keeping for profit of cattle and live stock of every description including fowls and poultry of all kinds and to carry on the business of seedsmen and or nurserymen ;

To turn to account in any lawful manner any land acquired or held by the company and particularly by laying out and exploiting the same as a public park or place of amusement, fair, fair ground, picnic ground, open air theatre, circus or other similar undertaking to be conducted by the company for purposes of gain or to be let or by the company in its discretion to any person or company on such terms as the company may think proper ;

To carry on the business of builders, house and real estate agents, real estate brokers or and insurance agents, in all their respective branches, or any other business which may seem to the company directly or indirectly conducive to any of its objects or calculated to enhance the value of or to render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire the unedertakings, assets or property of any individual, firm or corporation now or hereafter carrying on a similar business or any business of a kind incidental or ancillary to any business that the company may be authorised or empowered to carry on or engage in ; to acquire or hold stock, shares, bonds or debentures of or in any other company or corporation and while holding the same to exercise all the rights and powers of owner-

priété y appartenant, y compris les pouvoirs de voter ;

Placer tout surplus des argents de la compagnie en la manière que la compagnie jugera à propos et en particulier dans le rachat de ses propres obligations ou débetures, ou pour distribuer en espèce parmi les actionnaires de la compagnie aucun des dits argents appartenant à la compagnie, et non requis immédiatement pour ses besoins ;

Vendre, louer tous les biens et entreprise de la compagnie ou aucune partie ou branche d'iceux, et en particulier pour actions, débetures, obligations ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets semblables, en tout ou en partie, à ceux de cette compagnie, ou aucun d'eux, ou en disposer autrement en aucune manière ; s'amalgamer avec toute autre compagnie ; entrer en arrangement pour le partage des profits ou union d'intérêt avec toute personne ou compagnie quelconque, et prendre ou acquérir autrement des actions ou garanties de toute telle compagnie et les vendre, détenir, émettre de nouveau avec ou sans garantie ou en disposer autrement en aucune manière légale ou en faire le commerce, et garantir ou assumer, en tout ou en partie, les obligations de telle personne ou compagnie ou aucune d'elles ;

Payer pour tous biens meubles et immeubles, droits, actifs, franchises, privilèges, licences, concessions ou autres semblables, acquis par la compagnie soit avec de l'argent ou avec des obligations, débetures ou stock de la compagnie ou partie par un ou plus de ces moyens et partie par aucun autre ou tous les autres, et distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en espèce tous les biens de la compagnie et en particulier tout stock, actions, débetures, obligations ou garanties d'autres compagnies, appartenant soit à la compagnie ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer ;

Faire aucune des susdites choses comme patrons, agents ou entrepreneurs et soit seule ou conjointement avec autres ;

Faire toutes telles autres choses qui peuvent être auxiliaires, accessoires ou utiles aux susdits objets ou à aucun d'eux ;

L'interprétation d'aucun des objets de la compagnie ci-dessus mentionnés ou aucun des pouvoirs octroyés dans aucun paragraphe des présentes, ne sera pas limitée ou restreinte par les déductions ou termes d'aucun autre paragraphe, ou par les déductions ou termes du nom de la compagnie, sous le nom de "Lachine Realities Limited" avec un capital total de dix mille cinq cents piastres (\$10,500.00), divisé en deux cent dix (210) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD
4389 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. David Henry Pennington, marchand de bois, Jean Francois Siméon Dugal, marchand, Archibald Walter Hay, agent d'assurance, Frederick McMahon, gérant, Alexander Christinsin Byrne, agent d'assurance et Thomas Bernard Bland O'Neill, marchand de bois, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'immeubles et les affaires d'une compagnie de terrains ;

Acquérir par achat, bail, échange, octroi,

ship thereto belonging including voting powers ;

To invest any surplus moneys of the company in such manner as the company may deem proper and in particular in the redemption of its own bonds or debentures or to distribute in specie among the shareholders of the company any such moneys belonging to the company and not required for its immediate needs ;

To sell, lease or otherwise in any way dispose of the whole property and undertaking of the company or any part or branch thereof and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or any of them ; to amalgamate with any other such company ; to enter into any arrangement for sharing profits or union of interests with any person or company whatsoever and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company and to sell, hold, reissue with or without guarantee or otherwise in any lawful way dispose of or deal with or in the same, and to guarantee or assume in whole or in part the obligations of any such person or company or any of them ;

To pay for any moveable or immoveable property, rights, assets, franchises, privileges, licenses, concessions or the like acquired by the company either with cash or with bonds, debentures or stock of the company or partly in one or more of these ways and partly in any other or all of the others, and to distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any stock, shares, debentures, bonds and or securities of other companies, either belonging to the company or of which the company may have the power of disposing ;

To do any of the above things as principals, agents, or contractors and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other things as are ancillary, incidental or conducive to the above objects or any of them ;

The interpretation of any of the objects of the company set forth or for any of the person granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph or by reference to or inference from the name of the company, under the name of "Lachine Realities Limited", with a capital stock of ten thousand five hundred dollars (\$10,500.00), divided into two hundred and ten (210) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,
4390 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date fourteenth day of October, 1912, incorporating Messrs. David Henry Pennington, lumber merchant, Jean Francois Siméon Dugal, merchant, Archibald Walter Hay, insurance agent, Frederick McMahon, manager, Alexander Christinsin Byrne, insurance agent, and Thomas Bernard Bland O'Neill, lumber merchant, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on a real estate business and to do the business of a land company ;

To acquire by purchase, lease, exchange,

concession ou autrement, et détenir et posséder des terrains et immeubles de toute description, et développer, améliorer, exploiter et disposer toute telle propriété en rues, ruelles, carrés, lots ou autrement, et ériger des maisons, bâtisses et autres constructions sur les propriétés immobilières ainsi acquises ;

Vendre, louer, donner à bail, transporter, échanger les dits terrains et immeubles ou toute partie d'iceux, en disposer ou en faire le commerce autrement, et les bâtisses sus-érigées, et disposer des rues, carrés ou ruelles sur telle propriété en faveur de toutes personnes ou municipalités, aux termes et conditions que la compagnie peut juger à propos ;

Faire des avances aux moyens de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie de la propriété de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations ; aider, aux moyens d'avances, ou autrement, dans la construction et entretien des chemins, rues, ouvrages hydrauliques, drainages et autres améliorations calculées pour rendre la propriété de la compagnie plus accessible et pour augmenter sa valeur ;

Prendre et détenir des hypothèques, obligations et garanties pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie aux acquéreurs ou autres ou pour avances par la compagnie aux acquéreurs pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Agir comme agent pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant aucune des affaires ou entreprises ci-dessus mentionnées ;

Acquérir par achat ou autrement toute propriété, meubles ou immeubles, franchises, droits ou privilèges qui peuvent être nécessaires pour les fins de la compagnie, et en disposer en aucune manière ;

Posséder, acheter ou acquérir autrement, et vendre des actions ou obligations de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, ou en disposer autrement ;

Emettre, transporter et donner des actions du capital actions de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, biens, droits, privilèges, baux, hypothèques, licences, patentes, contrats, immeubles, stock, actifs et autres biens ou droits que la compagnie peut également acquérir en vertu des présentes ;

Vendre toute ou aucune partie des entreprises, actifs ou biens de la compagnie pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débiteures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, et en disposer ;

S'amalgamer, partager les profits, s'associer, coopérer avec toute personne ou personnes ou compagnie engagées ou sur le point d'être engagées dans toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire ;

Faire toutes autres affaires (manufacturées ou autrement) qui peuvent paraître capables à la compagnie d'être convenablement conduites en rapport avec aucune des susdites affaires, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie, et faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs ayant rapport à la mise en opération convenable des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et nécessaires pour permettre à la compagnie de conduire ses entreprises avec profit, sous le nom de "Battlefield Realty Company, Limited", avec un capital de quarante-neuf mille piastres

grant, concession or otherwise, and to hold and own lands, real estate and immoveables of every description, and to develop, improve, exploit and lay out any such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise, and to erect houses, buildings and other construction, on said real property so acquired ;

To sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such lands, real estate and immoveables, or any portion thereof, and of buildings thereon erected and to dispose of any streets, squares or lanes on such property in favour of any persons or municipalities on such terms and conditions as the company may think fit ;

To make advances by means of loans to purchasers or tenants of any part of the company's property for the purposes of construction of other improvements ; to assist by means of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water works, drains and other improvements calculated to render the property of the company more accessible and to increase its value ;

To take and hold mortgages, hypothecs and liens to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company from purchasers or others or advances by the company to purchasers for building purposes or other improvements ;

To act as agent for any company, corporation, firm or person carrying on any of the business or undertakings heretofore mentioned ;

To acquire by purchase or otherwise any property real or personal liberties, rights or privileges which may be necessary for the purposes of the company and to dispose of the same in any manner ;

To hold, purchase, or otherwise acquire, and to sell or otherwise dispose of shares or bonds of any other company having objects, wholly or in part similar to those of this company or carrying on, businesses capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company ;

To issue, transfer and give shares of the capital stock of the company hereby incorporated in payment of all business, franchises, undertakings, properties, rights, privileges, leases, mortgages, licenses, patents, contracts, immoveables, stock, assets and other property or rights which the company may legally acquire in virtue of the presents ;

To sell and dispose of the whole or any part of the undertakings, assets or property of the company for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To amalgamate, share profits, unite, cooperate with any person or persons or company engaged in or about to, carry on any business which the company is authorized to carry on ;

To carry on any other business (manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried, on in connection with any of the above specified businesses, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights, and to do all acts and exercise all powers incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated, and necessary to enable the company to profitably carry on its undertakings, under the name of "Battlefield Realty Company Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into

(\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of October, 1912. The notice of the Gazette of the 26th October, 1912, on pages 2165, 2166 and 2167, numbers 4411-12 est nul.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of October, 1912. The notice of the Gazette of the 26th October, 1912, on pages 2165, 2166 and 2167, numbers 4411-12 being void.

4411 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

4412 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Arthur Lemieux, Eugène Lemieux, et Arthur Beauchamp, dentistes, Vincent Dupuis, agent, et C. Durbec, restaurateur, de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1912, incorporating Messrs. Arthur Lemieux, Eugène Lemieux, and Arthur Beauchamp, dentists, Vincent Dupuis, agent, and C. Durbec, restaurant keeper, of the city of Montreal, for the following purposes, to wit :

Fonder, dans un but d'agrément, un club social où pourront se réunir les membres et prendre des repas, sous les nom de "Le Club de France, Limitée", avec un capital de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

To found for the purpose of pleasure a social club where the members may assemble and take meals, under the name of "Le Club de France, Limitée", with a capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'octobre 1912.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of October, 1912.

4397 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

4398 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Joseph Elie Massicotte, marchand, de Chicoutimi, Joseph Pierre Ouellet, architecte, Thomas Louis Tremblay, ingénieur, J. Adhémar Gagnon, et P. Wilfrid Fortier, marchands de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1912, incorporating Messrs. Joseph Elie Massicotte, merchant, of Chicoutimi, Joseph Pierre Ouellet, architect, Thomas Louis Tremblay, engineer, J. Adhémar Gagnon and P. Wilfrid Fortier, merchants, of the city of Quebec, for the following purposes :

Acquérir par achat, bail ou autrement, et détenir et posséder des immeubles ; /

To acquire by purchase, lease or otherwise, and hold and own immoveable property ;

Faire, construire et ériger tous travaux publics et privés, bâtisses, entreprises et exploitations, logements, fabriques, ateliers et autres constructions ;

To make, construct and erect any private and public works, buildings, undertakings and operations, dwellings, factories, workshops and other structures ;

Vendre, louer, transporter, échanger, céder ou disposer autrement de la totalité ou d'une partie de ces immeubles, et développer, améliorer, exploiter et disposer toute partie des dits immeubles en rues, ruelles, squares, lots ou autrement ;

To sell, lease, transfer, exchange, convey or otherwise dispose of the whole or a part of such immoveables, and develop, improve, operate and dispose of any part of the said immoveables into streets, lanes, squares, lots or otherwise ;

Contribuer à la construction et l'entretien ou construire et entretenir des ruelles, chemins, rues, aqueducs et autres travaux et améliorations de nature à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et plus profitable ;

To contribute to the construction and maintenance or construct and maintain lanes, roads, streets, waterworks and other works and improvements of a nature to render the property of the company more accessible and profitable ;

Vendre ou disposer autrement de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie d'icelle, aux clauses et conditions que la compagnie jugera à propos et en accepter le paiement, en totalité ou en partie en actions, obligations ou autres valeurs de toute compagnie quelconque ;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or of any part of same on the clauses and conditions that the company may deem fit and accept in payment thereof, in whole or in part, the shares, bonds or other securities of any company whatsoever ;

Acquérir, détenir et vendre et céder toute industrie, immunité, entreprise, droits, privilèges, baux, contrats, biens et autres droits que la compagnie pourra légalement acquérir ;

To acquire, hold, sell and convey any business, immunity, undertaking, rights, privileges, leases, contracts, property and other rights which the company may legally acquire ;

Agir en qualité d'agents généraux, mandataires, agents d'immeubles et d'assurances, et en général faire toutes les choses nécessaires pour promouvoir l'industrie de la compagnie et pour les succès de ses entreprises, sous le nom de "La Compagnie Le Parc Belmont Limitée" avec un capital de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

To act as general agents, mandatories, real estate and insurance agents, and generally do all such things as are necessary to promote the business of the company and for the success of its undertaking under the name of "La Compagnie Le Parc Belmont, Limitée", with a capital of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4399 Sous-secrétaire de la province.

AVIS est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Paul Tourigny, M. P. P., industriel, Wilfrid Laliberté, avocat, Alphonse Pepin, marchand, Georges Côté, médecin, et J. P. H. Massicotte, médecin et pharmacien, tous de Victoriaville, dans les buts suivants :

Faire le comerce d'immeubles dans toutes ses branches ;

Exercer l'industrie de courtiers d'immeubles dans toutes ses branches ;

Acquérir des immeubles par achat, échange, bail, louage, ou de toute manière, et les posséder, cultiver, faire arpenter, subdiviser en lots à bâtir avec des rues, ruelles et parcs, développer, améliorer, louer, échanger, vendre et hypothéquer et en disposer d'une manière générale ;

Construire, ériger, bâtir et maintenir, ou faire construire, ériger, bâtir et maintenir dans et sur les dits terrains et immeubles, des drainages, égouts, rues, ruelles, chemins, maisons, moulins, usines et manufactures et tous autres travaux, améliorations ou bâtisses qui pourront être nécessaires ou avantageux ou les louer, échanger, vendre ou en disposer autrement ou faire le commerce d'iceux ou d'aucun d'eux, ensemble avec les terrains sur lesquels ils existent ;

Avancer des argents aux moyens de prêts aux acquéreurs, détenteurs, locataires ou possesseurs d'aucune des propriétés de la compagnie aux fins d'aider et d'encourager à l'érection de bâtisses ou de toutes autres améliorations sur les propriétés de la dite compagnie ou autre ;

Prendre et posséder comme garantie du remboursement de tout prêt fait par la compagnie ou de toute autre créance de la compagnie, et pour le paiement du prix ou considération de tout contrat fait par ou avec la compagnie, des hypothèques ou garantie d'aucune nature quelconque ;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder, transporter, disposer de ou souscrire, des parts, actions, débetures et toutes autres garanties d'aucune société, personne ou corporation faisant les mêmes opérations que la présente compagnie requérante ou faisant tout commerce de nature à apporter des bénéfices et avantages à cette compagnie et les payer en argent, actions ou bons de la présente compagnie ou autrement ;

Faire le commerce et exercer l'industrie de courtiers, auditeurs, comptables et liquidateurs publics ;

Repartir, accorder et émettre comme acquittées toutes parts ou actions du capital-action de la compagnie en paiement de toute franchise, entreprise, propriété mobilière et immobilière, stock, débetures, garanties, créances, biens, droits, clientèles, privilèges, hypothèques, patentes, licences ou contrat que cette compagnie pourra acquérir ou faire ou en acquittement d'aucune dette ou obligation qu'elle pourra devoir ;

Se fusionner avec tout autre compagnie faisant des opérations du même genre ;

Garantir et payer tous les biens, hypothèques et autres charges qui pourraient exister sur des immeubles que la compagnie achètera, faire les opérations d'agents et de courtiers de toute espèce d'assurance ;

Payer en argent toute commission à ou rémunérer en parts acquittées de cette compa-

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4400 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the eleventh day of October, 1912, incorporating Messrs. Paul Tourigny, M. P. P., manufacturer, Wilfrid Laliberté, advocate, Alphonse Pepin, merchant, Georges Côté, physician and J. P. H. Massicotte, physician and druggist, all of Victoriaville, for the following purposes :

To carry on a real estate business in all its branches ;

To carry on the business of real estate brokers in all its branches ;

To acquire immoveables by way of purchase, exchange, lease, rental or in any other manner, and hold, cultivate and have same surveyed and subdivided into building lots, with streets, lanes and parks, and develop, improve, lease, exchange, sell, hypothecate and otherwise dispose of same in a general manner ;

To construct, erect, build and maintain, or cause to be constructed, erected, built, and maintained, in and upon the said lands and immoveables, drains, sewers, roads, streets, lanes, houses, mills, factories, manufactories and any other works, improvements or buildings which may be deemed necessary or advantageous and to let, exchange, sell or otherwise dispose of or deal with the same or any of them together with the lands upon which they exist ;

To advance money by way of loans to the purchasers, holders, lessees or occupants of any part of the company's properties to aid in the erection of buildings or in the making of improvements thereon ;

To take and hold, as security for the repayment of any loan made by the company or for any debt due to the company, and for the payment of the price or consideration of any contract made with the company, mortgages or securities of any nature whatsoever ;

To buy, acquire and hold and to sell, assign, transfer, dispose of or underwrite the shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company, and pay for same in cash, stocks or bonds of this company or otherwise ; *

To carry on the business of brokers, auditors, accountants and public liquidators ;

To allot, grant and issue as fully paid up, any shares of the capital stock of the company in payment for any franchise, undertaking, moveable and immoveable property, stock, debentures, securities, claims, goods, rights, goodwill, privileges, hypothecs, patents, licences or contracts that this company may acquire or make, or in satisfaction of any debt or obligation which it may owe ;

To amalgamate with any other company carrying on operations of a like nature ;

To guarantee and pay for any property, hypothecs and other charges which may exist on immoveables that the company may purchase, and carry on operations as insurance agents and brokers ;

To pay any commission in cash to or remunerate with fully paid up shares of the

gnie, débentures ou autrement toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à être rendus relativement à la vente des dites propriétés, en tout ou en partie, ou pour tous autres services rendus relativement à la formation de la compagnie, ou la conduite de ses opérations, sous le nom de "Union Realty Limited", avec un capital de quarante-neuf mille (\$49,000.00) piastres, divisé en quatre-vingt-dix-huit (98) actions de cinq cents piastres (\$500.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,
4401 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Moïse Forcier, cultivateur, de Notre-Dame du Bon Conseil, Narcisse Laselle, cultivateur, de Saint-Pie de Guire, Dontail Martel, cultivateur, de Saint-Bonaventure, Joseph M. Forcier, cultivateur, de Notre-Dame du Bon Conseil, et Thomas Forcier, cultivateur, de Sainte-Clothilde, dans les buts suivants :

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minéraux ;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter, de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, d'en le but d'en extraire des minéraux quelconques ; donner une valeur marchande à ces minéraux par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droit de préemption, ou tout autre intérêt en ic eux ; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont on a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 des statuts révisés de la province de Québec, en la manière y prescrite ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Recevoir en paiement de minéraux, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations, ou autres valeurs émises par une compagnie minière et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, et les payer, au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ;

Payer certains salaires ou certains services rendus à la compagnie soit en argent, soit en

company, debentures or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered relatively to the sale of the said properties, in whole or in part, or for any other services rendered relatively to the formation of the company or the management of its operations, under the name of "Union Realty Limited", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into ninety eight (98) shares of five hundred dollars (\$500.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Victoriaville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of October, 1912.

C. J. SIMARD,
4402 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1912, incorporating Messrs. Moïse Forcier, farmer, of Notre-Dame du Bon Conseil, Narcisse Laselle, farmer, of Saint Pie de Guire, Dontail Martel, farmer, of Saint Bonaventure, Joseph M. Forcier, farmer, of Notre Dame du Bon Conseil, and Thomas Forcier, farmer, of Sainte Clothilde, for the following purposes :

To prospect and explore for mines and minerals ;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein ; mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes ;

To build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouse and stores necessary or useful to its operations ;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741 of the revised statutes of the province of Quebec, in the manner therein prescribed ;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen ;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ;

To receive in payment for minerals, lands, merchandise or work, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company and hold the same or dispose thereof ;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto ;

To paid certain salaries or for certain services rendered to the company, either in cash

parts libérées ; solder les frais d'organisation de la présente compagnie soit en argent soit en parts libérées ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "La Compagnie Minière de Wendover", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Notre-Dame, du Bon Conseil.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'octobre 1912.

4403 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avls est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. John Parnell Dunning, commis voyageur, Malcolm Frederick Willcocks, marchand, John Sutherland Fraser, agent de ventes, Samuel John Dunning, manufacturier et Dame Leah Hurrlion Dunning, de la cité de Montréal dans les buts suivants :

Acquérir et prendre comme une affaire en opération l'entreprise et les affaires maintenant conduites par S. J. Dunning, de la cité de Westmount, et tous ou aucun des actifs et obligations y ayant rapport, aux termes et conditions qui peuvent être convenus, et émettre en paiement ou partie de paiement d'icelles, des actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie, et faire les affaires de pharmaciens et de marchands en gros ;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toute sorte de drogues, produits chimiques, préparations pharmaceutiques, encres, pâtes, musilages, colles, et agir comme agent pour la vente et distributions de tels produits ;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toute sorte d'effets, objets et marchandises et propriété de toute classe et description, meubles et immeubles, pour les fins des affaires de la compagnie et en rapport à icelles ;

Acheter, louer ou acquérir autrement et posséder, utiliser et mettre en opération les terrains, bâtisses, magasins, entrepôts et matériaux qui peuvent être jugés nécessaires à la mise en opération convenable des opérations de la compagnie ;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes patentes, formulés, marques de commerce, noms de commerce, brevets d'invention, licences, concessions et autres semblables, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser, ou tout secret ou autre renseignement concernant toute invention qui peut paraître capable d'être utilisée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition sera censée profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer et octroyer des licences y ayant rapport, ou mettre à profit les biens, droit et renseignement ainsi acquis ;

Souscrire pour, conditionnellement ou inconditionnellement, et assumer, émettre sur commission ou autrement, prendre détenir, en faire le commerce et convertir les stock, actions, obligations, débetures et garanties de toutes compagnies avec lesquelles cette compagnie peut avoir des relations d'affaires ou faisant des affaires semblables en tout ou en partie ou auxiliaires, ou autres affaires qui peuvent être conduites pour le bénéfice des affaires de la compagnie, sa propriété ou droit ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts,

or in paid up shares ; to settle the costs of organization of the present company either in cash or in paid up shares ;

To do all such acts and operations as are accessory to those hereabove enumerated, or that may facilitate the realization of the purposes of its incorporation, under the name of "La Compagnie Minière de Wendover", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one hundred dollars (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Notre Dame du Bon Conseil.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of October, 1912.

4404 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1912, incorporating Messrs. John Parnell Dunning, commercial traveller, Malcolm Frederick Willcocks, merchant, John Sutherland Fraser, sales agent, Samuel John Dunning, manufacturer, and Mrs Leah Hurrlion Dunning, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire and take over a going concern the undertaking and business now carried on by S. J. Dunning, of the city of Westmount, and all or any of the assets and liabilities in connection therewith, upon such terms and conditions as may be agreed upon, and to issue in payment or part payment therefor fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company, to carry on the business of chemical manufacturers and warehousemen ;

To manufacture, buy, sell and deal in all classes of drugs, chemicals, pharmaceutical preparations, inks, pastes, mucilages, glues and to act as agent for the sale and distribution of such products ;

To manufacture, buy, sell, deal and trade in any and every kind of goods, wares and merchandise and property of every class and description real and personal for the purpose of and incidental to the business of the company ;

To purchase, lease or otherwise acquire and to hold and use and operate such lands, buildings, storage warehouses and plants as may be deemed necessary for the proper carrying out of the company's operations ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, formulas, trade marks, trade names, brevets d'invention, licences, concessions and the like, conferring an exclusive or nonexclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise, turn to account the property, rights and information so acquired ;

To subscribe for conditionally or unconditionally and to underwrite, issue on commission or otherwise, take, hold, deal in and convert stock, shares, bonds, debentures and securities of all companies with which this company may have business relations or carrying on a similar business, in whole or in part or subsidiary, or other business which may be carried on so as to benefit the business of the company, its property or right ;

To enter, into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests,

concession réciproque ou coopération, avec toute personne, société ou compagnie, et promouvoir et aider à promouvoir, constituer, former ou organiser des compagnies, syndicats ou sociétés pour les fins d'acquiescer et assumer tous les biens et obligations de cette compagnie, ou pour promouvoir, directement ou indirectement, les objets d'icelle ;

Acquiescer toute entreprise ou affaires semblables, en tout ou en partie, à celles de cette compagnie, ensemble avec les biens, matériel, stock, clientèle, franchises, obligations et actifs d'icelle, de toute description, et les payer en argent, actions ou débetures de la compagnie, ou autrement ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, ou en disposer, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquiescer tous ou aucun des biens, droits et obligations de la compagnie, et pour toutes autres fins qui peuvent paraître, directement ou indirectement, calculées pour le bénéfice de cette compagnie, et pour donner toute garantie ou indemnité en faveur de telles personnes, selon qu'il sera jugé à propos ;

Vendre, améliorer, conduire, développer, échanger, louer, mettre à profit tous ou aucune partie des biens et droits de la compagnie, en disposer ou en faire le commerce autrement ;

Émettre et répartir des actions acquittées ou en partie acquittées de la compagnie incorporée par les présentes, selon qu'il peut être nécessaire, payer en entier ou en partie pour propriété mobilière ou immobilière et matériaux de toute sorte que la compagnie peut légalement acquiescer en vertu des présentes ;

Distribuer parmi les actionnaires en espèce, au moyen de dividendes ou primes, ou en aucune autre manière jugée à propos, aucun des biens de la compagnie ou produits de la vente ou disposition d'aucun des biens de la compagnie ;

Emprunter ou prélever ou garantir le paiement d'argent en la manière que la compagnie jugera à propos, et en particulier par l'émission des débetures ou stock de débetures, perpétuelles ou autrement, chargées sur tous ou aucun des biens de la compagnie (tous deux présentes et futurs) y compris son capital non versé, et acquiescer, racheter ou payer toutes telles garanties ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, mandats, débetures et autres instruments négociables et transférables ;

Faire aucune des susdites affaires, exécuter tous les actes et objets susdits, soit comme patrons, agents ou fidéicommissaires, ou par l'intermédiaire de fidéicommissaires, agen ou autrement, soit seule ou conjointement avec autre ou autres ;

Faire toutes choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne seront pas limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe. Les opérations de la compagnie seront conduites dans toute la Puissance du Canada et ailleurs, sous le nom de "The S. J. Dunning Company, Limited, avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4395

Sous-secrétaire de la province.

reciprocal concessions or cooperations, with any person, firm or company, and to promote and aid in promoting, constitute, form or organise companies, syndicates or partnerships for the purposes of acquiring and undertaking any property and liabilities of this company, or of advancing directly or indirectly the objects thereof ;

To acquire any undertaking or business similar in whole or in part to that of this company, together with property, plant, stock, good-will, franchise, liabilities and assets thereof of every description, and to pay for same in cash, shares, or debentures of the company or otherwise ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company, having objects altogether or in any part similar to those of this company ;

To promote any company or companies for the purpose of its or their acquiring all or any of the property, rights and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company ; to lend money to customers and persons having dealings with the company and to give any guarantee or indemnity in behalf of such persons as may seem expedient ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To issue and allot partly or fully paid up shares of the company hereby incorporated as may be necessary, to pay or part pay for moveable or immoveable property and materials of all kind, which the company may lawfully acquire by virtue of these presents ;

To distribute among the shareholders in specie by way of dividend or bonus, or any other manner deemed advisable, any property of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company ;

To borrow or raise or secure the payment of money in such manner as the company shall think fit, and in particular by the issue of debentures or debentures stock, perpetual or otherwise, charged upon all or any of the company's property (both present and future) including its uncalled capital, and to purchase, redeem or pay off any such securities ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, debentures, and other negotiable or transferable instruments ;

To carry on or do any of the businesses, acts and things aforesaid, either as principals, agents or trustees, or by or through trustees, agents, or otherwise, and either alone or in conjunction with another or others ;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

The powers granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or reference from the terms of any other paragraph. The operations of the company to be carried on throughout the Dominion of Canada and elsewhere, under the name of "The S. J. Dunning Company, Limited" with capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$1,000) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4396

Deputy Provincial Secretary.

SÉNAT DU CANADA.

AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Extraits des règles du Sénat.

Toute demande au Parlement pour obtenir un bill privé, de quelque nature qu'il soit, doit être annoncée par avis inséré à la *Gazette du Canada*, cet avis doit indiquer d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, être signé par les pétitionnaires ou en leur nom et contenir l'adresse des signataires; et si elle a pour objet l'obtention d'un acte constitutif, il faut donner aussi dans l'avis le nom de la compagnie projetée.

Dans le cas où des pouvoirs exclusifs sont demandés, outre l'avis à insérer dans la *Gazette du Canada*, il doit en être publié un semblable dans quelque un des principaux journaux de la principale cité ou ville ou du principal village de chaque comté du district de la province ou du territoire que l'acte demandé intéresse, selon la nature de l'entreprise projetée.

Et si les travaux d'une compagnie (constituée ou à constituer) doivent être déclarés d'utilité générale pour le Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis; et les requérants feront envoyer par lettre enregistrée une copie de cet avis au secrétaire de chaque conseil de comté et de chaque corporation municipale spécialement intéressée dans la construction ou l'exploitation de ces travaux, ainsi qu'au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou seront situés, en sorte que cette copie parvienne à ces fonctionnaires cinq semaines au moins avant la considération de la pétition par le comité des Ordres permanents; et la preuve de l'accomplissement de cette prescription par les requérants devra s'établir par déclaration statuaire adressée au greffier du Sénat.

Dans tous les cas, les avis insérés soit à la "Gazette du Canada" ou dans les journaux, doivent se publier au moins une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives; et, lorsqu'ils se publient dans les provinces de Québec et du Manitoba, ils doivent être en langue anglaise et en langue française. Il faut envoyer au greffier du Sénat des exemplaires marqués de chaque numéro de tous les journaux contenant l'avis, avec sur le pli de la feuille les mots: "Avis de bill privé"; où l'on peut transmettre, au lieu des journaux une déclaration statuaire que l'avis a été dûment publié.

Pour plus amples détails, voir les règles du Sénat y relatives, publiées dans la "Gazette du Canada," ou s'adresser à ce bureau.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,

4107

Greffier du Sénat.

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

THE SENATE OF CANADA.

NOTICE FOR PRIVATE BILLS.

Extracts from the rules of the Senate.

All applications to parliament for private bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a notice published in the *Canada Gazette*; such notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same; and, when the application is for an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the notice.

In cases where exclusive powers are asked, in addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall also be published in some leading newspapers in the principal city, town or village in each county or district in each province or territory which may be affected by the passing of such private bills, according to the nature of the undertakings contemplated.

And, if the works of any company (incorporated or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specifically mentioned in the notice; and the applicants shall cause a copy of such notice to be sent by registered letter to the clerk of each county council and of each municipal corporation which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also, to the secretary of the province in which such works are, or may be located, so as to reach those officers not less than five weeks before the consideration of the petition by the committee on Standing Orders; and statutory declaration establishing proof of such mailing must be sent to the clerk of the Senate.

All such notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week for a period of five consecutive weeks, and, when published in the provinces of Quebec and Manitoba, shall be in both the English and French languages; and marked copies of each issue of all newspapers containing any such notice shall be sent to the clerk of the senate, endorsed "Private bill notice", or statutory declaration as to due publication may be sent in lieu thereof.

For fuller particulars see the rules of the Senate relating thereto published in the "Canada Gazette", or apply to this office.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,

4108

Clerk of the Senate.

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and a copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. *Pour des lois de constitution en corporation :*

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(c) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. *Pour des amendements à des lois de constitution en corporation :*

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'enbranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statutaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,

3957 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in same leading newspaper, as follows :

1. *For acts of Incorporation.*

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate ;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation :*

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT.

3958 Clerk of the House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any

canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'interval de temps écoulé entre la clôture de la session réécéder de la prise en considération de la pétition.

54.- Avant d'adresser à la chambre aucune pétition mandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou les dimensions de ce pont-tournant.

60.- Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux réglemens de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à

county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.— Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.— The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock com-

une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

3569

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un ramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoir, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeatoires aux Statuts refondus concernant les corpora-

pany, or to amend such of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

3570

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter in which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the Incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting

ions de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que a copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

" 3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

" 3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,
3571-2 Greffier de l'Assemblée Législative

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer la Compagnie d'Assurance contre le feu "Laurentide" avec bureau principal en la cité de Hull, avec pouvoir de faire des contrats d'assurance et de ré-assurance contre le feu, les bris de glace et des chaudières à vapeur et les accidents ou événements de la nature ainsi que pour garantir la fidélité de personnes occupant des charges ou emplois de confiance et de faire exécuter toutes autres choses se rapportant à ses opérations et de nature à les faciliter et pour autres fins.

DEVLIN & STE MARIE,
Procureurs de la requérante.
Hull, 26 septembre 1912. 3961.5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant le village de Norway Bay.

Donné au canton de Bristol, le 1er jour d'octobre 1912.

WM. GAMBLE,
3997.5 Solliciteur des requérants.

Avis est par les présentes donné par Joseph F. Bugeaud, étudiant en droit, qu'il s'adressera à la prochaine session de la législature, dans le but d'obtenir un bill autorisant le barreau à l'admettre à la pratique de la profession, après examens, en juillet 1913, ou subséquemment, nonobstant le fait que les brevets pour admission à l'étude ne sont datés que de janvier 1912.

4425 J. F. BUGEAUD.

Avis est par les présentes donné que L'Avenir et Melbourne Railway Company et Benjamin E. Reed, Gordon H. Bogie et Joseph Laferty s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant la charte de la dite compagnie et changeant le nom de la compagnie, modifiant le parcours du chemin de fer, prolongeant les délais pour commencer et compléter sa construction, et permettant à la compagnie d'exercer les pouvoirs conférés par sa charte, pourvoyant à l'augmentation de son capital, modifiant la manière de convoquer les assemblées, et permettant à toute municipalité intéressée de souscrire des bonis en faveur de la compagnie, et pour autres fins.

4433 BEIQUE, BEIQUE & BEIQUE,
Procureurs des requérants.

" 3. If a copy the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen day before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

" 3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,
3572 Clerk of the Legislative Assembly

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to incorporate "La Compagnie d'Assurance contre le feu "Laurentide", with its chief office in the city of Hull, with power to make insurance contracts and reinsurance against fire, breakage of glass and of steam boilers, and accidents or events of any kind, and to have any other thing done relating to these operations and of a nature to facilitate them, and for other purposes, as also to guarantee the fidelity of persons occupying offices or positions of trust, and for other purposes.

DEVLIN & STE. MARIE,
Attorneys for petitioners
Hull, 26th September, 1912. 3962

Notice is hereby given that application will be made at the approaching session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act incorporating the village of Norway Bay.

Given at the township of Bristol, the 1st day of October, 1912.

3998 WM. GAMBLE,
Solicitor for applicants.

Notice is hereby given by Joseph F. Bugeaud, student at law, that he will apply at the next session of the Legislature, for the purpose of obtaining a bill authorizing the bar to admit him to the profession, after examination in July, 1913, or subsequently, notwithstanding the fact that his brevets for admission to study are only dated January, 1912.

4426 J. F. BUGEAUD.

Notice is hereby given that The L'Avenir and Melbourne Railway Company and Benjamin E. Reed, Gordon H. Bogie and Joseph Laferty will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of a bill amending the said company's charter and changing the company's name, modifying the route of the railway, extending the delay for the commencement and completion of its construction and permitting the company to exercise the powers conferred by its charter, modifying the mode of calling of meetings, and permitting any interested municipality to vote bonuses in favor of the company, and for other purposes.

4434 BEIQUE, BEIQUE & BEIQUE,
Attorneys for applicants.

Avis public est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, la corporation de la ville de Beauharnois présentera un bill aux fins de faire ratifier et confirmer un règlement adopté par le conseil de la dite ville, le 7 août dernier, 1912, portant le No 110, accordant à la compagnie dite "Howard Smith Paper Company, Limited", une exemption de taxes et un bonus, aussi pour faire ratifier et confirmer un acte de conventions intervenu entre la compagnie et la dite corporation, le 28 août 1912, devant L. C. Tassé, notaire; pour amender l'article 5314 des statuts refondus, en autant que la dite ville est concernée, pourvoyant au remplacement des échevins, dans les cas de vacance, et aussi pour abroger l'article 5373, concernant les personnes à être inscrites sur la liste des électeurs, et pour autres amendements devenus nécessaires à la charte d'incorporation de la dite ville.

L. C. TASSÉ,
Secrétaire trésorier de la ville de Beauharnois.
Beauharnois, 30 septembre 1912. 4005.3

Canada,
Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis public est par les présentes donné que la corporation du village du Sault-au-Récollet s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte, l'autorisant à faire un emprunt; ratifiant l'acte d'achat d'un système d'aqueduc et l'acte d'achat de certains terrains acquis pour des fins municipales et autres fins.

PELLETIER & BEAULIEU,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 27 septembre 1912. 3963.3

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant en corporation de ville pour toutes fins municipales et scolaires le territoire faisant partie actuellement de la municipalité de Saint-Joachim de Châteauguay et comprenant les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, —252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 378, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-Joachim de Châteauguay, y compris les subdivisions des dits lots originaires qui peuvent exister, sous le nom de Ville de Châteauguay, et placer la dite ville sous les dispositions de la loi des cités et villes avec quelques modifications ou dispositions spéciales au sujet du temps et du mode de l'élection du maire et des échevins, de la votation, de la taxation, qualification des électeurs et des échevins et autres dispositions ou clauses qui pourront être suggérées.

LAMOTHE & TESSIER,
Avocats des requérants.
Montréal, 30 septembre 1912. 3993.3

Avis est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandera à la législature, à sa prochaine session, l'autorisation d'emprunter la somme de cinq cent mille piastres sur débentures, pour acheter des terrains et y construire des écoles nouvelles et aussi de fonder des colonies de vacances pour les enfants de ses écoles; elle demandera en outre des pouvoirs spéciaux expropriation, d'une manière plus expéditive, des terrains et constructions pour fins scolaires.

ULRIC LAFONTAINE,
Secrétaire-trésorier.
Montréal, 11 octobre 1912. 4289

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, the corporation of the village of Beauharnois will present a bill to ratify and confirm a by-law adopted by the council of the said village, on the 7th August last, 1912, bearing the No. 110, granting to the "Howard Smith Paper Company Limited", an exemption from taxes and a bonus, and also to ratify and confirm a deed of agreement made between the company and the said corporation, on the 28th August, 1912, before L. C. Tassé, notary; to amend article 5314 of the revised statutes in so far as the said town is concerned, providing for the replacement of the aldermen during vacation time, and also to repeal article 5373 respecting the persons to be inscribed on the electors' list, and for other amendments become necessary to the charter of incorporation of the said town.

L. C. TASSÉ,
Secretary-treasurer of the town of Beauharnois,
Beauharnois, 30th September, 1912. 4006

Canada,
Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Public notice is hereby given that the corporation of the village of Sault-au-Récollet will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law amending its charter for the purpose of authorizing said corporation to negotiate a loan, and of ratifying the deed of acquisition of a system of water works, also the deed of acquisition of certain lots of land acquired for municipal purposes and for all other purposes.

PELLETIER & BEAULIEU,
Attorneys for petitioner.
Montreal, 27th September, 1912. 3964

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a law incorporating in town for municipal and school purposes, the territory actually being a part of the municipality of Saint-Joachim de Châteauguay, comprising lots numbers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, —252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 378, of the official cadastral plan and book of reference of Saint Joachim de Châteauguay, including all the subdivisions of the said original lots which may exist, under the name of the town of Châteauguay, and to place the said town under the dispositions of the law of cities and towns with some special modifications relating to the time and mode of the election of the mayor and aldermen, of the votation, of the taxation, qualification of electors, aldermen and other dispositions or clauses which may be suggested.

LAMOTHE & TESSIER,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 30th September, 1912. 3994

Notice is hereby given that the catholic school commissions of Montreal will apply to the Legislature at its next session for authority to borrow five hundred thousand dollars on debentures in order to purchase school sites and to build new school thereon and also for authority to establish summer school resorts for pupils frequenting its schools, moreover the said board will ask for special authority to expropriate more expeditiously any lands and buildings for school purposes.

ULRIC LAFONTAINE,
Secretary treasurer.
Montreal, 11th October, 1912. 4290

Avis public est par le présent donné que William A. Desbarats, de la cité de Montréal, imprimeur, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de ratifier un certain acte de vente à lui par Mlle Victoria Eugénie Macdonald et autres, d'une certaine propriété comprenant tous les lots numéros mille soixante et treize B (1073 B), et mille soixante et treize C (1073 C), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, et pour toutes autres fins y ayant rapport.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
Soliciteurs du requérant.
Montréal, 1er octobre 1912. 4059

Avis public est par le présent donné que National Hydro-Electric Company, Limited, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, fera application pour une loi à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes: pour faire confirmer sa charte et lettres-patentes; pour faire les affaires et opérations d'une compagnie de lumière, chaleur et force électrique et pour posséder, détenir, louer et autrement acquérir des pouvoirs d'eau et les développer; pour produire, transmettre, distribuer, fournir et vendre l'électricité pour les fins de chauffage, lumière, traction et force électrique et des fins industrielles et autres; pour bâtir des lignes de transmission, pour émettre des obligations et débetures; pour faire les affaires et opérations d'une compagnie de lumière, chaleur et force électrique dans les comtés de L'Assomption, Terrebonne, Deux-Montagnes, Laval, Montcalm, Joliette, Berthier, Richelieu, Verchères, Laprairie, Napierville, Saint-Jean, Iberville, Missisquoi, Vaudreuil, Argenteuil, Soulanges, Chambly, Chateauguay, Beauharnois, Labelle et Ottawa et dans l'île et dans la cité de Montréal; pour exproprier les propriétés immobilières ou aucune partie d'icelles et le droit de passage requis pour l'installation de ses lignes de transmission et les propriétés immobilières ou aucune partie d'icelles et les droits riverains requis pour l'établissement de ses usines et dépendances et pour la construction et maintien de tranchées, canaux, écluses, ponts, tuyaux, barrages, digues, canaux de roues hydrauliques et autres travaux se rattachant à l'entreprise de la compagnie.

NATIONAL HYDRO-ELECTRIC
COMPANY, LIMITED.
Montréal, 25 septembre 1912. 4023

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à l'Assemblée Législative de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant la Quebec and North Eastern Railway, avec pouvoir de construire et d'opérer une ligne de chemin de fer depuis un point situé à ou près de la frontière ouest de la province de Québec à ou près du Lac Oposatica, dans le district de Pontiac, et continuant dans une direction nord-est jusqu'à ce qu'elle puisse traverser la voie du chemin de fer du Grand Tronc Pacifique, dans le district d'Abitibi près du lac Kapitachunn, une distance approximative de 160 milles; et un embranchement commençant à un point sud-ouest d'où Belle River croise le chemin de fer du Transcontinental; et de là dans une direction sud-est à travers les districts de Pontiac et d'Ottawa à un point ou près de Monte Laurier; de là dans une direction sud-est à travers les comtés d'Ottawa, Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé et Saint-Maurice à la cité de Trois-Rivières ou dans l'alternative à travers les dits comtés aux Grandes Piles, dans le comté de Champlain et de là à travers les comtés de Cham-

Public notice is hereby given that William A. Desbarats, of the city and district of Montreal, printer, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify a certain deed of sale to him by Miss Victoria Eugénie Macdonald and others, of certain property comprising the whole of lots numbers ten hundred and seventy three-B (1073 B) and ten hundred and seventy three-C (1073 C), on the official plan and book of reference of the Saint Antoine Ward, of the city of Montreal, and for such other purposes as may be accessory thereto.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicant.
Montreal, 1st October, 1912. 4060

Public notice is hereby given that National Hydro-Electric Company, Limited, a body politic and corporate, having its chief office and principal place of business, in the city and district of Montreal, will make application for an act to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the following objects: To confirm its charter and letters patent; to carry on the business of an electric light, heat and power company and to own, hold, lease and otherwise acquire water-powers and develop same; to generate, transmit, distribute, supply and sell electricity for the purposes of electric heating, lighting, traction and motive power, and for industrial and other purposes; to build transmission lines; to issue bonds and debentures; to do the business of an electric light, heat and power company in the counties of L'Assomption, Terrebonne, Deux-Montagnes, Laval, Montcalm, Joliette, Berthier, Richelieu, Verchères, Laprairie, Napierville, Saint-Jean, Iberville, Missisquoi, Vaudreuil, Argenteuil, Soulanges, Chambly, Chateauguay, Beauharnois, Labelle and Ottawa, and in the island and city of Montreal; to expropriate immoveable properties of any part thereof and the right of way required for the installation of its transmission lines and immoveable properties or any part thereof and riparian rights, for the establishment of its factories and dependences and for the construction and maintenance of drains, canals, sluices, bridges, pipes, dams, flumes and other works incidental to the enterprise of the company.

NATIONAL HYDRO-ELECTRIC
COMPANY, LIMITED.
Montreal, 25th September, 1912. 4024

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislative Assembly, of the province of Quebec, at next session, thereof for an act to incorporate the Quebec and North Eastern Railway, with power to construct and operate a line of railway from a point at or near the western boundary of the province of Quebec at or near Oposatica Lake, in the district of Pontiac, and continuing through the clay belt a north easterly direction till it interests the line of the Grand Trunk Pacific Railway in the district of Abitibi near Lake Kapitachunn an approximate distance of 160 miles; and a branch line commencing at a point south west of where Belle River intersects the Transcontinental Railway; thence in a south easterly direction through the districts of Pontiac and Ottawa to a point at or near Monte Laurier; thence south easterly through the counties of Ottawa, Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé and Saint Maurice to the city of Three Rivers or in the alternative through the said counties to Grand Piles in the county of Champlain and from thence through the counties of Champlain, Portneuf and Quebec to the city

plain, Portneuf et Québec à la cité de Québec; et avec pouvoir de construire un embranchement d'un point du Lac Témiscamingue, dans le comté de Pontiac, dans une direction sud à travers le comté de Pontiac, au village de Ville-Marie, et continuant dans une direction nord-est à ou près du Lac des Quinze au Lac Expanse; avec pouvoir de construire des embranchements ou extensions à divers endroits le long de la route; et pour communiquer avec tous les chemins de fer déjà construits ou qui peuvent être construits; avec pouvoir d'opérer le dit chemin de fer par vapeur, électricité ou autrement; et pour autres pouvoirs ordinairement donnés aux compagnies de chemins de fer.

Daté, ce 27ième jour de septembre A. D. 1912.

GEORGE PARENT,
Procureur, Québec.

Agent pour PRICE, GARVEY & CO.

4021

Procureurs du requérant.

La cité de Montréal donne avis qu'elles s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes:

Autonomie municipale; expropriations, ouverture, prolongement et élargissement de rues; redistribution et fusion des quartiers; autorisation de faire des règlements sur différents sujets; finance, administration, taxes, permis, licences, pavages permanents; annexions; prolongation des délais pour exécution des travaux dans différents quartiers; listes électorales; élections; rôles de contribution et de perception; ratification du contrat avec la compagnie Canadienne d'Autobus; construction d'égouts, drains; emprunts permanents et temporaires; pouvoirs généraux de la cité; obligations et responsabilités de personnes ou compagnies dans le cas d'excavations faites dans les rues pour pose de tuyaux; pouvoirs du conseil ou du bureau des commissaires; hygiène et salubrité; remboursement à la cité du coût de l'entretien dans les hôpitaux civiques, de malades venant de municipalités étrangères; travaux et améliorations publiques; paix et sûreté publiques; nuisances; marchés et abattoirs, décence et bonnes moeurs; aqueduc; rues, ruelles et voies publiques et droit d'y exercer des privilèges; établissement de parcs et de boulevards; droit de s'emparer des rues privées et d'y faire des travaux dans l'intérêt général; ratification du règlement No 460, intitulé: "Règlement concernant les voitures à vapeur et à moteur; ratification des règlements relatifs à la construction des édifices; annuités, fonds de pension ou de retraite pour les fonctionnaires municipaux.

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.

Bureau du greffier de la cité.
Hôtel de ville.

Montréal, 3 octobre 1912

4015

Avis est donné de la part de la Compagnie Hydraulique Stadacona qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'autorisant à exercer certains pouvoirs d'expropriation pour la pose de ses poteaux et l'installation de ses lignes de transmission conformément à la loi des Chemins de Fer de Québec.

Pour la Compagnie Hydraulique Stadacona.
ST-LAURENT & LAFERTE,

Avocats.

Québec, 2 octobre 1912.

4019

of Quebec; and with power to construct a branch line from a point on Lake Temiskaming in Pontiac county in a southerly direction through the county of Pontiac to the village of Ville Marie, and continued in an north easterly direction at or near the Lac des Quinze to Lake Expanse; with power to construct branches or extensions at different points along the route; and to connect with any railroads built or that may be built; with power to operate said railway by steam, electricity or otherwise; and for such powers as are usually given to railway companies.

Dated 27th day of September, A. D. 1912.

GEORGE PARENT,
Solicitor, Quebec.

Agent for PRICE, GARVEY & CO.,

4022

Solicitors for applicant.

The city of Montreal gives notice that it will apply, to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

Municipal autonomy; expropriations; opening extension and widening of streets; redistribution and amalgamation of wards; authorization to enact by-laws on different subjects; finance; administration; taxes; permits; licenses; permanent pavings; annexations; extension of the delays for the carrying out of works in different wards; voters lists; elections; assessment and collection rolls; ratification of the contract with the Canadian Autobus Company; laying of sewers and drains; permanent and temporary loans; general powers of the city; obligations and responsibility of persons or companies in the case of cuts made in the streets for the laying of pipes; powers of the Council and of the Board of Commissioners; hygiene and sanitation; refund to the city of the cost of the maintenance, in civic hospital, of patients coming from outside municipalities; public works and improvements; public peace and safety; nuisances; markets and abattoirs; decency and good morals; water works; streets, lanes and thoroughfares and right to exercise privileges thereon establishment of parks and boulevards; right to take possession of private streets and to perform works thereon in the general interest; ratification of by-law No 460, entitled "By-law concerning steam and motor vehicles; ratification of by-laws reconstruction of buildings; superannuation fund, annuities for civic employees.

L. O. DAVID,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall.

Montreal, 3rd October, 1912.

4016

Notice is given on behalf of The Stadacona Hydraulic Company that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act authorizing it to exercise certain powers of expropriation for the placing of its posts and the installation of its transmission lines, in conformity with the dispositions of the Quebec Railway Act.

For the Stadacona Hydraulic Company.
ST-LAURENT & LAFERTE,

Solicitors.

Quebec, 2nd October, 1912.

4020

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, et pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de sept cent vingt cinq mille piastres, pour payer le coût de travaux permanents dans les rues et places publiques, des travaux pour la construction du nouveau conduit de son aqueduc, et extension de l'aqueduc dans certaines parties du quartier Limoilou, de construction et réparation de postes de pompiers et équipement, et réorganisation de la brigade de feu, des travaux et acquisition de terrains pour les ponts Dorchester et Drouin, et aussi pour la protection des sources et cours d'eau qui alimentent son aqueduc, et aussi, pour faire ratifier un certain contrat entre elle et "The Canadian Northern Quebec Railway Company", concernant le paiement de certaines cotisations, pour modifier la loi concernant les plaintes contre les rôles de cotisation, et la taxe sur les poteaux érigés dans les rues; pour obtenir des pouvoirs additionnels pour l'installation de son télégraphe d'alarme du feu, pour modifier la loi concernant la construction des bâtisses et des trottoirs, et concernant les murs de soutènement des terres des rues, et pour autres fins.

Par ordre,
H. J. B. CHOUINARD,
Greffier de la cité.
4033.3

Québec, 2 octobre 1912.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

Avis public est par le présent donné que MM. Alphonse Turcotte, Henry James Ross, Georges Gonthier, John Joseph Robson, Alexandre Desmarteau, Edgar Alexander Right, Joseph Desautels et Henri Viau, tous comptables, de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale les constituant, eux et toutes autres personnes qui leur sont déjà associées ou qui pourront l'être à l'avenir, en une corporation, sous le nom de "Institut des Comptables et Auditeurs de la province de Québec" (Institute of Accountants and Auditors of the province of Quebec), avec pouvoir de faire tout ce que nécessaire pour assurer l'efficacité, la dignité et le bon renom de leur profession comme comptables et auditeurs publics; définir les devoirs et les droits de leur profession de comptables et auditeurs; établir les conditions auxquelles on pourra devenir ou rester membre de cette association; conférer aux membres de cette association des titres, certificats de compétence ou de qualification et certaines appellations et restreindre à ses membres exclusivement tels titres et appellations; établir des cours d'enseignement et faire à ce sujet tous arrangements avec une université ou une maison d'enseignement ou d'éducation; faire tous règlements se rapportant à l'admission, au maintien et à la régie des membres dans l'association et à leur expulsion; acquérir, par achat ou autrement aliéner, toutes propriétés immobilières que l'association pourrait avoir en vue, afin d'obtenir son objet et ses fins; prélever sur ses membres, toute contribution nécessaire et pour d'autres fins.

PELLETIER & BEAULIEU,
Procureurs des requérants.
Montréal, 2 octobre 1912. 4031.3

Avis public est par les présentes donné que la ville de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte, et obtenir les pouvoirs additionnels suivants:

Pour faire décréter que la ville portera à l'avenir le nom de "Cité de Maisonneuve." Pour homologuer, ouvrir et macadamiser conformément à la

Public notice is hereby given that the city of Québec, shall apply to the Legislature of this province, at its next session, to obtain certain amendments to its charter of incorporation, and to request authorization to borrow a sum of \$725 000, seven hundred and twenty five dollars, to pay the cost of permanent works in the streets and public places; works for the construction of the new water works main and extension of water works in certain portions of Limoilou ward, to build and repair fire stations and for equipment and reorganization of the Fire Brigade, of works and purchase of land required for Dorchester and Drouin bridges, and also for the protection of the sources and water courses which supply water to the water works, and also for ratification of a certain deed between the city and the Canadian Northern Quebec Railway Company, concerning the payment of certain assessments, to modify the law concerning complaints against the assessment roll and tax on poles erected in streets, to obtain additional power for the extension of the Fire Alarm Telegraph, to modify the law concerning the construction of buildings and sidewalks, and concerning retaining walls to support the land of streets, and for other purposes.

By order,
H. J. B. CHOUINARD,
City clerk
4034

Quebec, 2nd October, 1912

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

Notice public is hereby given that Messrs. Alphonse Turcotte, Henry James Ross, Georges Gonthier, John Joseph Robson, Alexandre Desmarteau, Edgar Alexander Right, Joseph Desautels et Henri Viau, all accountants, of the city and district of Montreal, shall apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, in order to obtain a special law, constituting them with all other persons actually connected and associated with them or who might so become in future as a body politic and corporate, under the name of "Institute of Accountants and Auditors of the province of Québec" (Institut des Comptables et Auditeurs de la province de Québec), and to confer upon them all the power and authority required for the following purposes: to perform whatever may be necessary to secure the efficacy, the dignity and good renown of their profession as public accountants and auditors; to define the duties and the rights of their profession as accountants and auditors; to establish the conditions under which one may become or remain a member of said association; to confer upon the members of said association titles certificates of competency or qualification, and certain appellations and also to restrict to its members exclusively said titles and appellations; to establish course of teaching and to enter into any agreement to that effect, with any university or establishment of instruction and education; to enact any by-laws relating to the admission, maintenance and conduct of the members in said association and also to the expulsion of members therefrom; to acquire, alienate, by deed of sale or otherwise all immovables properties that the association may have in view, in order to obtain its object and its ends; to levy upon said members all contribution required and for any other purposes.

PELLETIER & BEAULIEU,
A torneys for petitioners

Montreal, 2nd October, 1912. 4032

Public notice is hereby given that the town of Maisonneuve will petition the Legislature of the province of Québec, at its next session, to amend its charter and to obtain the following additional powers:

To obtain an enactment to the effect that the town in the future will be known under the name of "City of Maisonneuve". To homologate, open and

" loi des bons chemins 1912," le Boulevard Pie IX à une largeur de 100 pieds des limites nord de la ville jusqu'à la Rivières des Prairies, et régler la construction des maisons qui y seront construites; pour réglementer en général la construction des bâtiments, et décréter certaines prohibitions dans certains cas, et sur certaines rues et ruelles; pour amender l'article 7 de la loi 1 George V (1ère session) chapitre 52, concernant la construction des trottoirs permanents. Pour demander la création d'une commission à être nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil, dans le but d'embellir et d'administrer le parc Maisonneuve;

Pour amender l'article 13 de la loi 1 George V (2ème session) chapitre 64, ainsi que l'article 5 de la loi 1 George V (1ère session), chapitre 52. Amender la loi concernant les taxes, les limitations ou exemptions de taxes, les licences en général, les aliénés et l'homologation des rôles de cotisation et de perception; autoriser le conseil à paver les rues comprises entre le fleuve et la ligne proposée au Pacifique Canadien;

Autoriser le conseil à construire les écuries et hangars nécessaires; obtenir une appropriation additionnelle pour compléter le marché et le bain publics, et autoriser le conseil à émettre des bons ou débiteures de la ville pour les fins ci-dessus mentionnées et ce sans suivre les formalités des statuts refondus de 1888, pour ratifier le plan d'homologation et de cadastre de partie du lot No 17, du village incorporé d'Hochelaga. Amender l'article 4546 des statuts refondus de 1888;

Pour autoriser le conseil à faire tous règlements concernant la circulation des voitures et des camions mus par la vapeur ou autre force motrice, et en général à faire tous règlements pour la bonne administration de la ville.

Pour donner aux compagnies, corporations ou corps incorporés le droit de voter.

Pour donner au conseil le droit de réglementer les excavations dans les rues et places publiques, par les compagnies exerçant des franchises publiques dans la ville, et les obliger à remettre les rues dans le même état, conformément à l'article 10 de la loi 1 George V, (2ème session), chapitre 60.

JOSEPH MORIN,

Procureur de la ville de Maisonneuve.
Montréal, 2 octobre 1912. 4029.3

Avis public est par les présentes donné que la ville de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la création d'une commission, dont les membres seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec pouvoirs d'administrer et embellir le Maisonneuve; les revenus de telle exploitation vont être partagés moitié à la ville et moitié aux institutions de charité de la ville.

JOSEPH MORIN,

Procureur pour la ville de Maisonneuve.
Montréal, 2 octobre 1912. 4027.3

La cité de Hull donne avis qu'elle s'adressera à la législature de la province, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, dans les buts suivants:

Déterminer les devoirs et pouvoirs de ses officiers concernant les élections des échevins; définir la promulgation et approbation de certains règlements; déterminer les procédures à suivre pour vendre des immeubles pour taxes; sur la manière de donner les avis publics; faire certains règlements; amender certains pouvoirs du conseil quant à la taxe de locataire; touchant la cour du recorder et le recorder; pour évaluer et imposer des taxes sur rails, poteaux, accessoires de chemins de fer électrique dans les limites de la cité; obliger es personnes et compagnies exemptes de taxes à

macadamize, according to the " law of good roads, 1912," the Boulevard Pie IX at a width of 100 feet from the northern limits of the town up to Rivière des Prairies, and to regulate the construction of houses that may be erected thereon. To regulate in general the erection of buildings, and to enact certain prohibitions in certain cases and on certain streets and lanes; to amend article 7 of the law I George V (1st session) chapter 52, relating to the construction of permanent sidewalks. To ask for the creation of a commission to be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, for the purpose of beautifying and managing the Park Maisonneuve;

To amend article 13 of the law I George V (2nd session) chapter 64 as well as article 5 of the law I George V (1st session), chapter 52. To amend the law relating to taxes, limitations or exemptions of taxation, licences in general, to insane persons, and the homologation of assessment and perception rolls. To authorize the council to pave the streets situated between the river and the proposed line of the Canadian Pacific Railway;

To authorize the council to erect necessary stables and sheds, to obtain an additional appropriation to complete the public market and bath, and authorize the council to issue bonds or debentures of the town for the purposes herein above mentioned and this without following the formalities of the revised statutes of 1888. To ratify the plan of homologation and cadastre of part of lot No. 17 of the incorporated village of Hochelaga, to amend article 4546 of the revised statutes of 1888;

To authorize the council to regulate the circulation of vehicles and wagons propelled by steam or other motive power, and in general to make by-laws for the good administration of the town.

To give to companies, corporations or incorporated bodies the right to vote.

To give to the council the right to regulate the excavations in the streets and public places by companies exercising public franchises in the town, and to oblige them to put the streets in the same state, according to article 10 of law I George V, (2nd session), chapter 60.

JOSEPH MORIN,

Attorney for the town of Maisonneuve.
Montreal, 2nd October, 1912. 4030

Public notice is hereby given that the town of Maisonneuve will apply at the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to ask for the creation of a commission whose members shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council, with powers to manage, beautify and exploit Maisonneuve Park; the revenues of such exploitation to be divided one half to the town and one half to the charitable institutions of the town.

JOSEPH MORIN,

Attorney for the town of Maisonneuve.
Montreal, 2nd October, 1912. 4028

The city of Hull gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter, on the following matters:

To determine duties any powers of its officers concerning elections of aldermen; to define the promulgation and approbation of certain by-laws; to determine the procedures for the sale of immovables for taxes; on the rule to give public notices; to make certain by-laws; to amend the powers of the council regarding the rental taxes; concerning the recorder's court and the recorder himself; to assess and impose taxes on rails, posts and accessories of the electric railways in the limits of the city; to force persons and companies exempt from taxation to pay for costs of local improvements; mode of perception of said taxes

payer pour les améliorations locales ; mode de perception des dites taxes ; pour ses pouvoirs d'emprunt et au sujet du fonds d'amortissement ; referendum ; déterminer le nombre de licences ; de faire certains amendements relatifs à l'instruction publique en ce qui regarde l'élection des commissaires d'écoles et leur droit d'emprunt ; obliger certaines personnes ou compagnies aux améliorations locales.

DEVLIN & STE MARIE,

Procureur de la requérante.

Hull, 30 septembre 1912.

4025.3

Avis public est par le présent donné que le bureau protestant des commissaires d'écoles, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi dans les buts suivants :

Augmenter leurs pouvoirs d'emprunt et les autoriser à émettre des obligations additionnelles pour cette fin et jusqu'à une limite à être déterminée ;

Spécifier la forme de telles obligations ;

Annexer au territoire sous la juridiction des requérants la partie du territoire du quartier Saint-Denis, qui n'est pas déjà sujette à leur contrôle pour les fins scolaires ;

Pourvoir à la perception des taxes scolaires imposées sur la propriété des corporations et compagnies incorporées comme suit :

(a) Que la liste neutre de la taxe scolaire sur la propriété des corporations situées dans les limites de la cité sera imposée par les assesseurs de la cité et prélevée par le trésorier de la cité au taux de cinquante cents par cent piastres de l'évaluation cotisée.

(b) Que les produits de la taxe sus-mentionnée dans ces quartiers ou parties de quartiers de la cité qui sont un territoire commun pour le bureau protestant des commissaires d'écoles et la commission scolaire catholique de Montréal, seront divisés entre les deux bureaux, tel que pourvu par la loi existante ;

(c) Que les produits de la taxe dans chacun des autres quartiers ou parties de quartiers de la cité seront traités séparément et divisés par le trésorier de la cité sur la base de per capita parmi ces bureaux scolaires de la cité qui auront des élèves résidant dans ce quartier ou partie de quartier et fréquentant leurs diverses écoles ;

(d) Que pour les fins des écoles existantes, tous les bureaux scolaires de la cité seront requis de fournir au trésorier de la cité, le ou avant le quinzième jour de novembre annuellement, un état montrant le nombre d'élèves fréquentant ses écoles durant les mois d'octobre, et résidant dans les limites de chaque quartier ou partie de quartier non compris dans le territoire de la commission scolaire catholique de Montréal ;

Et pour toutes autres fins et législation en rapport, nécessaires ou accessoires aux susdites fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 28 septembre 1912.

3973.3

Avis public est par le présent donné que la cité de Lachine s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte aux fins : d'annexer la ville de Summerlea à son territoire ; modifier les élections municipales, la formation des commissions, les procédures concernant les séances du conseil, l'administration des finances, la votation aux élections municipales, et sur les règlements d'emprunt ; ratifier certaines dépenses encourues par le conseil dans l'intérêt de la cité ; pourvoir à l'établissement d'un incinérateur et au paiement de pensions à ses employés en retraite ; l'autoriser à faire des règlements pour prohiber l'assistance de jeunes enfants aux représentations

concerning its borrowing powers and its sinking fund ; referendum ; to determine the number of licenses ; to make amendments concerning public instruction regarding the election of school commissioners and their borrowing powers ; to oblige and force certain persons and companies to local improvements.

DEVLIN & STE. MARIE,

Attorneys for petitioner.

Hull, 30th September, 1912.

4026

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal, will at the next session of the Legislature of the province of Quebec, make application for the passing of an act for the following purposes :

To increase their borrowing powers and authorize them to issue additional bonds for that purpose and to a limit to be determined.

To specify the form of such bonds.

To annex to the territory under the jurisdiction of the applicants such part of the territory of Saint Denis ward, as it not already subject to their control for school purposes.

To provide for the collection of school taxes, levied on the property of corporations and incorporated companies as follows :

(a) That the neutral parcel school tax upon the property or corporations situate within the city limits shall be levied by the city assessors and collected by the city treasurer at the rate of fifty cents per one hundred dollars of the assessed valuation ;

(b) That the proceeds of the above mentioned tax in those wards or parts of wards of the city which are common territory for the Protestant Board of School Commissioners and the Catholic School Commission of Montreal, shall be divided between the two boards as provided by the existing law ;

(c) That the proceeds of the tax in each of the other wards or parts of wards of the city shall be treated separately and divided by the city treasurer upon the per capita basis among those city school boards which shall have pupils residing in that ward or part of ward and attending their several schools ;

(d) That for the purpose of existing schools, every city school board shall be required to furnish to the city treasurer on or before the fifteenth of November, annually a statement showing the number of pupils attending the schools during the month of October, and residing within the limits of each ward or part of ward not included in the territory of the Catholic School Commission of Montreal.

And for such other purposes and legislation as may be incidental, necessary or accessory to the above purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,

Solicitors for applicants.

Montreal, 28th September, 1912.

3974

Notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act amending its charter for the purpose : of annexing the town of Summerlea to its territory ; to modify the municipal elections, the mode of tenders, the procedures respecting the sittings of the council, the administration of the finances, the voting at the municipal elections and on the loan by laws ; to ratify certain expenses incurred by the council in the interest of the city ; to provide for the establishment of an incinerator and for the payment of pensions to its retired employees ; to authorize it to make by-laws to prohibit the attendance of children at theatrical and cinematograph

théâtrales et cinématographiques ; augmenter ses pouvoirs de taxer les commerces et les industries, et pour autres fins.

A. S. PELLETIER,
Procureur de la cité de Lachine.
Montréal, 1er octobre 1912. 4003.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale afin d'incorporer un hôpital sous le nom de "The Montreal Foundling and Baby Hospital", devant être mis en opération dans la cité de Montréal, pour prendre soin des enfants malades et dresser des jeunes femmes pour le soin et allaitement des enfants malades et en santé, et pour donner le pouvoir au dit hôpital d'acheter, acquérir par donation ou autrement, et posséder des immeubles pour l'emploi actuel, et pour les fins de son revenu, vendre, alléner, échanger et hypothéquer les dits immeubles, faire des contrats, lois, règles et règlements pour son administration interne et pour autres fins.

FOSTER, MARTIN, MANN,
MACKINNON & HACKETT,
Procureurs des requérants.
Montréal, 28 septembre 1912. 3971.

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte annexant la municipalité scolaire de la ville Emard, dans le comté Jacques-Cartier, à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal.

EMARD & EMARD,
Procureurs des requérants.
Montréal, 2 octobre 1912. 4049

Avis public est par le présent donné que Joseph Rutherford Colby, gérant, de Montréal Ouest, Edward Wallace Whiting, surintendant, Andrew Thomas Stewart, trésorier, Dougall Cushing, notaire et Talbot Mercer Papineau, avocat, tous de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant les requérants en une compagnie de chemin de fer sous le nom de "Calumet & Northern Railway Company", avec pouvoir de construire, bâtir, mettre en opération et maintenir un chemin de fer mu par la vapeur, électricité ou autre pouvoir, d'un point ou près du village de Calumet, dans le comté d'Argenteuil à un point à ou près du village de Sainte-Jovite, dans le comté de Terrebonne, et pour autoriser la dite compagnie à exercer tous les pouvoirs y ayant rapport, et pour autres fins.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 26 septembre 1912. 4055

Avis est par le présent donné que The Ross Realty Company, Limited, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de ratifier, confirmer et valider son titre à une certaine propriété connue comme lot numéro 4679, sur les plan et livre de renvoi officiels, dans la paroisse de Montréal.

ATWATER, DUCLOS & BOND,
Solliciteurs de la requérante.
Montréal, 2 octobre 1912. 4057

representations ; to increase its powers to tax any business and trade, and for other purposes.

A. S. PELLETIER,
Attorney for the city of Lachine.
Montreal, 1st October, 1912. 4004

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a special act to incorporate a Hospital to be called "The Montreal Foundling and Baby Hospital", to be carried on at the city of Montreal, to care for sick babies and to train young women in the care and nursing of children both sick and well, and to give power to the said Hospital to purchase, acquire by donation or otherwise, and possess immoveable property for the actual use, and for the purpose of its revenue, to sell, alienate, exchange and hypothecate such immoveable property, to enter into contracts and to make by-laws, rules and regulations for its internal government and for other purposes.

FOSTER, MARTIN, MANN,
MACKINNON & HACKETT,
Attorneys for applicants.
Montreal, 28th September, 1912. 3972

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to annex the school municipality of the town of Emard, in the county of Jacques Cartier, to the school municipality which is under the jurisdiction of the Catholic School Commission of Montreal.

EMARD & EMARD,
Attorneys for petitioners.
Montréal, 2nd October, 1912. 4050

Public notice is hereby given that Joseph Rutherford Colby, manager, of Montreal West, Edward Wallace Whiting, superintendent, Andrew Thomas Stewart, treasurer, Dougall Cushing, notary, and Talbot Mercer Papineau, advocate, all of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, for an act incorporating the petitioners as a railway company under the name of "Calumet & Northern Railway Company" with power to construct, build, operate and maintain a railroad to be operated by steam, electricity or other power, from a point at or near the village of Calumet, in the county of Argenteuil to a point at or near the village of Saint Jovite, in the county of Terrebonne and to authorize the said company to exercise all the powers incident thereto, and for other purposes.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Solicitors for petitioners.
Montreal, 26th September, 1912. 4056

Notice is hereby given that the Ross Realty Company, Limited, a body politic and corporate, having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify, confirm and validate its title to that certain property known as lot number 4679 on the official plan and book of reference in the parish of Montreal.

ATWATER, DUCLOS & BOND,
Solicitors for applicants.
Montreal, 2nd October, 1912. 4058

Avis public est donné par les présentes par la corporation de la ville Laval des Rapides qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte pour les matières suivantes :

Définition de terre en culture et taxes sur icelles, ouverture et élargissement de rues, prise de possession des rues cadastrées, plan général de la ville, emprunts, élections, électeurs, division de quartiers, administration, ratification des règlements Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Par ordre,

GORDIEN MENARD,

Procureur de la ville Laval des Rapides.
Laval des Rapides, 3 octobre 1912. 4113.2

Avis est par le présent donné que "The Girls' Cottage Industrial School" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi confirmant son incorporation et l'autorisant à pourvoir à une maison ou maisons et facilités pour l'éducation et l'instruction des filles délinquantes, incorrigibles, négligées ou dénuées dans la cité de Montréal et ailleurs dans la province de Québec, et organiser, établir et maintenir une école ou des écoles d'entraînement, industrielle et de réforme, et en général aider et assister toutes les filles qui peuvent être dans le besoin d'aide et d'assistance, et pour autres fins.

The Girls' Cottage Industrial School.

ELIZABETH C. MURRAY,

Secrétaire.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Solliciteurs de la réquérante.
Montréal, 7 octobre 1912. 4123.2

Les administrateurs de l'université Laval, à Montréal, qui a son siège à Montréal, dans le district de Montréal, donnent avis par les présentes, qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'amender la loi 55-56 Victoria, chapitre 64, pour leur accorder l'autorisation d'emprunter des deniers, de céder, de transporter ses biens, ses revenus en remboursement de tout prêt, et pour autres fins.

J. L. DESJARDINS, Ptre,

Secrétaire de l'université Laval, à Montréal.
Montréal, 7 octobre 1912. 4125.2

Avis est par les présentes donné que Louis Edgar Gauthier, manufacturier, des cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi confirmant et déclarant valide une vente consentie par Dame Joséphine Phélan, épouse de David Hébert, d'un immeuble connu sous le numéro mille soixante, sur les plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, lequel acte de vente a été reçu par René Leroux, notaire, le douzième jour de février mil neuf cent sept, et confirmant également un acte de vente du même immeuble ci-dessus mentionné, par David Hébert à M. C. Galarneau et L. E. Gauthier, passé le même jour devant René Leroux, notaire.

LOUIS-EDGAR GAUTHIER,

Procureur.

Montréal, 7 octobre 1912. 4137.2

Avis public est par les présentes donné que la ville Saint-Laurent s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, notamment en ce qui concerne la délimitation et l'agrandissement de son territoire, l'annexion au territoire actuel de certaines terres et terrains y adjoignant, le droit d'expropriation de parcs publics ou boulevards, le droit d'exempter de taxes les terrains en culture en tout ou en partie, le droit de disposer de l'aqueduc à des conditions jugées convenables, pour faire ratifier certaines ventes de taxes faites par la corporation et pour autres fins.

J. HONORE JOANETTE,

Avocat de la ville Saint-Laurent.
Saint-Laurent, 7 octobre 1912. 4149.2

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Laval des Rapides that it would apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its charter on the following matters :

Definition of farm lands and taxes thereon, opening and widening of streets, taken possession of streets appearing on cadastral plan, general plan of the town, loans, elections, electors, divisions of wards, administration, ratification of by-laws Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6.

By order,

GORDIEN MENARD,

Attorney for the town of Laval des Rapides.
Laval des Rapides, 3rd October, 1912. 4114

Notice is hereby given that the "Girls' Cottage Industrial School" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act confirming its incorporation and authorizing it to provide a home or homes and facilities for the education and training of delinquent, incorrigible, neglected or destitute girls in the city of Montreal and elsewhere in the province of Quebec, and to organize, establish and maintain a training, industrial and reformatory school or schools, and generally to aid and assist all such girls as may appear to be in need of aid and assistance, and for other purposes.

The Girls' Cottage Industrial School.

ELIZABETH C. MURRAY,

Secretary.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Solicitors for applicant.
Montreal, 7th October, 1912. 4124

The administrators of Laval University, at Montreal, with its seat at Montreal, in the district of Montreal, hereby give notice that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the act 55-56 Vict., chapter 64, to grant them the authorization to borrow money, to convey, to transfer its property and revenue for the repayment of any loan, and for other persons.

J. L. DESJARDINS, Pst,

Secretary of Laval University, at Montreal.
Montreal, 7th October, 1912. 4126

Notice is hereby given that Louis Edgar Gauthier, manufacturer, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act confirming and declaring valid a sale consented to by Dame Joséphine Phélan, wife of David Hébert, of an immovable known under the number one thousand and sixty, on the official plan and book of reference of Saint Anthony ward, in the city of Montreal, which deed of sale was received by René Leroux, notary, on the twelfth day of February, 1907, and confirming equally a deed of sale of the same immovable hereabove mentioned, by David Hébert to M. C. Galarneau and L. E. Gauthier, passed on the same day before René Leroux, notary.

LOUIS-EDGAR GAUTHIER,

Attorney.

Montreal, 7th October, 1912. 4138

Public notice is hereby given that the town of Saint-Laurent shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter, specially concerning the delimitation and widening of its territory, the annexation to the actual territory of certain lands and lots adjoining, the right to expropriate for public parks or boulevards, the right to exempt from taxes lands in cultivation, the right to dispose of the aqueduct at certain conditions, to have certain sales for taxes done by the corporation ratified, and for other purposes.

J. HONORE JOANETTE,

Attorney for the town of Saint-Laurent.
Saint Laurent, 7th October, 1912.

Avis public est par le présent donné que la ville Lasalle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir des amendements à sa charte; pour rectifier les bornes de son territoire; changer les dispositions concernant les élections; l'approvisionnement de l'eau et de l'éclairage, et le prélèvement des taxes spéciales pour ces fins; les emprunts; la votation des règlements d'emprunt par les propriétaires; la juridiction de la Cour du Recorder; l'ouverture de nouveaux chemins et pour faire autoriser les grévés de substitution et autres à donner gratuitement le terrain nécessaire à ces fins; obtenir le droit d'exécuter des travaux municipaux sur les chemins des commissaires des chemins à barrières de Montréal; faire ratifier le règlement No 5 de la ville concernant l'aqueduc, passé le 17 mai dernier, et pour autres fins.

A. S. PELLETIER.

Procureur de la ville Lasalle.

Ville Lasalle, 1er octobre 1912. 4085

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par The Dominion Trust Company, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Vancouver, dans la province de la Colombie Anglaise, pour obtenir une loi l'autorisant à faire ses affaires dans la province de Québec; accepter la position de fidéicommissaire, curateur, syndic, exécuteur, liquidateur, percepteur, administrateur, agent et tuteur, et recevoir et détenir tous les biens, meubles et immeubles confiés à la compagnie en rapport avec tout dépôt entrepris ou confié à la compagnie; exercer tous les autres pouvoirs qui sont octroyés aux compagnies semblables dans cette province et pour autres fins.

DOMINION TRUST COMPANY.

LAFLEUR, MACDOUGALL,

MACFARLANE & POPE,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 4 octobre 1912. 4091

Avis public est par le présent donné que Charles Alexandre de Lisle, de Toronto, Ont., James Norman Stewart Leslie, de Kingston, Ont., Dame Marie Georgianna de Lisle, de Montréal, épouse de Joseph Henri Pillet, de lieux inconnus, tant personnellement qu'en sa qualité de grévée dans la substitution créée tant à sa part dans les biens et succession de feu Dame Marie Angélique Cuvillier, en son vivant de Montréal, veuve de feu Alexandre Maurice de Lisle, en vertu de son testament, qu'en sa qualité de grévée dans la substitution créée quant à sa part dans les biens et succession de feu Delle Angélique Marie Anne Clara de Lisle, en son vivant de Montréal, en vertu de son testament; Dame Marie Victoria Cordelia de Lisle, de Kensington, Angleterre, veuve de feu Olivier Selby, tant personnellement qu'en sa qualité de grévée dans la substitution créée quant à sa part des biens et succession de la dite feu Delle Angélique Marie Anne Clara de Lisle, en vertu de son dit testament; The Montreal Trust Company, de Montréal, Qué., en sa qualité de curatrice aux trois susdites substitutions; Delle Claire de Lisle, de Montréal, fille majeure; Dame Henrietta O'Connor, de Montréal, veuve de feu Nowlan de Lisle, tant en sa qualité d'exécutrice testamentaire de son dit feu mari, qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, issus de son mariage avec le dit Nowlan de Lisle, et le Révérend Majorique Bolduc, de Cacouna, Qué., en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Delle Lucy Anne de Lisle, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi afin d'amender 49-50 Vic.,

Public notice is hereby given that Ville Lasalle will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain amendments; to its charter: to rectify the boundaries of its territory; to change the provisions respecting the elections; the supplying of water and light, and the levying of special taxes for such purposes; the loans; the voting of the loan by-laws by the proprietors; the jurisdiction of the Recorder's Court; the opening of new roads, and to cause insitaites under substitution and others to be authorized to gratuitously give the land necessary for such purposes; to obtain the right to execute municipal works on the roads of the Commissioners of the Montreal Turnpike Roads; to ratify by-laws No. 5 of the town respecting the waterworks, passed on the 17th May last, and for other purposes.

A. S. PELLETIER.

Attorney for ville Lasalle.

Ville Lasalle, 3rd October, 1912. 4086

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Dominion Trust Company, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Vancouver, in the province of British Columbia, for an act to authorize it to carry on its business in the province of Quebec; to accept the position of trustee, curator, assignee, executor, liquidator, receiver, administrator, agent and tutor, and to receive and hold all property, moveable and immoveable, committed to the company in connection with any trust undertaken by or committed to the company; to exercise such other powers as are conferred upon similar companies in this province and for other purposes.

DOMINION TRUST COMPANY.

LAFLEUR, MACDOUGALL,

MACFARLANE & POPE,

Solicitors for Applicant.

Montréal, 4th October, 1912. 4092

Public notice is hereby given that Charles Alexandre de Lisle, of Toronto, Ont., James Norman Stuart Leslie, of Kingston, Ont., Dame Marie Georgianna de Lisle, of Montreal, wife of Joseph Henri Pillet, of parts unknown, as well personally as in her quality of institute in the substitution created as to her share in the estate and succession of the late Dame Marie Angélique Cuvillier, in her lifetime of Montreal, widow of the late Alexandre Maurice de Lisle, under her last will; as also in her quality of institute in the substitution created as to her share in the estate and succession of the late Miss Angélique Marie Anne Clara de Lisle, in her lifetime of Montreal, under her last will; Dame Marie Victoria Cordelia de Lisle, of Kensington, England, widow of the late Oliver Selby, as well personally as in her quality of institute in the substitution created as to her share in the estate and succession of the said late Miss Angélique Marie Anne Clara de Lisle, under the said will of the latter; the Montreal Trust Company, of Montreal, Que., in its quality of curator to the three substitutions aforesaid; Miss Claire de Lisle, of Montreal, of the full age of majority; Dame Henrietta O'Connor, of Montreal, widow of the late Nowlan de Lisle, as well in her quality of executrix of the last will of her said late husband, as in her quality of tutrix to her minor children, issue of her marriage with said late Nowlan de Lisle, and the Reverend Majorique Bolduc, of Cacouna, Que., in his quality of executor of the last will of the late Miss Lucy Ann de Lisle, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at

Chap. 88, pour augmenter et définir les pouvoirs des exécuteurs des biens de la dite Dame Marie Angélique Cuvillier, de la dite feu Delle Angélique Marie Anne Clara de Lisle et de Dlle Lucy Anne de Lisle, et pour exempter les dits exécuteurs et légataires des dits biens, de la nécessité d'observer les formalités de la loi en rapport à la vente des biens affectés par les diverses substitutions créées en vertu du dit testament; pour relever certains légataires féminins de la nécessité d'autorisation maritale en rapport avec les ventes des biens des dites successions, et pour autres pouvoirs dans le but de faciliter la vente et administration des biens des dites successions.

BARNARD & McKEOWN,
Procureurs des requérants.

Montréal, 8 octobre 1912. 4177

Avis public est par le présent donné que Charles Alexandre de Lisle, de Toronto, gentleman, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Alexandre Maurice de Lisle, Dame Marie Georgianna de Lisle, de Montréal, épouse de Joseph Henri Pillet, de lieux inconnus; Dame Marie Victoria Cordella de Lisle, de Kensington, Angleterre, veuve de feu Oliver Selby; Dame Georgianna Stuart Leslie, de Montréal, épouse de Godfrey Weir, de lieux inconnus; Joseph Norman Stuart Leslie, de Kingston, Ont., tous grévés dans les diverses substitutions créées en vertu du testament; the Montreal Trust Company, de Montréal, en sa qualité de curatrice à la dite substitution; Delle Claire de Leslie, de Montréal, fille majeure, une des grévés en vertu du dit testament, et Dame Henrietta O'Connor, de Montréal, veuve de Nowlan de Lisle, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, issus de son mariage avec le dit Nowlan de Lisle, aussi grévée à la dite substitution, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé afin d'amender 43-44 Vic., Chap. 77, et pour définir et augmenter encore les pouvoirs de l'exécuteur des biens du dit feu Alexandre Maurice de Lisle, en rapport à la dite propriété immobilière de la succession, et pour autres pouvoirs afin de faciliter l'administration des biens de la dite succession.

BARNARD & McKEOWN,
Procureurs des requérants.

Montréal, 8 octobre 1912. 4175

VILLE DE VERDUN.

Avis est par le présent donné que la ville de Verdun s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, dans les buts suivants:

Le changement du nom de ville en celui de cité, finances et administration municipales, prêts et disposition des produits d'iceux, listes électorales, rôle d'évaluation et de cotisation et contestation d'iceux, chemins, aqueducs, trottoirs, licences, taxes sur meubles et immeubles, taux pour l'eau, travaux municipaux et répartition des frais d'iceux, règlements et mise en vigueur d'iceux, éclairage municipal et système de pouvoir par électricité ou autrement, production et vente de l'énergie électrique pour les fins municipales et privées, constructions, entretien et règle des conduits souterrains, installation sous terre de tous les fils élevés dans la cité de Verdun, règlement des modes de distribution et la connexion de maison à maison, pouvoir d'entrer sur aucune propriété pour les fins de distribution électrique.

A. E. J. BISSONNET,

Procureur de la ville de Verdun,
Verdun, 8 octobre 1912. 4171.2

its next session for the passage of an act for the purpose of amending 49-50 Vic., Chap. 88; to enlarge and define the powers of the executors of the estates of said late Dame Marie Angélique Cuvillier, said late Miss Angelique Marie Ann Clara de Lisle, and Miss Lucy Ann de Lisle, and to exempt said executors and the legatee of the said estates from the necessity of observing the formalities of law in connection with the sale of the property affected by the various substitutions created under the said will; to relieve certain of the female legatees from the necessity of marital authorization in connection with the sales of the property of the said estates; and for other powers for the purpose of facilitating the sale and administration of the property of the said estates.

BARNARD & McKEOWN,
Attorneys for applicants.

Montreal, 8th October, 1912. 4178

Public notice is hereby given that Charles Alexandre de Lisle, of Toronto, gentleman, as well personally as in his quality of executor of the last will of the late Alexandre Maurice de Lisle; Dame Marie Georgianna de Lisle; Dame Marie Georgianna de Lisle, of Montreal, wife of Joseph Henri Pillet, of parts unknown; Dame Marie Victoria Cordella de Lisle, of Kensington, England, widow of the late Oliver Selby; Dame Georgianna Stuart Leslie, of Montreal, wife of Godfrey Weir, of parts unknown; Joseph Norman Stuart Leslie, of Kingston, Ont., all institutes in the several substitutions created under the said last will; the Montreal Trust Company, of Montreal, in its quality of curator to the said substitution; Miss Claire de Lisle, of Montreal, spinster, of the full age of majority, one of the substitutes under the said will, and Dame Henrietta O'Connor, of Montreal, widow of the late Nowlan de Lisle, in her quality of Tutrix to her minor children, issue of her marriage with the said Nowlan de Lisle, also substitutes in the said substitution, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passage of a private act, to amend 43-44 Vic., Chap. 77, and to define and further enlarge the powers of the executor of the estate of the said late Alexandre Maurice de Lisle, with reference to the said of the immoveable property of the estate, and for other powers for the purpose of facilitating the administration of the property of the said estate.

BARNARD & McKEOWN,
Attorneys for applicants.

Montreal, 8th October, 1912. 4176

TOWN OF VERDUN

The town of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

The change of the name of the town into that of city of Verdun, municipal finances and administration, loans and the disposal of the proceeds thereof, electoral lists, valuation and assessment rolls and contestation thereof, roads, waterworks, sidewalks, licences, real estate and personal taxes, water rates, municipal works and apportionment of the cost thereof, by-laws and the enforcement thereof, municipal lighting and power system by electricity or otherwise, production and sale of electric energy for municipal and private purposes; constructions, maintenance and regulation of underground conduits installation undergrounds of all overhead wires in the city of Verdun, regulation of the modes of distribution and house to house connection, power to enter any property for the purpose of electric distribution.

A. E. J. BISSONNET,

Attorney for the town of Verdun,
Verdun, 8th October, 1912. 4172

Avis est par la présente donné que Louis Feiczewicz, avocat, de la cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'autorisant à changer son surnom pour celui de Fitch, et pour autres fins.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 7 octobre 1912. 4221-2

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville de la Pointe aux Trembles s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendement sa charte, de façon à lui permettre d'acquérir, par expropriation ou autrement, certains terrains et de disposer du surplus de ce qui pourra lui être nécessaire, lui donnant de nouveaux pouvoirs d'annexion, modifiant et définissant son pouvoir d'emprunt, ratifiant certains règlements accordant des boni à des industries, certains contrats se rapportant à l'acquisition du terrain et à la construction d'un hôtel de ville, comme les obligations contractées à ce sujet, certaines annexions de territoires, l'autorisant à emprunter une somme de cent mille piastres, et pour autres fins.

PELLETIER & BEAULIEU,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 9 octobre 1912. 4179.2

LITTLE NATION RIVER RAILWAY
COMPANY.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de prolonger le temps pour le commencement et achèvement des lignes de chemin de fer mentionnées dans l'acte d'incorporation de la dite compagnie, à savoir : chap. 86 de 7 Édouard VII, tel qu'amendé par chap. 74 et 1 George V, et pour autres fins.

BELCOURT, RITCHIE & CHEVRIER,
Solliciteurs de la compagnie.

Ottawa, 7 octobre 1919. 4207.2

Avis public est par le présent donné par "The Canadian Trust Company", corps politique et incorporé, de Montréal, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte, 5 Édouard VII, chapitre 77, retranchant le mot "the" du nom de la compagnie, remplaçant l'article 3 de la dite loi et les sous-sections d'icelle, ratifiant certains règlements de la compagnie ayant rapport au transport et transmission de ses actions, autorisant la compagnie à recevoir le capital des rentes et payer les rentes en vertu des dispositions de la loi des accidents du travail ou semblable, posséder son propre stock en qualité fiduciaire, demander aucun ordre à toute cour ailleurs où les biens possédés par la compagnie en qualité fiduciaire peuvent être situés, percevoir une rémunération raisonnable pour ses services, remplacer la section 10 de la dite loi, et en général amender la charte de la compagnie et recevoir et étendre ses pouvoirs.

BROWN, MONTGOMERY &
McMICHAEL,
Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 9 octobre 1912. 4223-2

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières }

VILLE DE GRAND'MÈRE.

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Grand'Mère s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 1, Georges V, chap. 54, pour entr'autres fins, les suivantes :

Notice is hereby given that Louis Feiczewicz, advocate, of the city and district of Montreal, will apply at the next session of the Legislature of Quebec, for an act to allow to change his surname to Fitch, and for other purposes.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Solicitors for applicants.

Montreal, 9th October, 1912. 4222

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice public is hereby given that the corporation de la ville de la Pointe aux Trembles, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law amending its charter so as to allow said corporation to acquire, by expropriation or otherwise, certain lots of land, and to dispose of the surplus over what may be required, granting new powers of annexation, modifying and defining its borrowing powers, ratifying certain by-laws, which were granting boni to certain industries, also certain contracts relating to the acquisition of land and to the construction of a city hall, as well as all obligations assumed on that account, also certain annexation of territories, authorizing said corporation to borrow a sum of one hundred thousand dollars, and for other purposes.

PELLETIER & BEAULIEU,
Attorneys for the petitioner.

Montreal, 9th October, 1912. 4180

LITTLE NATION RIVER RAILWAY
COMPANY.

Notice is hereby given that, an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to extend the time for the commencement and completion of the lines of railway mentioned in the act of incorporation of the said company, namely: chapter 86 of 7 Edward VII, as amended by chapter 74 of 1 George V, and for other purposes.

BELCOURT, RITCHIE & CHEVRIER,
Solicitors for the company

Ottawa, 7th October, 1912. 4208

Public notice is hereby given by "The Canadian Trust Company", a body politic and corporate of Montreal, that it will make application at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to amend its charter, 5 Édouard VII, chapter 77, striking out the word "The" from the name of the company, replacing article 3, of the said act and the sub-sections thereof, ratifying certain by-laws of the company relating to the transfer and transmission of its shares, authorizing the company to receive the capital of rents and pay rents under the provisions of any workmen's compensation or similar act, to hold its own stock in a fiduciary capacity, to apply for any order from any court elsewhere where property held by the company in a fiduciary capacity may be situated, to collect reasonable remuneration for its services, to replace section 10 of the said act, and generally to amend the charter of the company and to revise and extend its powers.

BROWN, MONTGOMERY &
McMICHAEL,
Solicitors for applicant.

Montreal, 9th October, 1912. 4224

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. }

TOWN OF GRAND'MÈRE.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Grand'Mère, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter the act 1, George V, chap. 54, for the following among other purposes :

Reglémenter le système d'éclairage à l'électricité dans la ville de Grand'Mère ;

Empêcher toutes compagnies et toutes personnes d'exploiter des systèmes d'éclairage et de force motrice dans la ville de Grand'Mère ;

Pour régulariser la qualification des électeurs municipaux ;

Demander la confirmation de certains règlements passés par la corporation de la ville de Grand'Mère, et en général pour faire tous règlements pour la bonne administration de la ville.

Droit de contracter de nouveaux emprunts

F. X. LACOURSIÈRE,

4225,2 Procureur pour la ville de Grand'Mère.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour constituer en corps public reconnu les révérends Pères Idelphonse Francesconi, Guillaume Vangelisti et Angélique Barsi, tous trois de Montréal, district de Montréal, ainsi que les autres personnes qui font ou feront partie de leur communauté, sous le nom de "Les Servites de Marie," avec les pouvoirs ordinaires des communautés religieuses incorporées, siège social à Montréal. Droit de posséder, vendre, aliéner, fonder des succursales et autre fins que de droit.

LAMOTHE, ST. JACQUES &

LAMOTHE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 7 octobre 1912.

4229,2

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Saint-Lambert, connue sous le nom de "Ville de Saint-Lambert", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de réviser et amender sa charte et les lois par lesquelles elle est administrée ; la soumettre aux dispositions de la loi des cités et villes, à l'exception de certaines modifications quant à ; préparation des listes électorales ; nomination des candidats ; date, tenue et mode de l'élection du maire et des conseillers ; nombre des conseillers devant être élus chaque année ; approbation, désapprobation et refus des règlements par les électeurs et le lieutenant-gouverneur, leurs publications, contestation ou enregistrement ; limite du droit de poursuivre la municipalité et avis requis ; régler la prise de glace dans le fleuve Saint-Laurent et chemins d'hiver sur icelui ; canaux d'égouts ; division ou non division de la municipalité en quartiers et districts du scrutin ; annexion de territoire ; droit de vote sur règlements par certaines classes de personnes ; pouvoir de taxer les chemins de fer et matériel de chemin de fer ; poteaux dans les rues publiques ; défendre les bruits dans la ville ; empêcher le sifflement, la sonnerie des cloches et voie d'évitement de chemins de fer, engins et trains à vapeur dans les limites de la ville ; limiter et régler la vente et manufacture du malt, spiritueux, vinaux, alcooliques ou liqueurs enivrantes dans les limites de la ville et fixer la limite pour licence ; prêts temporaires ; montant que la ville peut emprunter par prêt ; approbation et publication des règlements de prêt ; dépense spéciale et prêt pour drainage, canaux d'égouts et pour autres améliorations, et pour autres fins.

A. E. HARVEY,

ARTHUR LARAMÉE,

Procureurs de la ville de Saint-Lambert.

Saint-Lambert, 3 octobre 1912.

4227-2

Avis est donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour ériger en municipalité de ville, tant pour les fins municipales que scolaires, un certain territoire situé en la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, comprenant les lots originaux 576 à 583 inclusivement, 594 à 600 inclusivement, 612 à 632 inclusivement, du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, avec et y compris les numéros de subdivision de ces lots, sous le nom

To regulate the electric lighting system in the town of Grand'Mère ;

To prevent any companies and persons from operating lighting and motive power systems in the town of Grand'Mère ;

To regularize the qualification of the municipal electors ;

To apply for the confirmation of certain by-law passed by the corporation of the town of Grand'Mère, and generally make any by-laws for the proper administration of the town.

The right to contract new loans.

F. X. LACOURSIÈRE,

4226 Attorney for the town of Grand'Mère.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, to constitute into a recognized public body the Révérends Pères Idelphonse Francesconi, Guillaume Vangelisti and Angélique Barsi, all three of Montreal, district of Montreal, and the other persons who form or shall form part of their community, under the name of "Les Servites de Marie", with the usual powers of incorporated religious communities, and corporate seat at Montreal. The right to hold, sell, alienate, found branches and other rightful purposes.

LAMOTHE, ST. JACQUES &

LAMOTHE,

Attorneys for petitioners.

Montréal, 7th October, 1912.

4230

Notice is hereby given that the corporation of the town of Saint Lambert, known under the name of "Town of Saint Lambert", will present to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, a bill to revise and amend its charter and the laws by which it is governed ; to subject it to the provisions of the "Cities and Towns Act", except certain modifications as to ; preparation of voters' list ; nomination of candidates ; date, hearing and mode of election of mayor and councillors ; number of councillors to be elected each year ; approval, disapproval and disallowance of by-laws, by electors and the Lieutenant-Governor, their publications, contestation or registration ; limit or right of suit against municipality and notice required ; to regulate taking ice from river Saint Lawrence and winter roads on same ; sewage outlet ; division or non-division of municipality into wards and polling districts ; annexation of territory ; right to vote on by-laws by certain classes of persons ; power to tax railroads and railway plant poles on public streets ; prohibit noises in the town ; prohibit whistling, bell ringing and shunting of steam railway engines and trains in limits of town ; restrain and regulate the sale and manufacture of malt, spirituous, vinous, alcoholic, or intoxicating liquors in the limits of the town and to fix limit for license ; temporary loans ; amount town can borrow by loan ; approval and publication of loan by-laws ; special expense and loan for drainage, sewage-out-let and for other improvement, and for other purposes.

A. E. HARVEY,

ARTHUR LARAMÉE,

Attorneys for the town of Saint Lambert.

Saint Lambert, 3rd October, 1912.

4228

Notice is hereby given that a demand shall be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the erection into a town municipality, for municipal and school purposes, of that certain territory situated in the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, comprising the original numbers 576 to 583 inclusively, 594 to 600 inclusively, and 612 to 632 inclusively, of the cadaster of the parish of Saint Laurent, with also all the subdivision numbers of the said ori-

de "Model City," avec les pouvoirs accordés par l'acte des cités et villes, sauf certains changements quant à la qualification pour exercer les charges municipales, le pouvoir d'emprunt, et quant à certains autres objets, et aussi pour autres fins.

ALPHONSE DECARY,
Avocat des requérants.

Montréal, 8 octobre 1912. 4183-2

Province de Québec, }
District de Montréal. }
VILLE DE LONGUEUIL.

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Longueuil s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, 7 Ed. VII, chap. 71, et entre autres les suivants :

Pour déterminer les limites de la ville ; pour étendre l'application de la loi des cités et villes de 1903, à la ville de Longueuil, et spécialement adopter la dite loi concernant la date des élections, nomination des auditeurs, qualification des assessesurs ; paiement des taxes pour permettre aux électeurs de voter, la préparation du rôle, l'examen, la préparation et la mise en vigueur de la liste électorale, la nomination du secrétaire à l'élection ; l'avis d'élection ; la nomination des candidats ; l'imposition d'une taxe sur les marchandises, et aussi pour obtenir que le présent conseil soit continué en office jusqu'au premier jour juridique de février 1915, lorsque les prochaines élections générales auront lieu ; pour déterminer les endroits de votation et où ils seront placés ; pour augmenter les taxes pour l'octroi des certificats de licences ; pour changer la date de l'année fiscale, et pour ajuster et percevoir les taxes en conséquence ; pour changer la date de préparation et mise en vigueur du rôle d'évaluation ; pour être exempté de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, tous règlements à l'exception de ceux pour emprunter ; pour imposer des taxes sur les propriétés non sujettes à la taxe ; pour payer les frais de construction de trottoirs et d'égouts ; pour accorder le droit de vote aux compagnies incorporées ; pour annoncer les avantages de la ville et payer les frais de telles annonces ; pour payer à même le fonds public, les frais de réceptions officielles ; pour donner des obligations et débetures de la ville, comme garanties collatérales pour les prêts temporaires ; pour acquérir dans les limites de la ville ou en dehors d'icelle, une ferme d'incinération et d'égout ; pour exempter la ville des obligations d'exécuter le plan homologué et pour autres fins.

Donné sous mon seing, à Longueuil, ce premier jour d'octobre 1912.

M. DAGENAIS,
Sec.-trés., ville de Longueuil.
LAMARRE & BRODEUR,
Procureurs de la ville.

Longueuil, 1er octobre 1912. 4087.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Bishop's College School Association", pour obtenir une loi amendement la charte de la dite association, et dans le but d'augmenter le capital-actions de l'association, augmenter le montant des biens qu'elle peut acquérir, posséder et jouir, ratifier une certaine convention entre elle et "The Corporation of Bishop's College", l'autoriser à faire d'autres conventions et baux aux termes qui seront jugés à propos, changer sa position quant au contrôle par "The Corporation of Bishop's College", augmenter ses pouvoirs et pour autres fins.

MEREDITH, MACPHERSON, HAGUE,
HOLDEN & SHAUGHNESSY,
Soliciteurs de "The Bishop's College
School Association".

12 octobre 1912. 4247-2

ginal lots, under the name of "Model City," with the powers granted by the cities and town act, with certain modifications and to the qualification for municipal offices, as to the borrowing power other objects, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for petitioners.

Montreal, 8th October, 1912. 4184

Province of Quebec, }
District de Montreal. }
TOWN OF LONGUEUIL.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Longueuil will apply at the next session of the Quebec Legislature, to obtain certain amendments to its charter, 7 Edw. VII, chap. 71, and amongst others, the following :

To determine the town's limits ; to extend the application of the town and cities law of 1903 to the town of Longueuil, and specially to adopt said law regarding date of elections, appointment of auditors, qualification of assessors ; payment of taxes to allow electors to vote, the preparation of the roll, the examination, preparation and enforcement of the electoral list, the appointment of secretary to the election ; the notice of election ; the nomination of candidates ; the imposing of a tax on goods, and also to obtain that the present council be continued in office until the first judicial day of February next, 1915, when the next general elections shall take place ; to determine the voting places and where they shall be located ; to increase taxes for granting of license certificates ; to alter the date of the fiscal year, and to adjust and collect the taxes accordingly ; to alter the date of the preparation and coming into force of the valuation roll ; to be freed from submitting to the lieutenant governor in council any by-law except those to borrow ; to impose taxes on non-taxable properties to day the cost of constructing sidewalks and sewers ; to grant right to vote to incorporated companies ; to advertise the advantages of the town and pay cost of such advertising ; also to pay out of public funds, the cost of official receptions ; to give bonds and debentures of the town, as collateral securities for temporary loans ; to acquire within the town limits or outside of them, an incinerator and sewage farm ; to freed the town from the obligation to execute the homologated plan, and for other purposes.

Given under my hand and zeal, in Longueuil, on the 1st of October, 1912.

M. DAGENAIS,
Sec.-treas., town of Longueuil.
LAMARRE & BRODEUR,
Attorneys for the town.

Longueuil, 1st October, 1912. 4088

Notice is hereby given that the application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by The Bishop's College School Association, for an act to amend the charter of the said association, and for the purpose of increasing the capital stock of the association, increasing the amount of property which it may acquire, hold and enjoy, ratifying a certain agreement between it and the Corporation of Bishop's College, empowering it to enter into other agreements and leases on such terms as it may see fit, and altering its position in regard to control by the Corporation of Bishop's College, increasing its powers and for others purposes.

MEREDITH, MACPHERSON, HAGUE,
HOLDEN & SHAUGHNESSY,
Solicitors for the The Bishop's College
School Association

12th October, 1912. 4248

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par M. George Doyer, cultivateur, de Saint Gervais, et autres, aux fins d'obtenir le pouvoir de vendre un certain immeuble substitué étant le No 256, des plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Saint-Gervais.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,

Procureurs du requérant.

Québec, 30 septembre 1912. 4017.3

Avis est par le présent donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi détachant du territoire de la municipalité scolaire de la paroisse des Saints-Anges de Lachine, dans le comté de Jacques Cartier, toute cette partie de ce territoire situé sur le côté nord du canal Lachine et compris pour les fins municipales dans les limites territoriales de la cité de Lachine, et annexant cette partie de territoire au territoire de la municipalité scolaire de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, pour les fins scolaires.

A. S. PELLETIER,

Procureur des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier.

Lachine, 12 octobre 1912. 4323

Avis est par les présents donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Dame Charlotte S. Nelson, épouse de Alfred Brien dit Desrochers, agriculteur, de la ville de Laval des Rapides, province de Québec; Dame Fleurine Nelson, épouse d'Alphonse Bertrand, négociant, de Saint-Placide, province de Québec; Demoiselle Annie Nelson, célibataire, aussi de Laval des Rapides, province de Québec, John George Nelson et Walter Joseph Nelson, ces deux derniers voyageurs de commerce, de la cité de Montréal, province de Québec, en leur qualité d'appelés de la substitution créée par le testament de feu Wolfred Nelson, en date du 6 de mai 1861, pour obtenir une loi autorisant les dits appelés à vendre un immeuble situé en la ville de Laval des Rapides, ci-devant paroisse de Saint-Martin, à eux égués par le dit feu Wolfred Nelson, et aussi ratifiant les obligations contractées par les dits appelés, sous forme d'hypothèques affectant le dit immeuble.

CHAS. CHAMPOUX,

Procureur des requérants.

Bâtisse Banque de Québec, Place d'Armes.
Montréal, 15 octobre 1912. 4309

Avis est par le présent donné que Morton Lewis Sands, Henry Bruno Maldeis, William Grace, Richard Perry, Emma Agnès Wigley, Benjamin Owen, Colena Muriel Owen, Cora Adair, Melvin Solomon Groh et Brynle Owen, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation des susdites personnes et telles autres qui peuvent devenir membres, en une corporation religieuse pour les fins du culte divin, sous le nom de "The Brethren Church of the province of Québec", ensemble avec le droit de faire des règles et règlements pour leur propre gouverne, et avec le droit d'acquérir et posséder des biens pour les fins religieuses et avec en outre le droit de célébrer les mariages et conduire les rites et services qui peuvent être requis.

PLACE & STOCKWELL,

Procureurs des requérants.

Montréal, 16 octobre 1912. 4341

Avis est par le présent donné par Allan McDonald Strang, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, chirurgien dentiste, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Mr. George Doyer, farmer, of Saint Gervais, and others, to obtain the power to sell a certain substituted immoveable being No. 256, on the cadastral plan and in the book of reference for the parish of Saint Gervais.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,

Solicitor for petitioner.

Quebec, 30th September, 1912. 4018

Notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of the city of Lachine, in the county of Jacques Cartier, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act detaching from the school municipality of the parish of Saints Angés de Lachine, in the county of Jacques Cartier, all the portion of the said territory situate on the north side of the Lachine canal and comprised for municipal purposes within the territorial limits of the city of Lachine, and annexing the said part of territory to the territory of the school municipality of the city of Lachine, in the county of Jacques Cartier, for school purposes.

A. S. PELLETIER,

Attorney for the school commissioners for the municipality of the city of Lachine, in the county of Jacques Cartier.

Lachine, 12th October, 1912. 4324

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Dame Charlotte S. Nelson, wife of Alfred Brien dit Desrochers, agriculturist, of the town of Laval des Rapides, province of Quebec; Dame Fleurine Nelson, wife of Alphonse Bertrand, trader, of Sainte Placide, province of Quebec; Miss Annie Nelson, spinster, also of Laval des Rapides, province of Quebec, John George Nelson and Walter Joseph Nelson, the two latter commercial travellers of the city of Montreal, province of Quebec, in their capacity of substitutes of the substitution created by the will of the late Wolfred Nelson, dated the 6th May, 1861, for an act authorizing the said substitutes to sell an immoveable situate in the town of Laval des Rapides, formerly parish of Saint Martin, to them bequeathed by the said late Wolfred Nelson, and also ratifying the obligations contracted by the said substitutes under form of hypothecs affecting the said immoveable.

CHAS. CHAMPOUX,

Attorney for petitioners.

Montreal, 15th October, 1912. 4310

Public notice is hereby given that Morton Lewis Sands, Henry Bruno Maldeis, William Grace, Richard Perry, Emma Agnes Wigley, Benjamin Owen, Colena Muriel Owen, Cora Adair, Melvin Solomon Groh and Brynle Owen, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the incorporation of themselves and such others as may afterwards become members into a religious corporation for the purpose of divine worship under the name of the Brethren Church of the province of Québec, together with the right to make rules and regulations for their own government and with the right to acquire and hold property for religious purposes and with a further right to celebrate marriages and to conduct such rites and services as may be required.

PLACE & STOCKWELL,

Attorneys for applicants.

Montreal, 16th October, 1912. 4342

Notice is hereby given by Allan McDonald Strang, of the city of Montreal, in the province of Québec, doctor of dental science, that he will make application to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for the passage of an

collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à l'admettre parmi ses membres et lui octroyer la licence nécessaire pour pratiquer comme chirurgien dentiste dans cette province, après examen.

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solliciteurs du requérant.

Montréal, 14 octobre 1912. 4311

Avis public est par le présent donné que le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains, de la cité de Sherbrooke, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire augmenter ses pouvoirs d'emprunt et pour d'autres fins.

PANNETON, LEBLANC & PANNETON,
Procureurs des requérants.
Sherbrooke, 16 octobre 1912. 4321

La compagnie "The Saraguay Electric & Water Company" donne avis qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte sur les matières suivantes :

Changer son nom en celui de "Light and Power Company of Montréal", augmenter son capital actions et le diviser en diverses classes suivant que la compagnie le jugera à propos ; quant à ce qui concerne ses actions libérées, émettre des certificats d'actions aux conditions que la compagnie pourra de temps en temps déterminer, démontrant que le porteur a droit aux actions qui y sont mentionnées, et pourvoir, au moyen de coupons ou autrement, au paiement des dividendes à venir sur les actions comprises dans ces certificats ; obtenir les pouvoirs nécessaires à la fabrication du gaz pour toutes les fins pour lesquelles il peut être employé et pour le vendre et en disposer ; obtenir le pouvoir d'emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et émettre des obligations, débetures ou autres valeurs pour toutes sommes empruntées ou à emprunter et les engager ou les vendre pour telles sommes et à tels prix que la compagnie jugera convenable et garantir le remboursement de ces obligations, débetures ou autres valeurs en engageant l'actif ou des biens de la compagnie, suivant qu'il sera jugé à propos par la compagnie ; obtenir l'autorisation d'acquiescer et prendre, en totalité ou en partie, l'entreprise, les biens et obligations de toute personne ou compagnie exploitant toute entreprise que la compagnie est autorisée à exploiter et possédant des propriétés propres aux fins de la compagnie ; faire tout arrangement avec toute personne ou compagnie pour l'affermage, le louage ou l'achat des franchises, droits, travaux, outillages et matériels roulant appartenant à telle personne ou compagnie ; acquiescer les bons et autres obligations ou valeurs de certaines compagnies ; garantir le paiement en argent obtenu par, ou payable en vertu ou au sujet de débetures, bons, actions-obligations, actions, contrats, hypothèques, charges, obligations et valeurs de toute compagnie on entreprise, ayant des fins tout à fait ou en partie semblables à celles de la compagnie ; émettre des débetures ou actions-obligations en une ou plusieurs séries et elle pourra les garantir en transférant à des fidéicommissaires la totalité ou telle partie de l'actif ou des propriétés de la compagnie, jugée à propos ; vendre et disposer des biens, entreprise et franchises d'autres compagnies ; prendre part à l'administration de certaines compagnies ; aider certaines institutions se rapportant aux affaires de la compagnie ; exploiter d'autres entreprises se rapportant aux affaires de la compagnie ; ratifier les conventions, contrats et arrangements intervenus entre la compagnie et la compagnie Dominion

act to authorize the College of Dental Surgeons of the province of Quebec, to admit him among its members and to grant him the necessary license to practise as dental surgeon in this province after examination.

LAFLEUR, DACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Sollicitors for applicant.

Montreal, 14th October, 1912. 4312

Public notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners, of the city of Sherbrooke, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to increase its power to borrow and for other purposes.

PANNETON, LEBLANC & PANNETON,
Attorneys for petitioner.
Sherbrooke, 16th October, 1912. 4322

"The Saraguay Electric & Water Company" give notice that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter on the following matters :

To change its name to "Light and Power Company of Montreal" ; to increase its capital stock and divide it into various classes according as the company may deem advisable ; as to what concerns its paid up shares, to issue stock certificates on the conditions the company may from time to time determine, establishing that the holder has the right to the shares mentioned therein, and provide by means of coupons or otherwise for the payment of future dividends on the shares comprised in such certificates ; to obtain the necessary powers to manufacture gas for any purposes it may be employed and to sell and dispose thereof ; to obtain the power to borrow money on the credit of the company and issue bonds, debentures or other securities for any sums borrowed or to be borrowed and pledge or sell same for such amounts and at such prices as the company may deem fit and guarantee the redemption of such bonds, debentures or other securities by pledging the assets or property of the company, as may be deemed advisable by the company ; to obtain the authorization to acquire and take, in whole or in part, the undertaking, property and obligations of any person or company carrying on any undertaking that the company is authorized to carry on and holding property suitable to the purposes of the company ; to make any arrangement with any person or company for the renting, letting or the purchase of the franchises, rights, works, equipment and rolling stock belonging to such person or company ; to acquire the bonds and other obligations or securities of certain companies ; to guarantee the payment in cash obtained by or payable in virtue of or respecting debentures, bonds, stocks, shares, contracts, hypothecs, charges, obligations and securities of any company or undertaking with purposes wholly or partly similar to those of the company ; to issue debentures or bonds in one or more series and the company may guarantee same by transferring to trustees the whole or such part of the assets or property of the company deemed advisable ; to sell and dispose of the property, undertaking and franchises of other companies ; to take part in the administration of certain companies ; to aid certain institutions in connection with the business of the company ; to exploit other undertakings in connection with the business of the company ; to ratify the covenants, contracts and arrangements entered into between the company and the Dominion Light, Heat and Power Company, Saint Paul Electric Light & Power Company,

Light Heat & Power Company, Saint Paul Electric Light & Power Company, Canadian Light & Power Company and Central Heat Light & Power Company; ratifier la résolution du conseil municipal de la municipalité du village de Cartierville, en date du 13 juillet 1909, et le contrat basé sur telle résolution et passé entre la dite municipalité du village de Cartierville et la compagnie, le 22 septembre 1909, devant Gohier, notaire, et pour toutes autres fins se rattachant ou découlant des sujets ci-dessus énumérés.

EDMOND HURTUBISE,
Secrétaire de la compagnie
Edifice Eastern Townships Bank.
Montréal, 15 octobre 1912. 4349

Avis est présentement donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la succession de feu John Morris Henry Robertson, de la cité de Montréal, pour obtenir la passation d'une loi autorisant les exécuteurs testamentaires du dit feu John Morris Henry Robertson, à augmenter la rente annuelle payable à sa veuve et à chacun de ses enfants aux termes de son testament.

ALPHONSE DECARY,
Procureur du requérant.
Montréal, 2 octobre 1912. 4369.2

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi érigeant en municipalité de village, sous le nom de "Municipalité du Village de Salaberry", pour fins municipales et autres fins, les habitants du territoire suivant :

A distraire de la paroisse de Beauport :
Une partie du numéro 596, les numéros 597, 598, 599, 600, une partie du numéro 610, une partie du numéro 611, une partie du numéro 612, les numéros 613, 614, une partie du numéro 618, une partie du numéro 619, les numéros 620, 621, une partie du numéro 622, depuis le numéro 625 jusqu'au numéro 735 inclusivement, les numéros 738, 739, 740, 741, 743, 744, 745, une partie du numéro 746, les numéros 747, 747a.

Le tout formant un territoire de 2,775 arpents et ayant environ 75 arpents du nord au sud et 37 arpents de l'est à l'ouest.

Borné comme suit :

Vers le nord-est :

Partie par un chemin public passant entre les numéros 703, 704, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, d'un côté et le numéro 1,048 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg de l'autre ; partie par un chemin public passant entre le numéro 692 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport d'un côté et le numéro 1050 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg de l'autre ; partie par le numéro 789 de la concession Saint-Joseph du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par la rive nord-est de la rivière de Beauport, depuis son intersection avec la limite sud de la concession Saint-Joseph, jusqu'à son embouchure au fleuve Saint-Laurent à la ligne de basse marée.

Vers le sud-est :

Partie par la ligne de basse marée du fleuve Saint-Laurent depuis l'embouchure de la rive nord-est de la rivière Beauport jusqu'à l'intersection de la dite ligne de basse marée avec la limite sud-ouest du numéro 58 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par les numéros 737 et 736 ; partie par le chemin du petit Village ; partie par le numéro 742 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport.

Vers le sud-ouest :

Partie par la limite sud-ouest du numéro 58 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par le numéro 737 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par

Canadian Light & Power Company and Central Heat Light & Power Company ; to ratify the resolution of the municipal council of the municipality of the village of Cartierville, dated the 13th July, 1909, and the contract based on such resolution and entered into between the said municipality of the village of Cartierville, and the company on the 22nd September, 1909, before Gohier, notary, and for any other purposes in connection with or relating to the hereabove enumerated objects.

EDMOND HURTUBISE,
Secretary of the company
Eastern Townships Bank Building.
Montréal, 15th October, 1912. 4350

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the estate of the late John Morris Henry Robertson, of the city of Montreal, for the passing of the law authorizing the testamentary executors of said John Morris Henry Robertson, to increase the annuities payable to his widow and to each of his children, under his last will.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for applicant.
Montreal, October 2nd 1912. 4370

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session, for the passing of an act erecting into a village municipality, under the name of "Municipalité du Village de Salaberry" for municipal purposes and others, the residents of the following territory, to wit :

To be taken from the parish of Beauport :
Part of number 596, numbers 597, 598, 599, 600, part of number 610, part of number 611, part of number 612, numbers 613, 614, part of number 618, part of number 619, numbers 620, 621, part of number 622, from number 625 to number 735 inclusive, numbers 738, 739, 740, 741, 743, 744, 745, part of number 746, numbers 747, 747a.

The whole forming a territory of 2775 arpents and measuring about 75 arpents from the north to the south, and 37 arpents from the east to the west.

Bounded as follows :

Towards the north-east :

Part by a public road passing between numbers 703, 704, of the official cadastre for the parish of Beauport on one side, and number 1048 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg on the other side ; part by a public road passing between number 692 of the official cadastre for the parish of Beauport on one side and number 1050 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg on the other side part by number 789 of range Saint Joseph of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by the north-eastern shore of the river Beauport from its intersection with the south limit of range Saint Joseph to its mouth the river Saint Lawrence at low water mark.

Towards the south east :

Part by the low water mark of Saint Lawrence river from the mouth of the north eastern shore of river Beauport to the intersection of the said low water mark with the south western limit of number 58 of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by numbers 737 and 736 ; part by the road of Petit Village ; part by number 742 of the official cadastre for the parish of Beauport.

Towards the south west :

Part by the south western limit of number 58 of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by number 737 of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by

les numéros 734 et 735 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, à distraire cependant la partie du numéro 746 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport comprise dans la paroisse de Saint-Michel Archange; partie par la ligne séparant le numéro 662 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport du numéro 1059 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg.

Vers le nord-ouest :

partie par les numéros 985, 986, 987, 990, 991; partie par les numéros 1048-1049; parties par les numéros 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059; partie par le numéro 1060, tous ces numéros précédents faisant partie du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg; partie par les numéros 790, 790a, et 789, de la concession Saint-Joseph; partie par les numéros 789, 788, de la concession de Saint-Joseph, tous ces numéros faisant partie du cadastre officiel de la paroisse de Beauport; partie par la ligne de haute marée en front du numéro 737, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport.

CANNON & PARENT,
Procureurs des requérants.

Québec, 15 octobre 1912. 4303

Avis public est par le présent donné que The Montreal Firemen's Benefit Association of Montreal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement à sa charte, 7 Edouard VII, Chap. 114, telle qu'elle est maintenant amendée (1 George V, Chap. 89, 1910), et que les amendements demandés seront l'admission de membres, contributions, bénéfices octroyés aux membres, à leurs veuves et leurs enfants, spécialement la pension, ses pouvoirs, l'administration, le bureau des directeurs, les assemblées et l'augmentation des fonds de l'association et autres fins nécessaires au bon fonctionnement de la corporation.

MERCIER & BEIQUÉ,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 7 octobre 1912. 4283

Les soussignés Robert Lagueux, ptre, curé de la paroisse de Saint-Roch de Québec, M. Napoléon Drouin, du même lieu, ancien marguillier, le rév. P. H. Legault, O. M. I., curé la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, M. Téléphore Verret, du même lieu, échevin, Omer Cloutier, ptre, curé de la paroisse de Notre-Dame de Jacques-Cartier, M. Joseph Gauthier, du même lieu, syndic, le rév. P. Maurice, O. M. C., curé de la paroisse de Saint-Charles de Limoilou, M. J.-E. Chapleau, avocat, du même lieu, H. Bouffard, ptre, curé de la paroisse de Sainte-Angele de Saint-Malo, Eugène Julien, négociant, de Saint-Malo, Frs. Cliche, commerçant, Joseph Mercier, ptre, curé de la paroisse de Saint-Zéphirin de Stadacona, donnent avis, par les présentes, qu'ils s'adresseront à la législature de cette province, à la prochaine session, pour obtenir une charte sous la raison sociale de "Compagnie du Cimetière Saint-Charles", ayant le siège de ses affaires à Québec et succession perpétuelle, avec, entr'autres, les pouvoirs suivants, savoir: celui d'acquérir, à quelque titre que ce soit, des terrains d'une étendue convenable et dûment approuvés, aux fins d'y ériger un cimetière commun à l'usage des paroisses ci-dessus désignées et de toutes celles qui, à l'avenir, pourraient leur être adjointes en vertu des règlements, dans un même but; le pouvoir d'entretenir, gérer et administrer le dit cimetière comme de chose lui appartenant, dans l'intérêt des dites paroisses; le pouvoir spécial de succéder à l'administration, gestion et usage du cimetière actuel dit "Cimetière Saint-Charles" appartenant à la paroisse de Saint-Roch de Québec, susdits; le pouvoir spécial de succéder en tous droits et obliga-

numbers 734 and 735 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, not included however part of number 746 of the official cadastre for the parish of Beauport comprised into the parish of Saint Michel Archange; part by the line dividing number 662 of the official cadastre for the parish of Beauport from number 1059 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg.

Towards the north west :

Part by numbers 985, 986, 987, 990, 991; part by numbers 1048-1049; part by numbers 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059; part by number 1060, all these above numbers forming part of the official cadastre for the parish of Charlesbourg; part by numbers 790, 790a and 789 of the range Saint Joseph, all these numbers forming part of the official cadastre for the parish of Beauport; part by the high water mark in front of number 737 of the official cadastre for the parish of Beauport.

CANNON & PARENT,
Attorneys for petitioners.

Quebec, 15th October, 1912. 4304

Public notice is hereby given that the Montreal Firemen's Benefit Association of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter, 7 Edward VII, ch. 114, as it stands now amended (1 George V, ch. 89, 1910), and that the amendments that it will demand refer to the admission of members, for assessments, to the benefits granted to the members, to their widows and their children, specially to the pension, to its powers, to the administration, to the board of directors, to the meetings, and to the augmentation of the funds of the association and other ends necessary to the good working of the corporation.

MERCIER & BEIQUÉ,
Attorneys for the petitioner.

Montreal, 7th October, 1912. 4284

The undersigned Robert Lagueux, priest, Curé of the parish of Saint Roch de Québec, Mr. Napoléon Drouin, of the same place, former churchwarden, the rev. P. H. Legault, O. M. I., curé of the parish of Saint Sauveur de Québec, M. Téléphore Verret, of the same place, alderman, Omer Cloutier, priest, curé of the parish of Notre Dame de Jacques Cartier, Mr. Joseph Gauthier, of the same place, syndic, the rev. P. Maurice, O. M. C., curé of the parish of Saint Charles de Limoilou, Mr. J. E. Chapleau, advocate, of the same place, H. Bouffard, priest, curé of the parish of Sainte Anèle de St-Malo, Mr. Eugène Julien, trader, Saint-Malo, Mr. Frs. Cliche, trader, Joseph Mercier, priest, curé of the parish of Saint Zéphirin de Stadacona, hereby give notice that they will apply to the Legislature of this province, at the next session thereof, to obtain a charter under the corporate name of "Compagnie du Cimetière Saint Charles", having its corporate seat at Quebec and perpetual succession, with the following powers among others, to wit: to acquire under any title whatever lands of a suitable extent and duly approved for the purpose of erecting a cemetery thereon for the use in common of the parishes hereabove designated and of all those which hereafter may be associated with the same; the power to maintain, manage and administer the said cemetery as of a thing belonging to it, in the interest of the said parishes; the special power to succeed in the administration, management and use of the actual cemetery called "Cimetière Saint Charles", belonging of the parish of Saint Roch de Québec aforesaid; the special power to suc-

tions des requérants concernant certaines propriétés achetées par les requérants eux ou leurs ayants-cause pour servir de cimetières paroissiaux, les acquéreurs en ayant été dûment autorisés; le pouvoir de contracter en général, d'alléner, d'hypothéquer, d'exproprier, s'il y a lieu, d'imposer des contributions aux intéressés, de percevoir des revenus, profits ou rentes, emprunter, émettre, si nécessaire des bons ou débetures, le tout conformément à la loi et dans l'intérêt des dits intéressés du nouveau cimetière; le pouvoir de faire des règlements et, en un mot tous actes capables d'assurer la création, l'usage, entretien et administration de tel cimetière.

J. E. PRINCE, C. R.
Procureur des requérants.

Québec, 10 octobre 1912. 4265

Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de la Longue-Pointe donnent avis qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander le droit de faire, chaque année, un rôle d'évaluation des propriétés immobilières se trouvant dans les limites de leur municipalité, nonobstant les articles 2836 et 2837 des Statuts refondus de la province de Québec, et pour autres fins.

LAMOTHE, ST. JACQ'ES & LAMOTHE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 16 octobre 1912. 4355

Les exécuteurs-testamentaires et les légataires de feu M. P. E. Paquette, en son vivant marchand, de la cité et du district de Montréal, donnent avis qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander que les pouvoirs des exécuteurs-testamentaires soient mieux définis, qu'ils aient le droit de prendre des décisions à la majorité des voix; que les exécuteurs-testamentaires aient le droit de vendre les immeubles substitués, de faire emploi des deniers, soit en achat ou construction d'immeubles, soit autrement; qu'ils aient droit d'emprunter et d'hypothéquer; qu'ils aient le droit de louer les immeubles substitués à long terme, et même par baux emphytéotiques; qu'au cas de mort d'un ou de plusieurs des grevés-usufruitiers, laissant des enfants, que les dits enfants soient continués dans la jouissance de leur père ou mère jusqu'à l'ouverture finale de la substitution; que la vente faite par Dame Albina Carrières, veuve P. E. Paquette, d'un immeuble se trouvant en son nom et mentionné au testament de feu P. E. Paquette, et les conventions faites par elle avec ses enfants, grevés de substitution, soient ratifiées et confirmées; que l'emploi du prix de vente, soit approuvé et que, sur la balance du dit prix de vente, il soit pris un montant suffisant pour payer les frais de licitation et accessoires, frais faits en mil neuf cent onze, par le ministère de M^{re} E. Roy, notaire, avec l'autorisation de la cour, et pour autres fins se rapportant aux dites matières.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 16 octobre 1912. 4357

Avis est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Roberval et Saguenay s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir la modification de sa charte relativement aux matières suivantes, savoir:

1. Changement de son nom en celui de "La Compagnie du Chemin de Fer "Le Nord";
2. La longueur de ses branches et voies d'évitement;
3. L'acquisition par débetures, actions ou autrement du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha! ainsi que de ses franchises, privilèges, droits, immeubles, meubles et roulant, et la faculté d'exercer tous les pouvoirs conférés à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha! par sa charte

ceed to all the rights and obligations of the petitioners respecting certain properties purchased by the petitioners they or their assigns to serve as parochial cemeteries, the purchasers having been duly authorized thereto; the power to contract generally, alienate, hypothecate, expropriate if necessary, to impose contributions on the interested parties, to collect revenue, profits or rents, borrow, issue if necessary bonds or debentures, all in conformity to law and in the interest of the said interested parties of the new cemetery; the power to make by-laws and in a word any acts capable of assuring the creation, use, maintenance and administration of such cemetery.

J. E. PRINCE, K. C.
Attorney for petitioners.

Quebec, 10th October, 1912. 4266

The school commissioners for the school municipality of the town of Longue-Pointe give notice that they will apply to the Legislature of Québec, at its next session, to obtain the right to make, every year, a valuation roll of the immoveable property being within the limits of their municipality, notwithstanding articles 2836 and 2837 of the Revised statutes of the province of Québec, and for other purposes.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 16th October, 1912. 4356

The testamentary executors and the legatees of the late P. E. Paquette, in his lifetime merchant, of the city and district of Montreal, give notice that they will make application to the Legislature of Québec, at its next session, to more clearly define the powers of the testamentary executors, that they have the right to take decisions on a majority of votes; that the testamentary executors have the right to sell the substituted immoveables, to make reinvestment of the money either in the purchase or construction of immoveables or otherwise; that they have the right to borrow and hypothecate; that they have the right to lease the substituted immoveable on long terms and even by emphyteutic leases; that in case of the death of one or more of the usufructuary institutes leaving children that the said children be continued in the enjoyment of their father or mother until the final opening of the substitution; that the sale made by Dame Albina Carrières, widow P. E. Paquette, of an immoveable being in her name and mentioned in the will of the late P. E. Paquette, and the covenants made by her with her children, institutes under substitution, be ratified and confirmed; that the use of the price of sale be approved and that out of the balance of the said price of sale there be taken a sufficient amount to pay the costs of licitation and accessories, costs incurred in nineteen hundred and twelve, through M^{re} E. Roy, notary, with the authorization of the court, and for other purposes in connection with the said matters.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 16th October, 1912. 4350

Notice is hereby given that the Roberval and Saguenay Railway Company will apply to the Legislature at its next session, to amend its charter in connection with the following matters:

1. The changing its name to that of "La Compagnie de Chemin de Fer "Le Nord";
2. The length of its branches and sidings;
3. The acquisition by means of bonds, shares or otherwise of the Ha! Ha! Bay Railway Company as also of its franchises, privileges, rights, immoveables, moveables and rolling stock and the right to use all the powers conferred on the Ha! Ha! Bay Railway Company by its charter and by

et par la loi, sujet aux débetures et autres charges qui affectent le dit chemin de fer, avec droit de prolonger à travers la ville de Chicoutimi jusqu'à la rivière du Moulin à ou près de son confluent avec le Saguenay, l'embranchement allant aux usines de la compagnie de pulpe de Chicoutimi.

4. Le montant pour lequel la compagnie pourra émettre des obligations ou débetures ;

5. Le droit d'acheter, posséder, aliéner et louer des immeubles.

LAPOINTE & LANGLAIS,

Procureurs de la requérante.

Chicoutimi, 17 octobre 1912.

4359

Avis public est donné que demande era faite à la législature de Québec, à sa session prochaine, pour qu'il soit passé un acte autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Bruno, Lac Saint-Jean, à emprunter une somme de vingt-cinq mille piastres pour payer les travaux faits et à être faits à l'église catholique de cette paroisse, et à prélever sur les immeubles des paroissiens catholiques romains, les montants nécessaires pour rembourser le dit emprunt en capital et intérêts.

BELLEAU, PELLETIER, BELLEAU,

BAILLARGEON & BELLEAU,

Procureurs des requérants.

Québec, 10 octobre 1912.

4249.2

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à l'Assemblée législative de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières, avec pouvoir de construire et d'opérer une ligne de chemin de fer depuis un point à ou près d'Hébertville, sur la ligne du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, dans une direction nord ouest passant à travers les cantons Labarre, Signai et Ile d'Alma jusqu'à un point quelconque entre les endroits appelés Grande Décharge et Petite Décharge sur le Lac Saint-Jean, une distance d'à peu près 20 milles.

D'un point à ou près de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, dans le canton Signai, comté du Lac Saint-Jean, dans une direction est à travers les cantons Signai, Labarre et Kénogami jusqu'à un point quelconque à ou près de la paroisse de Jonquières, une distance d'à peu près 30 milles, avec pouvoir de construire des embranchements ou extensions à divers endroits le long de la route et pour communiquer avec tous les chemins de fer déjà construits ou qui peuvent être construits, avec pouvoir d'opérer le dit chemin de fer par vapeur, électricité ou autrement, et pour autres pouvoirs ordinairement donnés aux compagnie de chemin de fer.

CANNON & PARENT,

Procureurs de la requérante.

Québec, 16 octobre 1912.

4313.2

Avis public est par les présentes donné que la ville de Saint-Jérôme s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte dans les buts suivants : Pour faire ratifier certains règlements relatifs à la municipalisation d'un système d'éclairage à l'électricité, pour fournir l'énergie électrique, et pour l'autoriser à contracter un emprunt pour ses fins ; pour obtenir une loi l'autorisant à exercer certains pouvoirs d'expropriation pour la pose de ses poteaux et l'installation de ses lignes de transmission ; modifier le système d'élection municipale, ratifier certaines dépenses encourues par le conseil dans l'intérêt de la ville et pour autres fins.

CHS. ED. MARCHAND,

Procureur de la ville de Saint-Jérôme,

Saint-Jérôme, 22 octobre 1912.

4413

law, subject to the bonds and other charges affecting the said railway, with the right to extend the branch line, running to the Chicoutimi Pulp Company's Mills, through the town of Chicoutimi to the Rivière du Moulin at or near its confluence with the Saguenay river ;

4. The amount for which the company may issue bonds or debentures ;

5. The right to purchase, hold, alienate and lease immoveables.

LAPOINTE & LANGLAIS,

Attorneys for petitioners.

Chicoutimi, 17th October, 1912.

4350

Public notice is given that the trustees of the parish of Saint Bruno, Lake Saint John, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing them to borrow a sum of twenty five thousand dollars which will be applied to the payment of the works done and to be done to the catholic church of that parish, and to levy on the immoveables of the roman catholic parishioners, the amounts required for the reimbursement of said loan in capital and interest.

BELLEAU, PELLETIER, BELLEAU,

BAILLARGEON & BELLEAU,

Solicitors for applicants.

Quebec, 10th October, 1912.

4250

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislative Assembly of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating the Alma & Jonquières Railway Company with power to construct and operate a line of railway from a point at or near Hébertville on the Quebec & Lake Saint John Railway line, in a northerly direction passing through the township of Labarre, Signai and Ile d'Alma to a point between the places called "Grande Décharge" and "Petite Décharge" on the Lake Saint John, a distance of about twenty miles.

From a point at or near the parish of Saint Joseph d'Alma, in the township of Signai, county of Lake Saint John, in an eastern direction through the townships of Signai, Labarre and Kenogami, to a point at or near the parish of Jonquières in the said county of Lake Saint John a distance of about thirty miles, with power to construct branch lines or extensions at different places along the road and to connect with any railroads already built or that may be built, with power to operate the railway by steam, electricity or otherwise, and for other powers ordinarily given to the railway companies.

CANNON & PARENT,

Attorneys for petitioner.

Quebec, 16th October, 1912.

4314.

Public notice is hereby given that the town of Saint Jerome will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter for the following purposes : To have ratified certain by laws pursuant to the municipalisation of an electric plant for municipal lighting and production and sale of electric energy ; to be authorized to make a loan for these purposes ; to be authorized to expropriate the necessary right of way for the installation of the posts and transmission lines ; to modify the system of municipal election ; to have ratified certain expenses incurred in the interest of the town, and for others purposes.

CHS. ED. MARCHAND,

Attorney for the town of Saint Jerome.

Saint Jerome, 22nd October, 1912.

4414

Avis est par le présent donné que les Syndics des Chemins à Barrières de la Rive Nord à Québec, feront application à la législature de la Province, à sa prochaine session, pour un acte autorisant la commission à percevoir des taux sur les automobiles et autres voitures à pouvoir moteur, traversant ses barrières et voyageant sur les chemins de la commission.

Par ordre du bureau,
G. H. BURROUGHS,
Secrétaire trésorier.

Québec, 28 octobre 1912. 4421

Canada,
Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. }
LA CITE DES TROIS-RIVIERES.

Avis public est par le présent donné que la cité des Trois-Rivières s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte et obtenir les pouvoirs additionnels suivants :

Pour amender la loi, 1 Ed. VII, chap. 44, 1901, concernant les expropriations de terrains, les locataires, le ou les auditeurs, la perception des taxes, le département du feu, le conseil-de-ville, les emprunts temporaires, la limite d'emprunt, les incendiés du 22 juin 1908, et les cotisations, taxes et autres charges ; pour l'établissement d'une cour du recorder ; pour imposer à toute personne ou compagnie, certaines obligations concernant les subdivisions et concessions de terrains, pour modifier la loi concernant la confection du rôle d'évaluation ; pour autoriser le conseil à créer un fonds de pension pour les employés de la cité ; pour étendre le pouvoir d'emprunt sur billets promissoires ; pour autoriser la dite cité à émettre des débetures, pour acquitter les actions qu'elle a souscrites à la compagnie de tramways de Trois-Rivières, pour autoriser la cité à émettre des débetures pour pavage, drainage, aqueduc, traverses, département du feu, hôtel-de-ville, expropriations de terrains, et tous autres emprunts concernant la volerie municipale.

ALFRED DESY,
Procureur de la cité des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, 16 octobre 1912. 4373

Avis est par les présentes donné que, Thomas Déchène, menuisier-charpentier, Eugène Bilodeau, mécanicien, Joseph Desmeules, ouvrier, Pantaléon Ouellet, électricien, William Gilbert, électricien, Arthur Pedneault, mécanicien, David Gaudreault, ouvrier, Amédée Fortin, ingénieur, Auguste Coulombe, mécanicien, Daniel Ouellet, boulanger, tous de la ville de Chicoutimi, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill les incorporant, avec d'autres, en une société de secours mutuels, de prévoyance, d'économie domestique et sociale et d'organisation du travail, sous le nom de "La Fédération Ouvrière Mutuelle du Nord". Pour la Fédération Ouvrière Mutuelle du Nord.

LAPORTE & LANGLAIS,
Procureurs.
Chicoutimi, 17 octobre 1912 4377

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la cité de Sherbrooke, d'un acte amendement la charte de la dite cité de Sherbrooke et pour être autorisé :

1o A nommer des commissaires pour administrer les affaires de la dite cité avec le maire et à rémunérer les dits commissaires et le maire ;
2o A payer au maire actuel une rémunération depuis son entrée en fonction ;
3o A donner des subsides au "Board of Trade" ;

Notice is hereby given that the Trustees of the Quebec North Shore Turnpike Trust, will make application to the Legislature of the Province, at its next session, for an act authorizing the commission to collect tolls on automobiles and other motor power vehicles, going through its gates and passing over the roads of the commission.

By order of the board,
G. H. BURROUGHS,
Secretary treasurer.

Quebec, 28th October, 1912. 4422

Canada,
Province of Quebec, }
District of Three Rivers. }
THE CITY OF THREE RIVERS.

Notice is hereby given that the city of Three Rivers will, at next meeting of the Provincial Legislature, apply to amend its charter and to obtain the following additional powers :

To amend the law, 1 Ed. VII, chap. 44, 1901, respecting land expropriations, tenants, the auditor or auditors, the collection of taxes, the fire department, the city council, the temporary loans, the loan limit, the fire victims of the 22nd June, 1908, and the assessments, taxes and other charges ; for the establishment of a Recorder's Court ; to impose upon every person or company, certain obligations respecting subdivisions and land grants ; to modify the law respecting the preparation of the valuation role ; to authorize the Council to create a pension fund for civic employees ; to extend the borrowing on promissory notes ; to authorize said city to issue debentures to pay off the shares which it debentures, to pay off the shares which it way Company ; to authorize the city to issue debentures for paving, drainage, waterworks, ferries, fire department, city hall, land expropriations, and all other loans concerning the municipal roads.

ALFRED DESY,
Attorney of the city of Three Rivers.
Three Rivers, 16th October, 1912. 4374

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Thomas Déchène, carpenter, Eugène Bilodeau, machinist, Joseph Desmeules, workman, Pantaléon Ouellet, electrician, William Gilbert, electrician, Arthur Pedneault, machinist, David Gaudreault, workman, Amédée Fortin, engineer, Auguste Coulombe, machinist, Daniel Ouellet, baker, all of the town of Chicoutimi, to obtain an act incorporating them and others into a provident institution for mutual help among workmen, domestic and social economy and labour organization under the name of "La Fédération Ouvrière Mutuelle du Nord". For La Fédération Ouvrière Mutuelle du Nord.

LAPORTE & LANGLAIS,
Solicitors.
Chicoutimi, 17th October, 1912. 4378

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the city of Sherbrooke, for an act to amend the charter of the said city of Sherbrooke, and to be authorized :

1. To name commissioners to administer the business of the said city with the mayor and to pay the said commissioners and mayor a remuneration ;
2. To pay the present mayor a remuneration since his entry into office ;
3. To give subsidies to the Board of Trade ;

4o A passer des règlements pour déterminer et régler la construction des bâtisses dans les limites de la dite cité, à nommer un inspecteur des bâtisses et à donner des permis de construction ;

5o A passer des règlements défendant la construction de certains genres de bâtisses dans certains quartiers ou parties de la dite cité, ou le long de certaines rues de la dite cité ;

6 A demander l'approbation des propriétaires avant de donner aux commissaires l'administration des affaires de la dite cité, et pour toute autre fins.

PANNETON, LEBLANC & PANNETON,
4379 Avocats de la cité de Sherbrooke.

The Royal Agricultural Schools s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à émettre des actions privilégiées et stock de débetures et pour augmenter le nombre des gouverneurs.

CHARLES DOYLE,
Secrétaire.

Montréal, 16 octobre 1912.

4375

La communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie, corporation légalement constituée, ayant son principal établissement en la cité et le district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation de construire un édifice devant servir de noviciat et aussi un autre édifice devant servir de maison-mère, sur les terrains qu'elle possède en la ville d'Outremont, district de Montréal, sur les lots connus et désignés comme étant le numéro douze et partie de treize de cadastre, notwithstanding tout règlement municipal de la ville d'Outremont, et pour autres fins.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 24 octobre 1912. 4483

labour organisation, under the name of "La mine the erection of buildings in the limits of the said city, to name an inspector of buildings and to issue permits of construction ;

5. To pass by-laws forbidding the erection of certain kinds of buildings in certain wards or parts of said city or along certain streets of the said city ;

6. To ask the approval of proprietors before giving to commissioners the administration of the business of the said city, and for other purposes.

PANNETON, LEBLANC & PANNETON,
4380 Solicitors for the city of Sherbrooke.

The Royal Agricultural Schools will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing them to issue preference shares and debentures stock and to increase the number of governors.

CHARLES DOYLE,
Secretary.

Montreal, 16th October, 1912.

4376

La communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie, a lawfully constituted corporation, with its chief establishment in the city and district of Montreal, give notice that it will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for authorization to construct a building to serve as a noviciate and also another edifice to serve as a mother house, on the lands it owns in the town of Outremont, district of Montreal, on the cadastral lots known and designated as being the number twelve and part of thirteen, notwithstanding any municipal by-law of the town of Outremont, and for other purposes.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 24th October, 1912. 4484

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 534

Dame Margaret Jane Doherty, épouse de Charles Seale, bourgeois, du canton Morin, district de Terrebonne, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 29ème jour d'août 1912.

NANTEL & ROCHON,
Procurateurs de la demanderesse.
Sainte Scholastique, 24 octobre 1912. 4519

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3536.

Dame Maria Chartrand, épouse commune en biens de Wenceslas Chartrand, ex-hôtelier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Wenceslas Chartrand, du même lieu, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre le défendeur.

EMILE L. SASSEVILLE,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 15 octobre 1912. 4487

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 534.

Dame Margaret Jane Doherty, wife of Charles Seale, gentleman, of the township of Morin, district of Terrebonne, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

Defendant.

The said Charles Seale, An action for separation as to property, and from bed and board, has been instituted in this cause, the 29th day of August, 1912.

NANTEL & ROCHON,
Attorneys for plaintiff.
Saint Scholastique, 24th October, 1912. 4520

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 3536.

Dame Maria Chartrand, wife common as to property of Wenceslas Chartrand, ex-hotelkeeper, of the city and district of Montreal, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs Wenceslas Chartrand, of the same place, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant.

EMILE L. SASSEVILLE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 15th October, 1912. 4488

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dame Gertrude Mary Williams, des cité et district
 de Montréal, épouse commune en biens de Wil-
 liam Steggall, de la dite cité de Montréal, dûment
 autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

William Steggall, des dits cité et district de Mon-
 tréal, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée,
 ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

EDGAR N. ARMSTRONG,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 23 octobre 1912. 4435-2

Province de Québec.—District de Montréal.—
 Cour Supérieure.—No 3791.—Dame Amanda Laura
 Lindberg, épouse commune en biens de Joseph
 Henri Poulin, gérant de commerce, de la cité et du
 district de Montréal, dûment autorisée à ester en
 justice, Demanderesse ; vs Joseph Henri Poulin,
 du même lieu, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, intenté une action
 en séparation de biens contre le défendeur.

LEBLANC, BROSSARD & FORREST,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 21 octobre 1912. 4417.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2362.

Eléonore Lamarche, de Montréal, épouse commune
 en biens de Magloire Deslongchamps, charretier,
 du même lieu, et ce dernier pour autoriser son
 épouse, Demanderesse ;

vs

Le dit Magloire Deslongchamps, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 12 juin 1912.

LOUIS MASSON,

Avocat de la demanderesse.

4371.2

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 No 8960.

Dame Elizabeth Ann Burt, du village de Philips-
 burg, dans le dit district, épouse commune en
 biens de Sanford H. Borden, du même lieu,
 "liveryman", et dûment autorisée en justice.
 Demanderesse ;

vs

Le dit Sanford H. Borden, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 5e jour d'octobre 1912.

Z. E. CORNELL,

Avocat de la demanderesse.

4253-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 589.

Dame Elizabeth Arsenault, de la cité et district de
 Montréal, épouse commune en biens de J. Omer
 Loïselle, du même lieu, dûment autorisée à ester
 en justice, Demanderesse ; vs Le dit J. Omer
 Loïselle, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 28 août 1912.

GOYETTE & TRUDEAU,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 31 août 1912. 4039.5

District de Québec, cour supérieure, No 1251.
 Dame Albertine Boucher, de Québec, épouse de
 Joseph Azarie Cloutier, aussi de Québec, march-
 and, a, ce jour, institué une action en séparation
 de biens contre son dit époux, devant la dite cour.
 Québec, 3 octobre 1912. APOLLINAIRE COR-
 RIVEAU, Procureur de la demanderesse. 4079.5

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Gertrude Mary Williams, of the city and
 district of Montreal, wife common as to pro-
 perty of William Steggall, of the said city of Mon-
 treal, duly authorised to "ester en justice",

Plaintiff ;

vs

William Steggall, of the said city and district of
 Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has,
 this day, been instituted by the plaintiff against
 the defendant.

EDGAR N. ARMSTRONG,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 3rd October, 1912. 4436

Province of Quebec.—District of Montreal.—
 Superior Court.—No. 3791.—Dame Amanda Laura
 Lindberg, wife common as to property of Joseph
 Henri Poulin, manager of commerce, of the city
 and district of Montreal, and duly authorized "à
 ester en justice", Plaintiff ; vs Joseph Henri Pou-
 lin, of the same place, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action
 for separation as to property against the defendant.

LEBLANC, BROSSARD & FORREST,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st October, 1912. 4418

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2362.

Eleonore Lamarche, of Montreal, wife common as
 to property of Magloire Deslongchamps, carter,
 of the same place, and the latter to authorize his
 wife, Plaintiff ;

vs

The said Magloire Deslongchamps, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted in this cause, on the 12th June 1912.

LOUIS MASSON,

Attorney for plaintiff.

4372

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No. 8960.

Dame Elizabeth Ann Burt, of the village of Philips-
 burg, in said district, wife common as to pro-
 perty of Sanford H. Borden, of the same place,
 liveryman, duly authorized for the purpose
 hereof, Plaintiff ;

vs

The said Sanford H. Borden, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted in this case, the 5th day of October,
 1912.

Z. E. CORNELL,

Attorney for plaintiff

4254

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 589.

Dame Elizabeth Arsenault, of the city and district
 of Montreal, wife common as to property of J.
 Omer Loïselle, of the same place, duly authorized
 "à ester en justice", Plaintiff ; vs The said J.
 Omer Loïselle, Defendant.

An action for separation as to property has been
 instituted in this case, on the 28th August, 1912.

GOYETTE & TRUDEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montréal, 31st August, 1912. 4040

District of Quebec, superior court, No. 1251,
 Dame Albertine Boucher, of Quebec, wife of Joseph
 Azarie Cloutier, of Quebec, merchant, has, this
 day, instituted an action for separation as to pro-
 perty against her said husband, before the said court.
 Québec, 3rd October, 1912. APOLLINAIRE
 CORRIVEAU, Attorney for Plaintiff. 4080

Province de Québec, district de Montréal, No 448.—Cour supérieure.—Dame Reichal Darabaner, femme commune en biens de Fur *alias* Julius Tammer, tous deux de la cité et du district de Montréal, Demanderesse; vs Fur *alias* Julius Tammer, Défendeur.—Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, le 8 août 1912.—A. P. Mathieu, procureur de la demanderesse.—Montréal, 8 août 1912. 4287.3

Province de Québec, district de Roberval, cour supérieure, No 52. Dame Amanda Martel, de Saint Cœur de Marie, épouse commune en biens de Eugène Fortin, ancien contracteur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Eugène Fortin, du même lieu, ancien contracteur, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur. Roberval, 30 septembre 1912.

J. D. PAMPHILE VALLÉE,
Procureur de la demanderesse.
4041.5

Canada, }
Province de Québec, }
District d'Iberville, } *Cour Supérieure*
No 219. }

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, contre son mari, par Dame Rose Alma Rhéaume, de la paroisse de St-Jean l'Évangéliste, district d'Iberville, et temporairement de Howick, dans le district de Beauharnois, épouse de Hilaire Cartier, du même lieu.

STANISLAS POULIN,
Avocat de la demanderesse.
St-Jean, 4 septembre 1912. 4319.3

Province de Québec, district de Montréal, No 1608.—Cour Supérieure.—Dame Eugénie Fortier, épouse commune en biens de Joseph Ernest Boisvert, chapelier, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Joseph Ernest Boisvert, Défendeur.—Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 14e jour d'octobre 1912.—Adélaïde Leduc, procureur de la demanderesse.—Montréal, 15 octobre 1912. 4301.3

Province de Québec, }
District de Saint-François } *Cour Supérieure.*
No 84. }

Dame Laura Hébert, épouse d'Edward Duchesneau, cultivateur, du canton de Barnston, dans le dit district, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit mari.

G. H. ST PIERRE,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 7 juin 1912. 3991.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3448. }

Dame Berthe Robyns, épouse commune en biens de François Gillet, forgeron, tous deux des cité et district de Montréal, cette dernière étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit François Gillet, du même lieu, Défendeur;

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause contre le défendeur, le vingt-huitième jour de septembre mil neuf cent douze.

PELISSIER, WILSON & ST. PIERRE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 1er octobre 1912. 4037.5

Cour Supérieure.—Saint-François.
No 331.

Dame Laura Helen LeBaron (née Shurtleff), épouse de Wright Benjamin LeBaron, de la cité de Sherbrooke, commerçant, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, Qué., 7 octobre 1912. 4169.4

Province of Quebec, district of Montreal, No. 448.—Superior Court.—Dame Reichal Darabaner, wife commune as to property of Fur *alias* Julius Tammer, both of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs Fur *alias* Julius Tammer, Defendant.—An action for separation as to property has been instituted, this day, this 8th August, 1912.—A. P. Mathieu, attorney for plaintiff.—Montreal 8th August, 1912. 4288

Province of Quebec, district of Roberval, superior court, No. 52. Dame Amanda Martel, of Saint Cœur de Marie, wife common as to property of Eugène Fortin, former contractor, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff; vs Eugène Fortin, of the same place, former contractor, Defendant. An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant. Roberval, 30th September, 1912.

J. D. PAMPHILE VALLÉE,
Attorney for plaintiff.
4042

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Iberville, } *Superior Court*
No. 219. }

An action for separation as to property against her husband, has been this day, instituted by Dame Rose Alma Rhéaume, of the parish of St John the Evangelist, district of Iberville, and temporarily of Howick in the district of Beauharnois, wife of Hilaire Cartier, of the same place.

STANISLAS POULIN,
Attorney for plaintiff.
St. Johns, 4th September, 1912. 4320.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 1608.—Superior Court.—Dame Eugénie Fortier, wife common as to property of Joseph Ernest Boisvert, hatter, of the city and district of Montreal, and duly authorized to "ester en justice", Plaintiff; vs the said Joseph Ernest Boisvert, Defendant.—An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 14th day of October, 1912.—Adélaïde Leduc, attorney for the plaintiff.—Montreal, 15th October, 1912. 4302

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 84. }

Dame Laura Hébert, wife of Edward Duchesneau, of the township of Barnston, in said district, farmer, has taken, this day, an action for separation of property against her said husband.

G. H. ST PIERRE,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 7th June, 1912. 3992

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3448. }

Dame Berthe Robyns, wife common as to property of François Gillet, blacksmith, both of the city and district of Montreal, the said Berthe Robyns being duly authorized to sue the defendant in this case, Plaintiff; vs The said François Gillet, of the same place, Defendant;

An action in separation for property was instituted in this case, against the defendant, on the twenty-eighth day of September, one thousand nine hundred and twelve.

PELISSIER, WILSON & ST. PIERRE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 1st. October 1912. 4038

Superior Court.—Saint Francis.
No. 331.

Dame Laura Helen LeBaron (née Shurtleff), wife of Wright Benjamin LeBaron, of the city of Sherbrooke, trader, has taken, this day, an action for separation of property against her said husband.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, Que., 7th October, 1912. 4170

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3398. Dame Odila Roberge, de la cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Prenoveau, charretier, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 27 septembre 1912.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 7 octobre 1912. 4145.2

Province de Québec, district de Joliette, dans la cour supérieure, No 6316. Dame Marie Flore Corinne Auclair, épouse commune en biens de Camille Bésisle, mécanicien, du village de Saint-Gabriel de Brandon dans le district de Joliette, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Camille Bésisle, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause. Joliette, 8 octobre 1912.

ALPHONSE MARTINEAU,
Procureur de la demanderesse.

4147.2

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4279. Dame Virginie Bradley, des cité et district de Montréal, épouse commune quant aux biens de Joseph Giroux, charretier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Joseph Giroux, des cité et district de Montréal, Défendeur. Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 13ème jour d'août 1912. Bessette & Dutaud, avocats de la demanderesse, Montréal, 10 octobre 1912.

CHS. M. THOMAS, N. P.,
Pour les dits administrateurs.

Stanstead, P. Q., 5 octobre 1912. 3815.2

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 3398. Dame Odila Roberge, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Prenoveau, carter, of the same place, has brought an action against her husband for separation as to property, the 27th September, 1912.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th October, 1912. 4146

Province of Quebec, district of Joliette, in the superior court, No. 6316. Dame Marie Flore Corinne Auclair, wife common as to property of Camille Bésisle, mechanic, of the village of Saint Gabriel de Brandon, district of Joliette, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff; vs the said Camille Bésisle, Defendant. The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant. Joliette, 8th October, 1912.

ALPHONSE MARTINEAU,
Attorney for plaintiff.

4148

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 4279. Dame Virginie Bradley, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Giroux, carter, of the same place, Plaintiff; vs the said Joseph Giroux, of the city and district of Montreal, Defendant. An action for separation from bed and board and from property has been instituted in this cause on the 13th day of August, 1912. Bessette & Dutaud, attorneys for plaintiff, Montreal, 10th October, 1912.

Notice is hereby given that the administrators of the Marlinton Cemetery, at Marlinton, in the township of Stanstead, P. Q., will apply to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for obtain an incorporation, under the name of the "Marlinton Cemetery Company", pursuant to the cemeteries act.

CHS. M. THOMAS, N. P.,
For said administrators.

Stanstead, P. Q., 5th October, 1912. 3816

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de la succession Gustave Fauteaux,
Interdic.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection dans mon bureau, 80, rue Saint-François-Xavier, dans la cité de Montréal, jusqu'au 30e jour de novembre 1912.

GEO. W. PACAUD,
4437 Curateur.

District de Chicoutimi.

Dans l'affaire de La Briqueterie de Chicoutimi, et Ferdinand Jean, Insolubles.

Avis est par le présent donné qu'un bordereau final de dividende a été préparé en cette affaire (succession Jean), après jugement sur les contestations de réclamations portées en le bordereau du premier février dernier, et sera sujet à objection jusqu'au dix-huit novembre 1912.

Ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le 19 novembre 1912.

GEO. ST. PIERRE, N. P.,
Chicoutimi, 24 octobre 1912. 4521 Curateur.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In the matter of estate Gustave Fauteaux,
Interdicted.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, upon to objection at my office, 80, Saint François Xavier street, in the city of Montreal, up to the 30th day of November, 1912.

GEO. W. PACAUD,
4438 Curator.

District of Chicoutimi.

In the matter of "La Briqueterie de Chicoutimi", and Ferdinand Jean, Insolvents.

Notice is hereby given that a final dividend sheet has been prepared in this matter (Jean estate) after judgment on the contestation of claims filed in the sheet of the 1st of February last, and will be open to objection until the eighteenth day of November, 1912.

The said dividend will be payable at my office, on or after the 19th day of November, 1912.

GEO. ST. PIERRE, N. P.,
Chicoutimi, 24th October, 1912. 4522 Curator.

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No 1649.

Re Jos. Desjardins & Cie, marchands de charbon, Québec, Insolubles.
 Avis est par le présent donné que, le 26e jour d'octobre 1912, les dits insolubles ont fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Québec, suivant la loi.

LARUE & TRUDEL,
 Gardiens provisoires.

Bureau : 93, rue Saint-Pierre, Québec. 4489

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Joseph X. Carrier, de Lévis, Insolvable.

Avis est par le présent donné que, le 25e jour d'octobre 1912, le failli susdit a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Québec.

ALFRED LEMIEUX,
 Gardien provisoire.

Lévis, 25 octobre 1912. 4509

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No 243.

J. N. Omer Clément, manufacturier, de la cité des Trois-Rivières, Requérent cession ;

et

Dame Corinne Florentine Pichette, épouse séparée de biens de Arthur H. Paré, machiniste, avec lequel elle réside en la dite cité des Trois-Rivières, et y faisant affaires seule, comme manufacturière, sous les nom et raison de "Three Rivers Machinery Exchange", et le dit A. H. Paré, mis en cause, pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins de la cession de biens.

Débitrice-cédante.

La dite débitrice-cédante ayant fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 19 d'octobre courant, 1912. Avis est par le présent donné que le soussigné a été nommé gardien provisoire aux biens de la dite faillite, le même jour, et que le bilan en cette affaire a été déposé au greffe de la cour supérieure, au palais de justice, à Trois-Rivières, le 22 du même dit mois d'octobre courant.

J. A. TRUDEL,
 Gardien provisoire.

4523

Vente de Faillite

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Québec, }
 No 1715.

Dans l'affaire de La Cie Immobilière Champlain, Ltée, En liquidation.

Avis est par le présent donné que, MARDI, le 19 NOVEMBRE 1912, à DIX heures, a. m., suivant ordonnance rendue le onzième jour d'octobre 1912, par l'hon. juge en chef F. X. Lemieux, seront vendus par encan public, à nos bureaux, No 93, rue Saint-Pierre, à Québec :

1° Propriété No 116, rue Saint-Ambroise, 2 logements, cadastre 3-94-1 Notre-Dame des Anges, 21-5/6 pieds de front, au sud, 43-1/2 pieds à l'est, 34-8/12 à l'ouest, et 20 pieds au nord, superficies 778 pieds, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, de droit de passage sur le lot 3-94-4 ; sujet aux charges l'affectant et à son entretien en commun avec les co-bénéficiaires, et le droit de mitoyen-

Province of Québec, }
 District of Québec. } *Superior Court.*
 No. 1649.

Re Jos. Desjardins & Co., coal merchants, Quebec, Insolvents.

Notice is hereby given that, on 26th of October, 1912, the said insolvents has made a judicial assignment of their assets for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Quebec, according to law.

LARUE & TRUDEL,
 Provisional guardians.

Office : 93, Saint Peter street, Quebec. 4490

Province of Québec, }
 District of Québec. } *Superior Court*

In the matter of Joseph X. Carrier, of Lévis, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 25th day of October, 1912, the above insolvent has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary, at Quebec.

ALFRD LEMIEUX,
 Provisional guardian.

Lévis, 25th October, 1912, 4510

Province of Québec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 243.

J. N. Omer Clément, manufacturer, of the city of Three Rivers, Petitioner for assignment ;

and

Dame Corinne Florentine Pichette, wife separated as to property of Arthur H. Paré, machinist, with whom she resides in the said city of Three Rivers, and carrying on there business alone as manufacturer, under the firm, name and style of Three Rivers Machinery Exchange, and the said A. H. Paré, "mis en cause", to assist and authorize his said wife for the purposes of the abandonment of property, Insolvent debtor.

The said insolvent debtor having made and abandonment of her property for the benefit of her creditors on the 19th day of October, 1912. Notice is hereby given that the undersigned has been appointed provisional guardian to the property of the said insolvent, on the same date, and that the schedule in this matter has been filed with the clerk of the superior court, in the court house of Three Rivers, on the 22nd day of the said month of October instant.

J. A. TRUDEL,
 Provisional guardian.

4524

Insolvent Sale

Canada, }
 Province of Québec, } *Superior Court.*
 District of Québec, }
 No. 1715.

In the matter of "La Cie Immobilière Champlain, Limitée", In liquidation.

Notice is hereby given that, TUESDAY, 19th NOVEMBER, 1912, at TEN o'clock a. m., in execution of judgement rendered on the eleventh day of October, 1912, by His Honor the chief justice Lemieux, will be sold by public auction, at our offices, No. 93, Saint Peter street, Quebec :

1. Property No. 116, Saint Ambroise street, 2 dwellings, cadastral No. 3-94-1, Notre-Dame des Anges, 21-5/6 feet, front, on the south, 43-1/12 feet on the east, 34-8/12 feet, on the west and 20 feet on the north, area 778 square feet, more or less—with buildings thereon erected, also the right of way on the lot 3-94-4 ; subject to the fixed and maintenance charges on said lot in common with

neté du mur avoisinant le lot 3-94-2, à la charge d'une rente annuelle de \$12.00 (capital \$400.00) acquittée au 29 septembre 1912. Cette rente affecte également les lots 3-94-2 et lot 3-94-3 et est sujette à être divisé en 1/3 par les détenteurs.

2° Propriété No 17, rue Aberdeen, cadastre subdivision 1-2 du lot originaire 4736, quartier Montcalm, 38½ pieds front, sur profondeur de 116 pieds, superficie 4451 pieds carrés, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites ; à la charge d'une rente annuelle de \$111.27 (capital \$2,781.75), acquittée au 1er mai 1912.

La vente de ces propriétés est faite, sujette aux baux existants jusqu'au 30 avril 1913, et quittes de taxes au 30 avril 1913. 25% sera payable sur adjudication, la balance lors de la signature de l'acte de l'achat, le délai ne devant pas excéder 30 jours, et portera intérêt à 6% du jour de la vente.

L'acheteur aura l'avantage d'assumer l'obligation grévante la propriété rue Saint-Ambroise, sujet au consentement du créancier hypothécaire, au cas où il ferait valoir raisons pour réclamer remise de son capital.

L'acquéreur prendra possession le 1er décembre et aura, de cette date droit aux loyers.

La dite vente est faite en vertu et en conformité aux articles 7552 et suivant les statuts refondus de Québec, 1909, et devant avoir l'effet du décret.

Copie des actes de vente et des titres, et le certificat du bureau d'enregistrement sont déposés à nos bureaux, où ils peuvent être examinés.

Les personnes suivantes ont possédé les immeubles pendant les trois dernières années :

- No 1. L'Hôpital-Général,
Ad. Trudel & Cie,
C. J. Laberge,
Cie Immobilière Champlain Ltée.
- No 2. L'Hôtel-Dieu de Québec.
K. S. Fenwick.
Cie Immobilière Champlain Ltée.

3° Balance prix de vente due par P. C. Lachance, \$5,929.69, comprenant capital et intérêts, à 6% au 31 d'août 1913, payable par versements mensuelles de \$35.00, à commencer le 1er décembre 1912, aux charges et conditions citées dans l'acte de vente (J. A. Faucher, N. P., 27 novembre 1909, No 919) : sujette au paiement de l'hypothèque de \$4,000.00, et les intérêts sur icelle à 6%, acquittée au 10 juillet 1912 (Ls. Parent, N. P., 10 juillet 1909, No 1183).

La dite réclamation était garantie par hypothèque sur la propriété No 1030 et autres, rue Saint-Valier, faisant partie du lot No 2103, du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur, 64½ pieds front sur la rue Saint-Valier, 34 pieds dans la ligne nord sur 85 pieds de profondeur ligne ouest, et environ 91 pieds dans la ligne nord-est, formant une superficie de 4186 mesure anglaise, sans garantie de mesure précise—circonstances et dépendances.

Le dit immeuble sujet à une rente annuelle de \$58.60. (Capital \$1,465.10), payable d'avance le 1er d'août à l'Hôtel du Sacré-Cœur, acquittée au 31 juillet 1913, et aux taxes civiques, acquittée au 30 avril 1913.

4° Balance prix de vente due par madame Louis Picard, \$1,755.57, comprenant capital et intérêts à 6% au 30 avril 1913, payable par versement mensuels de \$17.00, à commencer le 1er décembre 1912 : Aux charges et conditions citées dans l'acte de vente (J. A. Faucher, N. P., 2 mai 1910, No 1040), et notamment celles de payer à même les remises mensuelles les taxes et charges civiques, acquittées au 30 avril 1913, les rentes seigneuriales acquittées au 1er mai 1912, la prime d'assurance payée au 1er mars 1913 : sujette au paiement de l'hypothèque de \$700.00 et des intérêts sur icelle à 6%, acquittés au 15 juillet 1912, (L. C. Jacques, N. P., 4 février 1910, No 1021.)

La dite réclamation étant garantie par hypothèque sur la propriété No 99, rue Marie de l'In-

carne, co-bénéficiaires and the party right, (droit de mitoyenneté) on wall bordering lot 3-94-2.

2. Property No. 17, Aberdeen street, cadastral Nos. 1 and 2 of lot 4736, Montcalm ward, 38-1/3 feet front, 116 feet depth, area 4451 square feet, more or less—with buildings thereon erected ; subject to an annual ground rent of \$111.27 (capital \$2,781.75) paid to 1st May, 1912.

The sale of these properties is made subject to leases to 30th April, 1913, and free of taxes to 30th April, 1913.

25% of purchase price to be deposited on adjudication, balance bearing 6% interest, from the date of the sale, upon signing of the deed, which shall not be delayed longer than thirty days.

The purchaser having the advantage of assuming the mortgage on Saint Ambroise street, property subject to the mortgage's consent should he show cause why he could claim the reimbursement of his capital.

Purchaser to take possession of premises on 1st December, and to be from that date entitled to the rent.

This sale is made in virtue of and pursuant to articles 7552 and following of the revised statutes of Quebec, 1909, and to have the same effect as if made by the sheriff (effet du décret).

Copy of the deeds and titles and the certificate of registry office are deposited at our offices where they can be examined.

The following persons have, for the last three years, had possession of the above properties :

- No. 1. L'Hôpital Générale de Québec.
Ad. Trudel & Cie.
C. J. Laberge,
La Cie Immobilière Champlain Ltée.
- No. 2. L'Hôtel-Dieu de Québec.
K. S. Fenwick.
La Cie Immobilière Champlain Ltée.

3. Balance price of sale due by P. C. Lachance, \$5,929.69, being capital and interest at 6% to 31st August, 1913, payable by monthly payments of \$35.00 from 1st December, 1912, subject to the condition of the deed sale (J. A. Faucher, N. P., 27th November, 1909, No. 919) and to the payment of a mortgage of \$4,000.00 and of the interest thereon at 6% paid to 10th July, 1912, (Ls Parent, N. P., 10th July, 1909, No. 1183). Said debt is guaranteed by mortgage on property No. 1030 and others on Saint Valier street, being part of the lot No. 2103, of the cadastral of the parish of Saint Sauveur, 64½ feet front on Saint Valier street, 34 feet on the north line by 85 feet depth in the line west and about 91 feet in the line north east, representing and area of 4186 square feet, English measure, without any guarantee as to exact measurements—with buildings thereon erected.

The said property being subject to an annual ground rent of \$58.60 (capital \$1,465.10), payable in advance to L'Hôtel Dieu du Sacré-Cœur, paid to 31st July, 1913, and to the civic taxes paid to 30th April, 1913.

4. Balance price of sale due by Mrs. Ls. Picard, \$1,755.27, being capital and interest at 6% to 30th April, 1913, payable by monthly payments of \$17.00 from 1st December, 1912, at the conditions stipulated in the deed of sale (J. A. Faucher, N. P., 2nd May, 1910, No. 1040), among these that of paying out of the monthly payments, the taxes and the civic charges paid to 30th April, 1913, the ground rent paid to 1st May, 1912, the insurance premium paid to 1st March, 1913, subject to the payment of a mortgage of \$700.00 and of the interest thereon at 6% paid to 15th July, 1912, (L. C. Jacques, N. P., 4th Feb., 1910, No. 1021).

Said debt being secured by mortgage on property No. 99, Marie de l'Incarnation street, being lot

carnation, étant le lot No 2218, du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur, 40 pieds de front sur 60 pieds de profondeur, mesure anglaise et sans garantie de mesure—circonstances et dépendances.

Le dit immeuble sujet à une rente de \$8.00. (Capital \$133.33), payable le 1er mai, en faveur des Dames Ursulines.

5° Balance prix de vente due par J. L. O. Proulx, \$2604 52, comprenant capital et intérêts à 6%, au 30 avril 1913, payable par versements mensuels de \$18.00, à commencer le 1er décembre 1912, aux charges et conditions citées dans l'acte de vente (Robert Trudel, N. P., 12 oct. 1912, No 78), sujette au paiement de l'hypothèque de \$1800.00 et des intérêts sur icelle à 6%, acquittées au 10 juillet 1912. (Jos. Allaire, N. P., 12 janvier 1910, No 14505).

La dite réclamation étant garantie par hypothèque sur la propriété No 9, rue Chevreine, connue et désignée sous le numéro 57 des subdivisions du lot 3 du cadastre pour Notre-Dame des Anges—circonstances et dépendances.

Le dit immeuble sujet à une rente seigneuriale annuelle de \$10.20 (capital \$340.00) payable à l'Hôpital Général de Québec, acquittée au 29 sept. 1912 et aux taxes civiques, acquittée au 30 avril 1913.

6° Balance prix de vente due par Mde J. L. O. Proulx, \$5152.79, comprenant capital et intérêts au 30 avril 1913, payable par versements mensuels de \$35.00, à commencer le 1er décembre 1912, aux charges et conditions citées dans l'acte de vente, (J. A. Faucher, N. P., 12 mai 1909, No 836); sujette au paiement de l'hypothèque de \$3000.00 et des intérêts sur icelle à 6%, acquittée au 18 juillet 1912. (G. A. Paradis, N. P., 18 janv. 1909, No 9244.)

La dite réclamation étant garantie par hypothèque sur la propriété No 43, avenue Parent, connue et désignée sous le No 51, des subdivisions du lot 3 du cadastre pour la paroisse Notre-Dame des Anges, 35 pieds de front sur l'avenue Parent, 60 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, avec en outre, droit de passage en voiture pour les provisions seulement, sur le lot No 57, des subdivisions du lot 3, Notre-Dame des Anges.

Le dit immeuble sujet à une rente seigneuriale annuelle de \$15.00 (capital \$500.00), acquittée au 29 septembre 1912, et payable à l'Hôpital Général de Québec, et aux taxes civiques acquittées au 30 avril 1913, 25% du prix de vente devra être déposé sur adjudication, et la balance portant intérêt à 6%, du jour de la vente, sera payable lors de la signature de l'acte de vente qui devra être préparé dans un délai n'excédant pas 30 jours.

Copies des actes de vente et des titres et le certificat du bureau d'enregistrement, seront déposés à nos bureaux où ils pourront être examinés.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Bureaux : 93, rue Saint-Pierre, Québec.

LOUIS DESCHENES,

Commissaire priseur.

4451.2

Licitation

Province de Québec,
District de Montréal.
No 667.

W. P. Walker et al,

vs

Demandeurs ;

A. Wills ès-qual. et al,

Défendeurs.

Avis est par le présent donné que, par, et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le quinzième jour d'octobre mil neuf cent douze, dans une cause où William Patrick Walker, des cité et district de Montréal, journaliste, Elizabeth Agnès Walker, du même

No. 2218, of the cadastral of Saint Sauveur. 40 feet front and 60 feet depth, english measure, but without guarantee as to measurements—together with buildings thereon erected.

Said property being subject to an annual ground rent of \$8.00 (capital \$133.33), payable on 1st May, to the Ursulines.

5. Balance price of sale due by J. L. O. Proulx, \$2604 52, being capital and interest at 6% to 20th April, 1913, payable by monthly instalments of \$18.00 from 1st December, 1912, at the conditions stated in the deed of sale, (Robert Trudel, N. P., 12th October, 1912, No. 78) subject to the payment of a mortgage of \$1800.00 and of the interest thereon at 6% paid to 10th July, 1912. (Jos. Allaire, N. P., 12th January, 1910, No. 14505.)

Said claims being guaranteed by a mortgage of property No. 9, Chevreine street, being No. 57 of the subdivision of lot 3 of the cadastre of Notre Dame des Anges—with buildings thereon erected.

Said property subject to an annual ground rent of \$10.20 (capital \$340.00), payable to l'Hôpital Général de Québec paid to 29th Sept., 1912 and to the civic taxes paid to 30th April, 1913.

6. Balance due on price of sale by Mrs. J. L. O. Proulx, \$5,152 75, being capital and interest of 6% to 30 h April, 1913,, payable by monthly instalments of \$35.00 from 1st December, 1912, at the conditions stated in the deed of sale (J. A. Faucher, N. P., 12th May, 1909, No. 836), subject to the payment of mortgage of \$3000.00 and of the interest thereon at 6% paid to 18th July, 1912. (J. A. Paradis, N. P., 10th January, 1909, No. 9244.)

Said claim is guaranteed by mortgage on property No. 43, Parent avenue, being number 51, of the subdivision of lot 3 of the cadastre of Notre Dame des Anges, 35 feet front, on Parent avenue, 60 feet depth, english measure, more or less—with buildings thereon erected—together with the right way for vehicles carrying provisions only, on number 57 of the subdivision of lot No. 3, Notre Dame des Anges.

Said property is subject to an annual ground rent of \$25.00. (Capital \$500.00), paid to 29th September, 1912, and payable to l'Hôpital Général de Québec and to the civic taxes paid to 30th April, 1913, 25% of the purchase price to be deposited in adjudication, the balance bearing interest at 6% from the date of sale, to be payable upon signing the deeds which will be prepared within a delay not to exceed 30 days.

Copies of the deeds and titles and the registry office's certificate are deposited at our offices where they may be examined.

LARUE & TRUDEL,
Liquidators.

Offices : 93, Saint Peter street, Quebec.

L.S. DESCHENES,

Auctioneer.

4452

Licitation

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 667.

W. P. Walker et al,

vs

Plaintiffs ;

A. Wills ès-qual. et al,

Defendants.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the fifteenth day of October, one thousand nine hundred and twelve, in a cause in which William Patrick Walker, of the city and district of Montreal, journalist, Elizabeth Agnès

lieu, fille majeure, Robert Fortune Walker, du même lieu, agent de moulins, Margaret Lydia Walker, épouse de Frederick William Brydon-Jack, de la cité de Vancouver, dans la province de la Colombie Anglaise, et le dit Frederick William Brydon-Jack, afin d'autoriser et assister sa dite épouse, sont demandeurs; et Alexander Will, des cité et district de Montréal, en sa qualité de tuteur à John Fortune Walker, du même lieu, et James Burns Walker, des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'une certaine propriété immobilière, décrite comme suit, à savoir :

Cet emplacement situé sur l'Avenue Elm, dans la ville de Westmount, dans la paroisse de Montréal, dans la dite province, mesurant vingt-trois pieds six pouces (23-6") de largeur, étant toute la largeur de la maison sus-érigée, connue sous le numéro quatre cent cinquante-neuf (459) sur la dite Avenue Elm, mesurant du centre des murs mitoyens de chaque côté, sur cent un pieds deux pouces (101-2") de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins, le dit emplacement étant composé de :

La partie nord-ouest de la subdivision officielle numéro seize, de la subdivision officielle numéro un, du plan de subdivision du lot connu et désigné comme lot numéro trois cent et désigné comme lot numéro trois cent soixante et quatorze (pt. N. O. 374-1-16), sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, dans la dite province, étant la partie du dit lot de subdivision numéro seize, situé au nord-ouest d'une ligne, huit pieds dix pouces, nord-ouest de la ligne de division des lots de subdivision quinze et seize de la dite subdivision numéro un, la dite ligne étant le centre du mur mitoyen entre les bâtisses érigées par Pierre Picotte, le ci-devant propriétaire de la dite propriété, et Madame Lebeau, la ci-devant propriétaire du résidu de la dite subdivision seize, et comprenant toute la profondeur de la dite Avenue Elm jusqu'en arrière du dit lot de subdivision; borné en front par la susdite Avenue Elm, en arrière par la partie ci-après décrite de la subdivision officielle numéro 17, de la subdivision officielle numéro deux, du dit lot de cadastre numéro trois cent soixante et quatorze, d'un côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro seize de la dite subdivision numéro un, la propriété de la dite Dame Lebeau ou représentants, et de l'autre côté par la partie du lot ci-dessus décrit.

La partie sud-est de la subdivision officielle numéro 17, de la dite subdivision officielle numéro un, du dit lot numéro trois cent soixante et quatorze (pt. N. O. 374-1-17), la dite partie mesurant environ sept pieds quatre pouces (7-4") de largeur sur toute la profondeur depuis la dite Avenue Elm jusqu'en arrière de la dite subdivision; borné en arrière par le lot ci-après décrit, division officielle numéro dix-huit de la dite subdivision numéro deux, d'un côté par le lot ci-dessus en premier lieu décrit, et de l'autre côté par le résidu de la dite subdivision numéro dix-sept de la dite subdivision numéro un. La partie nord-ouest de la dite subdivision numéro dix-sept, de la dite subdivision numéro deux, du dit lot trois cent soixante et quatorze étant la partie de la dite subdivision située nord-ouest d'une ligne huit pieds dix pouces (8-10") nord-ouest de la ligne de division des lots de subdivision seize et dix-sept de la dite subdivision numéro deux, la dite ligne étant la ligne centrale du dit mur mitoyen entre les dites bâtisses érigées par le dit Pierre Picotte et la dite Dame Lebeau, et contenant toute la profondeur de la dite subdivision numéro 17, de la dite subdivision numéro deux; borné en arrière par une ruelle connue comme subdivision numéro trente-cinq du numéro de la subdivision numéro trois du dit lot numéro trois cent

Walker, of the same place, pinster, of the full age of majority, Robert Fortune Walker, of the same place, mill agent; Margaret Lydia Walker, wife of Frederick William Brydon-Jack, of the city of Vancouver, in the province of British Columbia, and the said Frederick William Brydon-Jack to authorize and assist his said wife, are plaintiffs, and Alexander Will, of the city of Montreal, said district, in his quality of tutor to John Fortune Walker, of the same place, and James Burns Walker, of Montreal, said district, are defendants, ordering the licitation of a certain immoveable property described as follows, to wit :

That certain emplacement situate on Elm Avenue, in the town of Westmount, in the parish of Montreal, in said province, measuring twenty three feet six inches (23 6") in width, being the whole width of the house thereon erected known as number four hundred and fifty nine (459) on said Elm Avenue measuring from the centre of the mitoyen walls on each side, by one hundred and one feet, two inches (101 2") in depth, all english measure and more or less, said emplacement being composed of :

The north westerly part of official subdivision number sixteen, of official subdivision number one, of the subdivision plan of the lot known and designated as lot number three hundred and seventy four (N. W. pt. 374-1-16, on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal, in said province, being the part of said subdivision lot number sixteen, lying north west of a line eight feet ten inches north west from the division line of subdivision lots fifteen and sixteen of said subdivision number one, said line being the centre of the mitoyen wall between the buildings erected by Pierre Picotte, the former owner of the said property, and of Madame Lebeau, the former owner of the remainder of the said subdivision sixteen and comprising the whole depth from said Elm Avenue to the rear of said subdivision lot, and bounded in front by Elm Avenue aforesaid, in rear by the hereafter described part of official subdivision number 17, of official subdivision number two, of said cadastral lot number three hundred and seventy four, on one side by the remainder of said subdivision lot number sixteen of said subdivision number one, the property of said Madame Lebeau or representatives, and on the other side by the part of lot next described.

The south easterly part of official subdivision number 17, of said official subdivision number one, of said lot number three hundred and seventy four (N. W. pt. 374-1-17), said part measuring about seven feet four inches (7-4") in width by the whole depth from said Elm Avenue to the rear of said subdivision, and bounded in rear by the hereinafter described lot official subdivision number eighteen of said subdivision number two, on one side by the hereinabove first described lot; and on the other side by the remainder of said subdivision number seventeen of said subdivision number one. The north westerly part of said subdivision number seventeen of said subdivision number one, of said lot three hundred and seventy four, being the part of said subdivision lying north west of a line eight feet ten inches (8 10") north west from the division line of subdivision lots numbers sixteen and seventeen of said subdivision number two, said line being the centre line of the said mitoyen wall between the said buildings erected by said Pierre Picotte and Madame Lebeau, and containing the whole depth of said subdivision number 17, of said subdivision number two, and bounded in rear by a lane known as subdivision number thirty five of subdivision number three of said lot number three hundred and seventy four, at

soixante et quatorze, à l'autre bout par le lot en premier lieu décrit, d'un côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro dix-sept de la dite subdivision numéro deux, la propriété de Dame Lebeau ou représentants, et de l'autre côté par le lot ci-dessus décrit.

La partie sud-est de la subdivision officielle numéro dix-huit de la dite subdivision numéro deux du dit lot numéro trois cent soixante et quatorze (pt. S. E. 344-2-18), la dite partie mesurant environ sept pieds quatre pouces (7-4") de largeur sur toute la profondeur de la dite subdivision; borné en arrière par la dite ruelle et à l'autre bout par le lot en deuxième lieu décrit, d'un côté par le lot en troisième lieu décrit et de l'autre côté par le résidu de la dite subdivision numéro dix-huit.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE 1912, à DIX heures et DEMIE du matin, cour tenante, dans la salle No 31, du palais de justice, dans la cité de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

CHARLES M. HOLT,
Procureur des demandeurs.

Montréal, 15 octobre 1912. 4345
Première publication, 19 octobre 1912, est nulle.

[Première publication, 26 octobre 1912].

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **PHILIAS CHATIGNY,**
No 171. } Demandeur; contre
LA CIE DE CHEMIN DE FER LE GRAND TRONC, Défenderesse.

Comme appartenant au demandeur :

Une terre faisant partie du lot numéro vingt-sept (27), dans le douzième rang du canton de Durham, contenant en superficie deux cents acres, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, faisant partie de la terre connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels, du cadastre pour le canton de Durham, sous le numéro mille soixante et un (1061); bornée au sud-est à Onésime Champagne et William Labonté, au nord-ouest à Omer Laramée ou ses représentants, au nord-est à Alphonse Bernier, et vers le sud-ouest au chemin de fer du Grand Tronc.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Fulgence de Durham, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 28 octobre 1912. 4505

[Première publication, 2 novembre 1912.]

he other end by the lot first above described, on one side by the remainder of said subdivision lot number seventeen of said subdivision number two, the property of Mde Lebeau or representatives, and on the other side by the lot next described.

The south easterly part of official subdivision number eighteen of said subdivision number two of said lot number three hundred and seventy four (S. E. pt. 374-2-18), said portion measuring about seven feet four inches (7-4") in width by the whole depth of said subdivision, and bounded in rear by the said lane at the other end by the lot herein secondly described on one side by the lot herein thirdly described, and on the other side by the remaining portion of said subdivision number eighteen.

The immoveable above designed will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER, 1912, at HALF past TEN of the clock, in the forenoon, sitting the court, in room No. 31, of the Court House, of the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

CHARLES M. HOLT,
Attorney for Plaintiffs.

Montreal, 15th October, 1912. 4346
First publication, 19th October, 1912, is null.

[First published, 26th October, 1912].

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **PHILIAS CHATIGNY,**
No. 171. } Plaintiff; against **THE GRAND TRUNK RAILWAY SYSTEM,** Defendant.

As belonging to defendant :

A farm being part of lot twenty seven (27), in the twelfth range of the township of Durham, containing in superficies two hundred acres, more or less—with the buildings thereon erected, forming part of the lot known and described on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Durham, under number one thousand and sixty one (1061); bounded south easterly by Onésime Champagne and William Labonté, north westerly by Omer Laramée or representatives, north easterly by Alphonse Bernier, and south westerly by The Railway of the Grand Trunk System.

To be sold at the parochial church door of Saint Fulgence of Durham, on the THIRD day of DECEMBER next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 28th October, 1912. 4506

[First published, 2nd November, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Saint-François.

Arthabaska, à savoir : } PHILIAS BILODEAU,
No 662. } Demandeur ; contre
ARTHUR CYR, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Une terre située dans le troisième rang du canton d'Halifax, contenant cent quatre-vingt-dix acres de terre en superficie, plus ou moins, connue et désignée sous le numéro cent dix-huit (118), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ferdinand d'Halifax, le CINQUIEME jour de DECEMBRE 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 28 octobre 1912. 4507
[Première publication, 2 novembre 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Arthabaska, à savoir : } DILON LESSARD,
No. 625. } Demandeur ; vs MARY
JANE LAMONTAGNE et vir, Défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs :

La moitié nord-est de la moitié sud-ouest du lot numéro douze (12), du dixième rang du canton de Thetford—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale du Sacré Cœur de Marie, le QUATORZIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 8 octobre 1912. 4139-2
[Première publication, 12 octobre 1912.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Quebec.

Montmagny, à savoir : } JOSEPH BROWN, mar-
No 2877. } chand, de Sainte-Claire,
Demandeur ; vs JEAN MORISSETTE, autrefois
de Saint-Philémon, et maintenant de lieux inconnus,
Défendeur.

Un lot de terre étant la juste moitié sud-est du lot numéro cinq, premier rang du canton Mailloux, dans le comté de Bellechasse, formant environ deux arpents et deux perches de front sur la profondeur du rang—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être veudu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philémon, le TREIZIEME jour de NOVEMBRE prochain 1912, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 9 octobre 1912. 4213.2
[Première publication, 12 octobre 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Saint Francis.

Arthabaska, to wit : } PHILIAS BILODEAU,
No. 662. } Plaintiff ; against AR-
THUR CYR, Defendant.

As belonging to defendant :

A farm in the third range of the township of Halifax, containing one hundred and ninety acres of land in superficies, more or less, known and described as being number one hundred and eighteen (118), of official cadastre for the parish of Saint Ferdinand of Halifax—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Ferdinand of Halifax, on the FIFTH day of DECEMBER next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 28th October, 1912. 4508
[First published, 2nd November, 1912],

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Arthabaska, to wit : } DILON LESSARD,
No. 625. } Plaintiff ; vs MARY
JANE LAMONTAGNE et vir, Defendants.

As belonging to defendants :

The north east half of the south west half of lot number twelve (12), in the tenth range of the township of Thetford—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the Sacred Hearth of Mary, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 8th October, 1912. 4140
[First published, 12th October, 1912].

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—Quebec.

Montmagny, to wit : } JOSEPH BROWN, mar-
No. 2877. } chant, of Sainte-Claire,
Plaintiff ; vs JEAN MORISSETTE, formerly of
Saint Philémon and now of parts unknown, De-
fendant.

A lot of land being the exact south east half of lot number five, of the first range of the township Mailloux, in the county of Bellechasse, forming about two arpents and two perches in front by the depth of the range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Philémon, on the THIRTEENTH day of NOVEMBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, 9th October, 1912. 4214
[First published, 12th October, 1912]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **ARTHUR LEBER**, com-
No 2329. } **A** merchant, des cités et district
de Montréal. Demandeur; contre **JOSEPH**
EDOUARD NORMANDIN, du même lieu, Dé-
fendeur.

Ce lot de terre ayant front sur l'avenue Kensington, en la cité de Westmount, étant la partie sud-est du lot numéro trente-sept, de la subdivision officielle du lot numéro deux cent soixante et dix-huit (278-37 partie S.-E.), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné en front par l'avenue Kensington, en arrière par les lots Nos 256a et 265, des dits plan et livre de renvoi officiels, du côté nord-ouest par le résidu du dit lot No 37, et du côté sud-est par le lot No 36, de la subdivision officielle du dit lot No 278.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **CINQUIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 30 octobre 1912. 4549
[Première publication, 2 novembre 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **OSCAR BIRY**, Deman-
No 2925. } **O** deur; contre **JOSEPH**
CERISE, Défendeur.

Deux lots de terre situés dans la cité de Montréal, faisant front sur la rue Hochelaga, connus et désignés sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, comme lots de subdivision numéros cent trente-six, cent trente-sept, du lot officiel numéro cent cinquante-neuf (159-136, 137)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le **CINQUIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau au shérif, Député shérif.
Montréal, 30 octobre 1912. 4555
[Première publication, 2 novembre 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JOHN M. M. DUFF**, des
No 132. } **J** cité et district de Mont-
réal, comptable licencié, Demandeur; contre les
terres et tenements de **J. N. HICKEY**, du même
lieu, Défendeur.

Une étendue de terre située sur le côté nord-ouest de l'avenue Maplewood, dans la ville de la Côte des Neiges, maintenant dans la cité de Montréal, composés des lots portant les numéros deux cent quatre-vingt-quatorze, deux cent quatre-vingt-quinze et deux cent quatre-vingt-seize (Nos 294, 295 et 296), de la subdivision du lot numéro vingt-huit (28), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges, dans le comté d'Hochelaga, et des lots portant les numéros cinq, six et sept (Nos 5, 6 et 7), de la re-subdivision du lot numéro deux cent quatre-vingt-neuf (289), de la subdivision du dit lot numéro vingt-huit (28)—avec les bâtisses sus-érigées.

Sujette au droit pourvu dans l'acte d'achat du dit défendeur d'un nommé **F. C. Scott**, le 27 août 1912, devant **J. F. Reddy**, N. P., enregistré le 6

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **ARTHUR LEBER**, trader,
No. 2329. } **A** of the city and district
of Montreal. Plaintiff; against **JOSEPH EDUARD**
NORMANDIN, of the same place, Defendant.

That certain lot of land fronting of Kensington avenue, in the city of Westmount, being the south east part of lot number thirty seven, of the official subdivision of lot number two hundred and seventy eight (278-37 south east part), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; bounded in front by Kensington avenue, in the rear by the lots Nos. 256a and 265, of the said official plan and book of reference, on the north west side by the residue of the said lot No. 37, and on the south east side by the lot No. 36, of the official subdivision of the said lot No. 278.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **FIFTH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montreal, 30th October, 1912. 4550
[First published, 2nd November, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **OSCAR BIRY**, Plaintiff;
No. 2925. } **O** against **JOSEPH CERISE**,
Defendant.

Two lots of land situated in the city of Montreal, and fronting on Hochelaga street, known and designated on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Hochelaga, as subdivision lots numbers one hundred and thirty six and one hundred and thirty seven, of lot official number one hundred and fifty nine (159-136, 137)—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **FIFTH** day of **DECEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montreal, 30th October, 1912. 4556
[First published, 2nd November, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JOHN M. M. DUFF**, of the
No. 132. } **J** city and district of Montreal,
chartered accountant, Plaintiff; against the lands
and tenements of **J. N. HICKEY**, of the same
place, Defendant.

A tract of land situate on the north west side of Maplewood avenue, in the town of Côte des Neiges, now in the city of Montreal, composed of the lots bearing the numbers two hundred and ninety four, two hundred and ninety five and two hundred and ninety six (Nos. 294, 295 and 296), of the subdivision of lot number twenty eight (28), of the official plan and book of reference of the village of Côte des Neiges, in the county of Hochelaga, and of the lots bearing the numbers five, six and seven (Nos. 5, 6 and 7), of the re-subdivision of lot number two hundred and eighty nine (289), of the subdivision of said lot number twenty eight (28)—with buildings thereon erected.

Subject to the right provided in the deed of purchase of the said defendant from one **F. C. Scott**, on 27th August, 1912, before **J. F. Reddy**,

septembre 1912, No 222853, H. & J. C., lequel est pourvu dans la clause suivante, à savoir :

Le dit vendeur occupera la dite maison érigée sur la dite propriété vendue pour une période de deux ans et huit mois de la date d'icelui à un loyer de vingt-cinq piastres par mois, et toutes les taxes qui peuvent être imposées sur la dite propriété et qui seront chargées contre l'intérêt dû sur la balance de la considération du prix dû par l'acquéreur d'icelle, et lesquels dits loyer et paiements des intérêts seront ajustés le premier jour de janvier et juillet de chaque année, jusqu'à la décharge complète et acquittement du dit acquéreur.

Pour être vendue dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Montréal, 30 octobre 1912. 4557
Député shérif.
[Première publication, 2 novembre 1912.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } D LLE MARIE TURCOTTE, No 723. } fille majeure; contre PHY-DIME SAVARD, à savoir :

Le lot No 268 (deux cent soixante-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, étant une terre située concession Sainte-Geneviève—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, comté de Québec, le SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Québec, 31 octobre 1912. 4559
Shérif.
[Première publication 2 novembre 1912.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } PATRICK DES-ROCHES Deman- }
No 1609. }
deur ; contre HENRI MILLETTE, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Marie Madeleine, au quatrième rang, contenant trois arpents de large sur quarante arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-un (181), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, circonstances et dépendances sans exception—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie Madeleine, MERCREDI, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 29 octobre 1912. 4503
Shérif.
[Première publication, 2 novembre 1912.]

N. P., registered 6th September 1912, No 222853, H. & J. C., which is provided for in the following clause to wit :

The said vendor shall occupy and said house erected on said sold property for a period of two years and eight months from the date hereof at a rental of twenty five dollars per month, and all taxes that may be levied on said sold property and which shall be charged against the interest due on the balance of consideration price due by the purchaser hereunder and which said rental and interest payments shall be adjusted on the first day of January and July, in each year, to the completed exoneration and acquitted of the said vendor and said purchased.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Montreal, 30th October, 1912. 4858
Deputy sheriff.
[First published, 2nd November, 1912.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } MISS MARIE TURCOTTE, No. 723. } spinster ; against PHY-DIME SAVARD, to wit :

Lot No. 268 (two hundred and sixty eight), of the official cadastre for the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, being a land situate in the Sainte Geneviève concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ambroise de la Jeune-Lorette, county of Quebec, on the SIXTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's Office, Québec, 31st October, 1912. 4560
Sheriff.
[First published, 2nd November, 1912.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinth, to wit : } PATRICK DESRO-CHES, Plaintiff ; }
No. 1609. }
against HENRY MILLETTE, Defendant.

A land situate in the parish of Sainte Marie Madeleine, on the fourth range, containing three arpents in width by forty arpents in depth, more or less, known and designated as being lot number one hundred and eighty one (181), on the official plan and book of reference of the said parish, circumstances and dependencies without exception—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie Madeleine, WEDNESDAY, on the FOURTH day of DECEMBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Saint Hyacinth, 29th October, 1912. 4504
Sheriff.
[First published, 2nd November, 1912.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **G** EDEON BELANGER, Demandeur ;
No 477. } **G** ER, Demandeur ;
contre ADELARD GUEVIN, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Wenceslas, dans le neuvième rang du canton Aston, de la contenance de deux arpents et demi de front, plus ou moins, sur la profondeur du dit rang ; bornée en front par le chemin public du dit neuvième rang, et en profondeur par le dixième rang, au sud-ouest par Johnny Prince, ou le No 190, du cadastre de Saint-Wenceslas, et au nord-est par Ludger Bourgeois ou la partie nord-est du No 191, du susdit cadastre, connu et désignée la dite terre comme étant la partie sud-ouest du numéro cent quatre-vingt onze (No 191), du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Wenceslas—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wenceslas, le TREIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 9 octobre 1912. 4211-2
[Première publication, 12 octobre 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **D** E M O I S E L L E
No 53. } **M** A R Y L E D U C,
Demanderesse ; contre OMER PERREAULT, Défendeur.

Un terrain situé en la paroisse de Précieux-Sang, a être pris et détaché de la terre portant le numéro six cent quatre-vingt-dix-huit (698), du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Bécancourt, ayant le dit terrain cinquante pieds de largeur, au front, sur le chemin de front du rang Saint Henri, à partir du terrain occupé par la route Drouin jusqu'à la dite largeur de cinquante pieds, sur la profondeur de cent pieds, de là, soixante pieds de largeur sur deux cents pieds de profondeur, le tout mesure anglaise ; tenant au chemin de front du rang Saint-Henri et aboutissant à Origène Perreault, entre ce dernier au sud-ouest et à la dite route Drouin au nord-est—avec les bâtisses sus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Très Précieux Sang de Notre Seigneur, le TREIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 9 octobre 1912. 4209-2
[Première publication, 12 octobre 1912.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **G** EDEON BELANGER,
No. 477. } **G** Plaintiff ; against
ADELARD GUEVIN, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Wenceslas, in the ninth range of the town of Aston, containing two arpents and a half in front, more or less, by the depth of the said range ; bounded in front by the public road of the said ninth range, and in depth by the tenth range, on the south west by Johnny Prince or the No. 190, of the cadastre of Saint Wenceslas, and on the north east by Ludger Bourgeois or the north east part of No. 191, of the aforesaid cadastre, the said land being known and designated as being the south west part of number one hundred and ninety one (191), of the cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Saint Wenceslas—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Wenceslas, on the THIRTEENTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 9th October, 1912. 4212
[First published, 12th October, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **M** I S S M A R Y L E D U C,
No. 53. } **M** Plaintiff ; against
OMER PERREAULT, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Précieux Sang, to be taken and detach from the land bearing the number six hundred and ninety eight (698), of the cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Bécancourt, the said lot containing fifty feet in width, in front on the front road of the Saint Henri range, from the ground occupied by the Drouin road to the said width of fifty feet by the depth of one hundred feet, thence sixty feet in width by two hundred feet in depth, all english measure ; adjoining the front road of the Saint Henri range and terminating at Origène Perreault, between the latter on the south west and the said Drouin road, on the north east—with the buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Très Précieux Sang de Notre Seigneur, on the THIRTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 9th October, 1912. 4210
[First published, 12th October, 1912.]

PROVINCE DE QUEBEC

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE A LA
CHANCELLERIE

Québec, 30 octobre 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR d'appeler Monsieur Louis-Philippe Bérard, avocat et conseil du roi, de Montréal, au Conseil législatif de la province de Québec, pour y représenter la division de Lanaudière, au lieu et place de l'honorable M. Louis-Jules Allard, démissionnaire.

Le greffier de la couronne à la chancellerie,
4551 L.-P. GEOFFRION.

Proclamation

Canada, }
Province of } F. LANGELIER.
Québec. }

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles pourront concerner, — SALUT.

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU qu'en vertu
Procureur Général. } des dispositions de
l'article 3093 des statuts refondus de Québec, 1909, il est loisible au lieutenant-gouverneur d'ordonner, par proclamation, la tenue d'un terme spécial de la Cour Supérieure à Saint-Joseph-de-Beauce, dans le district de Beauce ;

ET ATTENDU qu'il est de l'intérêt général que pour cette année seulement, il soit tenu dans le district de Beauce, à Saint-Joseph, un terme spécial de la Cour Supérieure ;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif, Nous avons ordonné et réglé, et, par les présentes réglons et ordonnons, que pour cette année seulement, un terme spécial de la cour supérieure, pour le district de Beauce, à Saint-Joseph, sera tenu les onzième, douzième, treizième, quatorzième et quinzième jours du mois de novembre prochain 1912.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes, et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce TRENTE-UNIÈME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,
CHARLES LANCTOT,
Assistant procureur général.

4573

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN
CHANCERY.

Quebec, 30th October, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to call Mr. Louis Philippe Bérard, of Montreal, advocate and King's Counsel, to the Legislative Council of the province of Quebec, to represent the division of Lanaudière, in the place and stead of the Honorable Louis Jules Allard, resigned.

L. P. GEOFFRION,
4552 Clerk of the Crown in Chancery.

Proclamation

Canada, }
Province of } F. LANGELIER.
Québec. }

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern, — GREETING

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS that in
Attorney General. } virtue of the
provisions of article 3093 of the revised statutes of Québec, 1909, it is lawful for the lieutenant governor to order, by proclamation, the holding of a special term of the superior court, at Saint Joseph de Beauce, in the district of Beauce ;

And whereas it is in the general interest that for this year only, there be held in the district of Beauce, at Saint Joseph, a special term of the superior court ;

Therefore, with the advice and consent of Our Executive Council, we have ruled and ordered, and do hereby rule and order that for this year only, a special term of the superior court, for the district of Beauce, at Saint Joseph, shall be held on the eleventh, twelfth, thirteenth, fourteenth and fifteenth days of the month of November, next, 1912.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House of the Province of Québec, in Québec, this THIRTY-FIRST day of OCTOBER, in the year one thousand nine hundred and twelve, in the christian era, and in the third year of Our Reign.

By command,
CHARLES LANCTOT,
Assistant attorney general.

4574

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. William Tracey, entrepreneur de pompes funèbres, Edward Noble Tracey, teneur de livres, William John Tracey, jr, entrepreneur de pompes funèbres, William Patrick Sheridan, commis, et Thomas Reginald Ker, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de directeurs, entrepreneurs et embaumeurs funéraires dans toutes leurs branches, et faire, manufacturer tous les articles ayant rapport aux affaires d'entrepreneurs et directeurs de pompes funèbres, d'embaumement et de crémation, en disposer et en faire le commerce ;

Mettre en opération un système coopératif d'inhumation en faisant des arrangements avec les personnes, familles et institutions, par lequel, pour le paiement périodique ou autrement d'une somme ou sommes d'argent convenues, la société se chargera d'inhumer, sans frais, le corps de la personne ou les corps des personnes contractant ainsi avec la dite société ;

Acheter, vendre des fleurs et tributs floraux pour servir aux funérailles ou crémations, ou y ayant rapport, sous le nom de "Mutual Funeral Association Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

4511

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Joseph Simard, marchand de bois, du Lac au Saumon, Edward LeMontais Valpy, comptable, Joseph Anicet, Castanier, surintendant forestier, Charles Roderick McLeay, comptable, et William Lindsay Veit, surintendant de moulins, du village de Sayabec, dans les buts suivants :

Mettre en opération la production et manufacture du bois dans toutes ses branches, et dans ce but ériger, entretenir et mettre en opération des moulins, glissoires, estacades et tous les autres moyens d'obtenir, transformer et manufacturer les produits forestiers en bois de charpente, lattes, bardeaux et toutes les autres choses pour lesquelles les dits produits forestiers peuvent être utiles ;

Faire toutes choses et conduire toutes affaires qui peuvent être considérées utiles dans le but de promouvoir l'entreprise de la compagnie ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de la présente compagnie ou qui peuvent être conduits avantageusement en rapport avec ceux ;

Vendre l'entreprise de la compagnie et accepter comme prix d'achat d'icelle les obligations, stock ou garanties de toute autre compagnie ;

Diviser en argent ou en espèce parmi ses actionnaires tous les actifs de la compagnie ;

Entrer en arrangements pour le partage des profits avec d'autres compagnies faisant les mêmes affaires que celles conduites par la présente compagnie ;

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-second of October, 1912, incorporating Messrs. William Tracey, undertaker, Edward Noble Tracey, book-keeper, William John Tracey, jr, undertaker, William Patrick Sheridan, clerk, and Thomas Reginald Ker, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of funeral directors, undertakers and embalmers in all its branches and to make, manufacture, deal in, dispose of all articles connected with the business of undertaking in funeral directing, embalming and cremating ;

To carry on a co-operative system of burial by entering into agreements with individuals, families and institutions by which for the payment periodically or otherwise of a sum or sums of money agreed on, the society will undertake to bury, free of charges the body or bodies of such person or persons so contracting with the said society ;

To buy, sell, deal in and dispose of flowers and floral tributes for use at or in connection with funerals or cremations, under the name of "Mutual Funeral Association Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

4512

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second of October, 1912, incorporating Messrs. Joseph Simard, lumberman, du Lac au Saumon, Edward LeMontais Valpy, accountant, Joseph Anicet Castanier, wood superintendent, Charles Roderick McLeay, accountant, and William Lindsay Veit, mill superintendent, of the village of Sayabec, for the following purposes :

To carry on the production and manufacture of lumber in all its branches, and for that purposes to erect, maintain and operate mills, slides, booms, and all other means of collecting, transforming and manufacturing the products of the forest into lumber, laths, shingles and all other things for which the said products of the forest may be useful ;

To do all things and carry on all business which may be considered to be useful for the purpose of advancing the undertaking of the company ;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of the present company or which may be with advantage carried on in conjunction therewith ;

To sell the undertaking of the company, and to accept as the purchase price thereof the bonds, stocks or securities of any other company ;

To divide in cash or kind among its shareholders any assets of the company ;

To enter into profit sharing agreements with other companies carrying on business similar to that carried on by the present company ;

Acheter et détenir du stock dans toutes autres compagnies, nonobstant toutes dispositions de la loi au contraire ;

Manufacturer et distribuer l'électricité, l'éclairage, le chauffage, et pouvoir, telle manufacture et distribution en dehors des prémisses de la compagnie devant être sujettes à toutes les lois municipales et autres et non en dehors des limites des comtés de Matane et Rimouski, sous le nom de "Simard Lumber Company, Limited", avec un capital total de deux mille piastres (\$2,000.00), divisé en vingt (20) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sayabec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4513 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été autorisé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. George Huppé, Narcisse Lessard et Joseph Philius Guay, marchands, Arthur Morin, menuisier et Samuel Vachon, commerçant, de Saint-Elzéar, dans les buts suivants :

Faire des affaires comme marchands généraux et s'occuper de tout commerce ou industrie pouvant réaliser des bénéfices pour la compagnie ;

Acquérir et exploiter des terres à bois, et faire, construire, ériger, bâtir et opérer des moulins à scie ;

Construire, posséder, acquérir, aliéner et exploiter dans les limites du village de Saint-Elzéar de Beauce un ou plusieurs aqueducs dans un but général d'approvisionnement d'eau, ainsi que pour établir un ou plusieurs systèmes de protection contre le feu, avec pouvoir de charger pour l'usage d'eux ;

Acheter, acquérir et exploiter la totalité ou une partie des biens, affaires, privilèges, propriétés, contrats, droits, obligations et engagements de toute personne engagées dans une entreprise de même nature ou en possession de propriétés pouvant servir au commerce ou à l'industrie de la présente compagnie qui a le pouvoir de les acheter, louer ou autrement acquérir et de les payer en deniers comptants, actions, obligations ou valeurs de la compagnie ;

Construire, acquérir, posséder, aliéner et exploiter des biens meubles et immeubles pour les fins de la compagnie, en tirer un revenu, les louer, vendre, échanger ou en disposer autrement et les hypothéquer ou donner en gage ;

Agir comme agent ou représentant, facteur ou agent à commission pour d'autres personnes, compagnies ou corporations engagée dans toute entreprise de même nature et exercer tous les pouvoirs requis à cette fin ;

Acquérir les commerces, marchandises, stocks et clientèles de George Huppé, Narcisse Lessard, Joseph P. Guay, tous trois faisant affaires individuellement comme marchands à Saint-Elzéar de Beauce, et les payer en partie ou en entier en actions libérées ou obligations de la compagnie ;

Emprunter des deniers pour les affaires de la compagnie et de contracter des obligations financières et commerciales à cet effet ;

Emettre et allouer des actions du capital-actions de la compagnie comme actions payées en entier ou en partie, en paiement d'ouvrage fait pour la compagnie et pour services rendus à la compagnie et d'accepter en paiement en partie ou en entier des actions suscrites tel ouvrages ou services rendus ;

To purchase and hold stock in other companies, any provisions of the law to the contrary notwithstanding ;

To manufacture and distribute electric light, heat, and power, such manufacture and distribution beyond the company's premises to be subject to all municipal and other laws and not beyond the limits of the counties of Matane and Rimouski, under the name of "Simard Lumber Company, Limited", with a capital stock of two thousand dollars (\$2,000.00), divided into twenty (20) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sayabec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4514 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of October, 1912, incorporating Messrs. George Huppé, Narcisse Lessard and Joseph Philius Guay, merchants, Arthur Morin, joiner, and Samuel Vachon, trader, of Saint Elzéar, for the following purposes :

To carry on the business of general merchants and to engage in any business or industry of a nature to be of benefit to the company ;

To acquire and exploit timber lands, and construct, erect, build and operate saw-mills ;

To construct, hold, acquire, alienate and operate, within the limits of the village of Saint Elzéar, one or several systems of water-works for the general purpose of supplying water as well as establishing one or several systems of fire protection, with power to change the use thereof ;

To purchase, acquire and exploit, the whole or a part of the real estate, business, privileges, properties, contracts, rights, obligations and engagements of any persons carrying on an undertaking of the same nature, or in possession of properties suitable for the business or industry of this company, who is authorized to buy, lease or otherwise acquire same and to pay for same in cash shares, bonds or securities of the company ;

To build, acquire, hold, alienate, and exploit, moveable and immoveable properties for the purposes of the company, to derive profits therefrom and lease, sell, exchange, hypothecate, pledge, or otherwise dispose of same ;

To act as agent, representatives, mercantile or commission agent for other persons, companies or corporations carrying on any undertaking of the same nature and to exercise all the powers required for that purpose ;

To acquire the business, merchandise, stock and good-will of George Huppé, Narcisse Lessard, Joseph P. Guay, all three doing business individually as merchants, of Saint Elzéar de Beauce, and to pay for same in whole or in part with paid up shares or bonds of the company ;

To borrow money for the business of the company and to contract financial and commercial obligations for that purpose ;

To issue and allot shares of the capital stock of the company as wholly or partly paid up shares in payment for work done for the company or for services rendered to the company and to accept in whole or part payment for subscribed shares such work or services rendered ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "Compagnie des Cultivateurs de Saint-Elzéar de Beauce Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Elzéar de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4491

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Patrick Hogan, commerçant, Johnny Lortie, employé civil, F. X. Godbout, comptable, Arthur Moisan, comptable, et Ernest Roy, avocat, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles, exercer le commerce et l'industrie de constructeur de maisons, édifices, de constructions quelconques, et agir comme entrepreneur de travaux, agents d'immeubles et commerçant de matériaux ;

Acquérir, posséder et construire des rues, chemins, ruelles et sentiers, des aqueducs, citernes, drains, égouts et réservoirs ;

Fabriquer des matériaux de construction, tels que pierre artificielle, brique, ou de toute autre composition quelconque, s'en servir et en faire le commerce ;

Faire le commerce de sable, gravier, ciment, charbon de terre, et en général agir comme marchand et commerçant de toute matière et pour toute espèce de marchandises ;

Agir généralement comme courtiers ou agent général pour toutes fins quelconques ;

Exercer généralement l'industrie de manufacturier dans tous les genres et construire et exploiter des manufactures, fabriques et usines et en disposer ;

Acquérir de toute personne, société ou compagnie totalement ou partiellement, les propriétés, affaires, entreprises qui peuvent être jugées utiles aux fins de la présente compagnie et en accepter les engagements ;

Acquérir de toute manière qui sera jugée convenable, de toute corporation ou compagnie s'occupant ou pouvant s'occuper de quelque'un des objets pour lesquels est formée la présente compagnie, des actions, obligations, débiteures ou autres valeurs, et les détenir ou en disposer de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables ;

Payer totalement ou partiellement tous services rendus et toute acquisition quelconque faite par la compagnie, en actions libérées de la compagnie ;

Vendre, louer l'actif de la compagnie, son entreprise, ses affaires, totalement ou partiellement au prix et aux conditions qui sera jugé convenable, et recevoir en paiement des actions, débiteures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, ou des intérêts ou des parts dans toute société de personnes ou syndicat de personnes ou toute autre considération, ou autrement en disposer ;

Conclure avec toute autorité municipale ou locale ou avec toute personne, société ou compagnie intéressée ou étant sur le point de s'intéresser à l'un des objets pour lesquels la présente compagnie est formée, ou qui peut lui profiter directement ou indirectement, des arrangements concernant le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération des risques communs ou concessions réciproques ou tout autre objet, et passer avec toute telle autorité municipale ou locale, personne, société ou compagnie des contrats, ou en répondre

To do all acts, exercise all powers, and carry on all the operations necessary for the purposes of the company, under the name of "Compagnie des Cultivateurs de Saint-Elzéar de Beauce, Limitée" with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint-Elzéar de Beauce.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4492

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of October, 1912, incorporating Messrs. Patrick Hogan, trader, Johnny Lortie, civil employee, F. X. Godbout, accountant, Arthur Moisan, accountant, and Ernest Roy, advocate, of the said city of the Quebec, for the following purposes :

To deal in real estate and to carry on the business and industry of builders of houses, buildings and structures whatsoever, to act as contractors for works, real estate agents, and dealer in materials ;

To acquire, own and build streets, roads, lanes and paths, water-works, cisterns, drains, sewers and reservoirs ;

To manufacture and use building materials, such as artificial stone, brick, or any other compound whatever and to deal in same ;

To deal in sand, gravel, cement, pit-coal, and generally act as dealer and trader in all materials, and for all kinds of merchandise ;

To act generally as broker, or general agent, for all purposes whatsoever ; ;

To generally carry on the business of manufacturer of all sorts of products, and to build, operate and dispose of manufactures, factories and shops ;

To acquire, in whole or in part, from any person, firm or company the properties, business, undertakings which may be judged useful for the purposes of this company and to accept the obligations of same ;

To acquire, in any manner deemed convenient, from any corporation or company carrying on or with power to carry on any of the objects for which this company is organized, shares, debentures, obligations and other securities, to hold and dispose of same in the manner and on the conditions which may be judged suitable ;

To pay, in whole or in part, for all services rendered and for any acquisition whatever, done by this company with paid up shares of the company ;

To sell, lease, or otherwise dispose of the assets of the company, its undertakings, its business, wholly or in part, for such price and on such conditions which may be deemed convenient and to receive in payment shares, debentures, obligations or securities of any other company, or interests or shares in any society of persons or syndicate of persons ;

To make, with any municipal or local authority, or with any person, firm or company interested, or about to be interested in any of the objects for which this company is organized or which may be of benefit to same, either directly or indirectly, arrangements concerning, the partition of profits, union of interests, cooperation of joint risks or reciprocal concessions or any other object and to make contracts with such municipal or local authority, person, firm or company, to be responsible for same, with or without gua-

avec ou sans garantie, leur avancer des fonds ou autrement leur aider de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables pour tout objet et pour toute fin qui pourra être jugée profitable et dans l'intérêt de la présente compagnie ;

Garantir ou faire garantir au moyen d'obligations, actions, contrats, mortgages, charges, hypothèques ou toutes autres valeurs, le paiement des deniers payables à la présente compagnie ou par la présente compagnie à ou pour toutes compagnies, corporations ou entreprises dont les objets se rapportent à quelqu'un de ceux pour lesquels est formée la présente compagnie ;

Conclure avec tout gouvernement fédéral, provincial, autorité municipale ou locale, ou toute autre autorité ou pouvoir, tout arrangement qui sera jugé être de nature à atteindre les fins ou quelqu'une des fins pour lesquelles la présente compagnie a été formée ;

Placer les fonds non employés de la compagnie de la manière qui sera jugée convenable, ou distribuer en tout ou en partie, en espèce ou autrement, la propriété de la compagnie ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs ci-dessus comme principal agent ou fondé de pouvoirs ;

Acquérir, posséder, disposer de quelque manière que ce soit, tous biens meubles et immeubles, droits, biens, franchises, entreprises, propriétés et avantages quelconques pour l'exercice des pouvoirs quelconques conférés à la présente compagnie, et pour lui permettre d'atteindre les objets ci-dessus ;

L'interprétation de tous pouvoirs accordés dans tout paragraphe ci-dessus ne sera ni limitée, ni restreinte par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe que ce soit ni par induction ou déduction du nom de la compagnie, sous le nom de "Compagnie d'Immeubles de Beaumont Ouest", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4493 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Howard Rupert Richey, courtier, Fulton Rogers Hardman, comptable, William Travers Goodhugh, marchand, de la cité de Montréal, Georges Haardt, banquier, de la cité de Bruxelles, Belgique, et George Charles Gifford Hodge, solliciteur, de Londres, Angleterre, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'agents et de courtier financiers et d'assureurs et négocier des actions, obligations, débetures et autres garanties ;

Promouvoir et organiser des compagnies, syndicats et sociétés de toute sorte ;

Acquérir, détenir, posséder et vendre des meubles ou immeubles et en disposer autrement ;

Agir comme agents et procureurs pour le placement et la perception des argents, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, comptes, billets et autres garanties ;

Agir comme agents et procureurs dans le but d'enregistrer, émettre et contresigner des transports et certificats de stocks, obligations, débetures ou autres obligations de toute corporation, association ou municipalité ou de toute institution industrielle, et recevoir et

ranter, to advance them funds or otherwise help them in the manner and on the conditions which shall be deemed convenient for any object and for any purpose which may be judged profitable and in the interest of this company ;

To guarantee or have guaranteed by means of obligations, shares, contracts, mortgages, liens, hypothecs, or any other securities, the payment of all moneys, payable to this company or by this company, to or by any such companies, corporations or undertakings the objects of which are related to any of those for which this company is organized ;

To conclude, with any federal or provincial government, municipal or local authority or any other authority or power, any arrangements which shall be deemed of a nature suitable to attain the ends for which this company is organized ;

To invest the unemployed funds of the company in the manner which shall be deemed convenient or to distribute, in whole or in part, in specie or otherwise, the property of the company ;

To do all the acts, and exercise all the powers above mentioned, as principal, agent, or legal representative ;

To acquire, own, dispose of in any manner whatever, any moveable and immoveable properties, rights, effects, franchises, undertakings, real estate, and any advantages whatsoever for the purpose of exercising whatsoever powers granted to this company and to enable it to attain the hereinabove objects ;

The interpretation of all powers, granted in any hereinabove paragraph, shall neither be limited or restricted, by induction or deduction, from the terms of any other paragraph whatsoever, neither by induction or deduction, from the name of the company, under the name of "La Compagnie d'Immeubles de Beaumont Ouest", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of October, 1912, incorporating Messrs. Howard Rupert Richey, broker, Fulton Rogers Hardman, accountant, William Travers Goodhugh, salesman, of the city of Montreal, George Haardt, banker, of the city of Brussels, Belgium, and George Charles Gifford Hodge, solicitor, of London, England, for the following purposes :

To carry on the business of financial agents and brokers, underwriters of, and dealers in, shares, bonds, debentures, and other securities ;

To promote and organize companies, syndicates, and partnership of all kinds ;

To acquire, hold, own, sell and otherwise dispose of property real or personal ;

To act as agents and attorneys for the investment and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities ;

To act as agents and attorneys for the purpose of registering, issuing, and countersigning transfers, and certificate of stocks, bonds, debentures or other obligations of any corporation, association or municipality, or any industrial institution, and to receive and ma-

conduire tout fonds d'amortissement en conséquence, sous le nom de "Richey, Haardt & Company, Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

4501 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

AVIS est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Arthur Napoléon Normand, industriel, de la ville de Montmagny, Charles A. Paquet et J. Henri Paquet, négociants, de la cité de Québec, Victor Emmanuel Pantaléon Hudon, négociant, de Sainte-Anne de la Pocatière, et Ernest Roy, avocat, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Établir des usines, manufactures, fabriques, et exercer l'industrie d'usiniens, manufacturiers et fabricants en tous genres et de tous objets ;

Exploiter des pouvoirs d'eau et en faire produire de l'électricité ou toute force motrice, et les employer pour toutes fins quelconques en se conformant aux statuts et règlements municipaux pour l'établissement et l'exploitation des lignes destinées à transmettre ces pouvoirs, pouvoirs à être exercés dans les districts de Kamouraska, Montmagny, Québec, Beauce, Chicoutimi, Roberval, Trois-Rivières et Arthabaska ;

Exploiter l'industrie de l'éclairage soit par le gaz ou par tout autre moyen et fabriquer, vendre et distribuer la chaleur en tous cas et les employer pour toutes fins quelconques municipaux et provinciaux pour l'établissement et l'exploitation des lignes ou des appareils destinés au transport de ces moyens d'éclairage ou de chauffage ;

Exploiter le bois comme industriels, marchands de bois, commerçants ou de toute autre manière ;

Faire tout genre de commerce, agir comme courtier d'assurance, et agent d'assurance sur le feu, la vie, les accidents ou tout autre risque quelconque ;

Faire le commerce d'immeuble, exercer le commerce et l'industrie de constructeur de maisons, édifices, de constructions quelconques, et agir comme entrepreneur de travaux, agent d'immeuble et commerçant de matériaux ;

Acquérir, posséder et construire des rues, chemins, ruelles et sentiers, des aqueducs, citernes, drains, égouts et réservoirs ;

Construire, exploiter des voitures, chars, chars automobiles, aéroplanes et tout autre moyen de transport à l'exception des chemins de fer, et en disposer ;

Acquérir de toute personne, société ou compagnie, totalement ou partiellement, les propriétés, affaires, entreprises qui peuvent être jugées utiles aux fins de la présente compagnie et en accepter les engagements ;

Acquérir tout brevet d'invention, licence, marque de commerce, franchise, privilège, pouvoir de toute personne, société, compagnie ou corporation ou de tout pouvoir public, les posséder, exploiter et en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les affaires de la compagnie manufacturière de Montmagny ;

Acquérir de toute manière qui sera jugée convenable, de toute corporation ou compagnie s'occupant ou pouvant s'occuper de quelqu'un des objets pour lesquels est formée la présente compagnie, des actions, obligations, dében-

nage any sinking fund therefor, under the name of "Richey, Haardt & Company, Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

4502 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1912, incorporating Messrs. Arthur Napoléon Normand, manufacturer, of the town of Montmagny, Charles A. Paquet and J. Henri Paquet, traders, of the city of Québec, Victor Emmanuel Pantaléon Hudon, trader, of Sainte Anne de la Pocatière and Ernest Roy, advocate, of the city of Québec, for the following purposes :

To erect shops, manufactures, factories and to carry on the industry of manufacturers and makers of all kinds of, and any articles ;

To exploit water-powers, produce electricity or any motive power therefrom, and use same for any purposes whatsoever, in complying with the municipal statutes and by-laws, governing the erection and working of lines, for transmitting such powers ; the powers to be exercised in the districts of Kamouraska, Montmagny, Québec, Beauce, Chicoutimi, Roberval, Three Rivers and Arthabaska ;

To exploit the industry of lighting either by gas or by any other means and manufacture, sell and distribute, heat in all places in complying with all municipal statutes and by laws governing the erection and working of lines and apparatus for transmitting such means of lighting or heating ;

To carry in the lumber business as manufacturers, lumber merchants, dealers or in any other manner ;

To carry on all kinds of business, act as broker or agent, for fire, life and accident insurance or any other risk whatsoever ;

To deal in real estate, to carry on the trade and industry of builders of houses, edifices, and structures of all kinds, and to act as contractor for works, real estate agent and dealer in materials ;

To acquire, own and construct streets, roads, lanes, paths, water works, drains, sewers and reservoirs ;

To build and operate vehicles, cars, automobile cars, aeroplanes and any other means of transportation with the exception of railways, and dispose of same ;

To acquire from any person, firm or company, the whole or a part of the property, business and undertakings, which may be deemed useful to the purposes of the present company and to accept the obligation thereof ;

To acquire any patent of invention, license, trade mark, franchise, privileges, powers, from any person, firm, company or corporation, or from any public authority, to hold, exploit and dispose of same ;

To acquire the assets, undertaking and business of La Compagnie Manufacturière de Montmagny ;

To acquire in any manner which may be deemed convenient, from any corporation or company engaged, or authorized to engage in any of the objects for which the present company is organized, shares, bonds, debentures

tures ou autres valeurs, et les détenir ou en disposer de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables ;

Payer totalement ou partiellement tous services rendus et toute acquisition quelconque faite par la compagnie, en actions libérées de la compagnie ;

Vendre, louer l'actif de la compagnie, son entreprise, ses affaires, totalement ou partiellement au prix et aux conditions qui sera jugé convenable, et recevoir en paiement des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, ou des intérêts ou des parts dans toute société de personnes ou syndicat de personnes ou toute autre considération, ou autrement en disposer ;

Conclure avec toute autorité municipale ou locale ou avec toute personne, société ou compagnie intéressée ou étant sur le point de s'intéresser à l'un des objets pour lesquels la présente compagnie est formée, ou qui peut lui profiter directement ou indirectement, des arrangements concernant le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération des risques communs ou concessions réciproques ou tout autre objet, et passer avec toute telle autorité municipale ou locale, personne, société ou compagnie des contrats, ou en répondre avec ou sans garantie, leur avancer des fonds ou autrement leur aider de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables pour tout objet et pour toute fin qui pourra être jugée profitable et dans l'intérêt de la présente compagnie ;

Garantir ou faire garantir au moyen d'obligations, actions, contrats, mortgages, charges, hypothèques ou toutes autres valeurs, le paiement des deniers payables à la présente compagnie ou par la présente compagnie ou par toutes compagnies, corporations ou entreprises dont les objets se rapportent à quelqu'un de ceux pour lesquels est formée la présente compagnie ;

Conclure avec tout gouvernement fédéral, provincial, autorité municipale ou locale, ou toute autre autorité ou pouvoir, tout arrangement qui sera jugé être de nature à atteindre les ou quelqu'une des fins pour lesquelles la présente compagnie a été formée ;

Placer les fonds non employés de la compagnie de la manière qui sera jugée convenable, ou distribuer en tout ou en partie, en espèce ou autrement, la propriété de la compagnie ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs ci-dessus comme principal, agent ou fondé de pouvoirs ;

Acquérir, posséder, disposer de quelque manière que ce soit, tous biens meubles et immeubles, droits, biens, franchises, entreprises, propriétés et avantages quelconques pour l'exercice des pouvoirs quelconques conférés à la présente compagnie, et pour lui permettre d'atteindre les objets ci-dessus ;

L'interprétation de tous pouvoirs accordés, ni restreinte par induction ou déduction, ni restreinte par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe que ce soit ni par induction ou déduction du nom de la compagnie, sous le nom de "Usines Générales de Chars et de Machineries Limitée", avec un capital de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montmagny.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

or other securities, to hold and dispose of same in the manner and on the conditions which may be deemed convenient ;

To pay in full or in part, for all services rendered, and any acquisition whatsoever made by the company, with paid up shares of the company ;

To sell, lease, the whole or a part of the assets, undertaking and business of the company, for the price and on the conditions which may be deemed convenient and to receive in payment thereof, shares, debentures, bonds or securities of any other company, or interests or shares in any association of persons, or syndicate of persons or any other consideration, or otherwise dispose of same ;

To enter into arrangements, with any municipal or local authority, or with any person, firm or company interested or about to be interested in any of the objects for which the present company is organized or which may be of benefit to it, either directly or indirectly, concerning the partition of profits, union of interests, cooperation of joint risks reciprocal concessions, or any other object and to make, with any such municipal or local authority, person, firm or company, contracts, or be responsible for same, with or without warranty, to advance them funds or otherwise aid them in the manner and on the conditions which may be deemed convenient for any object and for any purposes which may be judged profitable and in the interest of the present company ;

To guarantee or secure by means of bonds, shares, contracts, mortgages, charges, hypothecs or other securities, the payment of moneys payable to the present company or by the present company, to or by any company, corporation, or undertaking whose objects are related to any of those for which the present company is organized ;

To conclude with any federal or provincial government, municipal or local authority, any arrangements which may be deemed of a nature suitable to attain the ends for which the present company is organized ;

To invest the unemployed funds of the company in the manner that may be deemed convenient or distribute in cash or otherwise, the whole or a part of the property of the company ;

To do all acts, exercise all powers above mentioned, as principal, agent or attorneys ;

To acquire, hold, dispose of, in any manner whatsoever, any moveable and immoveable property, rights, effects, franchises, undertakings, real estate, and advantages of any kind for the exercise of any of the powers whatsoever granted to the present company and to enable it to attain the hereinabove objects ;

The interpretation of all powers granted by any foregoing paragraph, shall neither be limited or restricted, by induction or deduction from the name of the company, under the name of "Usines Générales de Chars et de Machineries, Limitée", with a capital of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montmagny.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. François Xavier Beaucage, Joseph Drolet, Omer Mireault, Albert Fath, Souverain E. Toussaint et Joseph Langevin, tous industriels, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Pour manufacturer des miroirs, pour la mise en plomb du verre, ainsi que pour tailler, biseauter, émailler, colorier, orner le verre et pour tout travail en général se rapportant à l'industrie du verre ; acquérir, posséder, louer ou autrement détenir des biens meubles et immeubles ainsi que hypothéquer les dits immeubles, le tout en rapport avec la transaction des affaires de la dite industrie et à l'usage de la dite industrie, sous le nom de "Compagnie Ceramo Vitrail", avec un capital de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4553 Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the twenty second day of October, 1912, incorporating Messrs. François Xavier Beaucage, Joseph Drolet, Omer Mireault, Albert Fath, Souverain E. Toussaint and Joseph Langevin, all manufacturers, of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture mirrors, to cover glass with lead as well as cut, bevel, enamel, color and decorated glass and any work in general connected with the glass industry ; to acquire, own, lease or otherwise hold movable or immovable property as well as hypothecate said immovables, the whole in connection with the transaction of the business of the said industry, and for the use of the said industry, under the name of "La Compagnie Ceramo Vitrail", with a capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into five hundred (500) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The principal place of business of the said company, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4554 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deux octobre 1912, par lesquelles la compagnie "Reynolds Company, Limited", a été autorisée changer son nom par celui de "R. H. Miner Company, Limited."

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingt-deuxième jour d'octobre 1912.

J. C. SIMARD,

4571 Sous secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act Supplementary, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the twenty second day of October, 1912, by which the "Reynolds Company, Limited", has been authorized to change its name to the "R. H. Miner Company, Limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4572 Deputy Provincial Secretary.

No 2675-12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 30 octobre 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Papineauville, comté de Labelle, les lots portant les Nos 55, 56, 57 et 58, et de les annexer à la municipalité scolaire de Montebello, même comté. 4525

No. 180.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Changement de nom d'une municipalité scolaire.

Québec, 30 octobre 1912.

Avis est par le présent donné que par un arrêté ministériel, en date du 24 octobre 1912, le lieutenant-gouverneur a changé le nom de la municipalité scolaire de Coupalville, comté de Terrebonne, en celui de municipalité scolaire de Brébeuf, même comté. 4529

No. 2675-12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 30th October, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Papineauville, county of Labelle, the lots bearing the Nos. 55, 56, 57 and 58, and to annex same to the school municipality of Montebello, same county. 4526

No. 180.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Change of name of a school municipality.

Quebec, 30th October, 1912

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council, dated the 24th October, 1912, to change the name of the school municipality of Coupalville, county of Terrebonne, to that of school municipality of Brébeuf, same county. 4530

Demandes à la Législature

Applications to the Legislature

Avis est par les présentes donné que maître Léon Violet, bachelier ès-lettres de l'Université de Paris, et licencié en droit de la faculté de Paris, avocat à la cour d'appel de Paris, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

BISAILLON & BROSSARD,

Procureurs du requérant.

11-17, Côte Place d'Armes, Montréal. 4535

Notice is hereby given that Mre Leon Violet, bachelor of letters of the University of Paris and licencié in law of the Faculty of Paris, advocate at the court of appeal of Paris, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for a bill authorizing the bar of the province of Québec to admit him as a member of the said bar, after examination.

BISAILLON & BROSSARD,

Solicitors for applicant.

11-17, Côte Place d'Armes, Montreal. 4536

Avis est par le présent donné que Dame Helen Howard, Dame Sarah Ann Jones, Dame Emmeline Eliza Moorehouse, Delle Agnès Rosina Edwards, Dame Elizabeth Susan Armstrong, Dame Alice Lord Dresser, Dame Isabelle Ross Davidson, Dame Ellen Brooke Lawrence, Dame Malvina Ross McLeod, toutes de Sherbrooke, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant "The Young Women's Christian Association of Sherbrooke", avec les pouvoirs ordinaires de telles associations.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER.

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 29 octobre 1912. 4527

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte annexant la municipalité scolaire de la ville Saint-Paul, dans le comté de Jacques-Cartier, à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal.

Montréal, 30 octobre 1912. 4547

Les légataires universels de Louis Philorum Lazure, en son vivant négociant, du village de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, donnant avis qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour changer le paiement de certains legs énoncés en son testament.

TAILLON, BONIN, MORIN
& LARAMEE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 29 octobre 1912. 4545

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à l'Assemblée législative de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi incorporant la "Farmer's Interurban Electric Railway Company", avec pouvoir de construire et d'opérer une ligne de chemin de fer depuis un point situé à ou près de la rivière des Prairies, dans la paroisse de la Pointe aux Trembles, dans le district de Montréal, et s'étendant jusqu'à Sainte-Anne de Bellevue, comté de Jacques-Cartier d'un point; et de ou près de la paroisse de Saint-Laurent; et s'étendant de là jusqu'à ou près de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne; et avec pouvoir de construire des embranchements ou extensions à divers endroits le long de la route, pour communiquer avec tous les chemins de fer déjà construits ou qui peuvent être construits; avec pouvoir d'opérer le dit chemin de fer par vapeur, électricité ou autrement; avec également pouvoir d'expropriation le long de la ou des lignes projetées; et de construire un boulevard sur le ou près du parcours de la ou des lignes projetées; avec le droit d'acheter et vendre des immeubles et pour autres pouvoirs ordinairement donnés aux compagnies de chemins de fer.

Daté, ce 30 octobre 1912.

LORANGER, LORANGER
& PRUDHOMME,

4565 Procureurs.

Avis public est par le présent donné que le village de Cartierville s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'incorporant comme ville, avec pouvoir d'annexer le territoire voisin, imposer des impôts pour les frais de certains égouts construits dans les limites de la municipalité et pour autres pouvoirs.

LOUIS BOYER,
Procureur du requérant.

Montréal, 29 octobre 1912. 4563

Notice is hereby given by Mrs. Helen Elizabeth Howard, Mrs. Sarah Ann Jones, Mrs. Emmeline Eliza Moorehouse, Miss. Agnes Rosina Edwards, Mrs. Elizabeth Susan Armstrong, Mrs. Alice Lord Dresser, Mrs. Isabelle Ross Davidson, Mrs. Ellen Brooks Lawrence, Mrs. Malvina Ross McLeod, all of Sherbrooke, that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, they will apply for an act to incorporate the Young Women's Christian Association of Sherbrooke, with the customary powers of such associations.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,

Solicitors for applicants.

Sherbrooke, 29th October, 1912. 4528

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to annex the school municipality of the town of Saint Paul, in the county of Jacques Cartier, to the school municipality which is under the jurisdiction of the catholic school commission of Montreal.

Montreal, 30th October, 1912. 4548

The universal legatees of Louis Philorum Lazure, in his lifetime merchant, of the village of Saint Rémi, in the district of Iberville, give notice that they will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to change the date of payment of some legacies mentioned in this will.

TAILLON, BONIN, MORIN
& LARAMEE,

Attorneys for plaintiffs.

Montreal, 29th October, 1912. 4546

Notice is hereby given that an application will be made to the legislative assembly, of the province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act to incorporate the "Farmer's Interurban Electric Railway Company" with power to construct and operate a line of railway, from a point situated at or near Riviere des Prairies, in the parish of Pointe-aux-Trembles, in the district of Montreal, and extending to St. Anne de Bellevue, county of Jacques-Cartier from one point; and from or near the parish of St. Laurent; and extending from thence to or near St. Jerome, county of Terrebonne, and with power to construct branch lines or extensions to different places along the route, to connect with any railway already built or which may be built, with power to operate the said railway by steam, electricity or otherwise; also with power to expropriate along its projected line or lines and to construct a boulevard along or near the length of the projected line or lines; with power to buy and sell immovables; and for such other powers as are usually given to railway companies.

Dated this 30th October, 1912.

LORANGER, LORANGER &
PRUDHOMME,

4566 Attorneys.

Public notice is hereby given that the village of Cartierville will make application to the legislature of the province of Quebec, at the next session, for an act incorporating it as a town, with power to annex adjacent territory and to make assessments for the cost of certain sewers constructed within the limits of the municipality and other powers.

LOUIS BOYER,
Attorney for applicant.

Montreal, October 29th, 1912. 4565

Avis de Faillites

Bankrupt Notices

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Omer Goderre, Failli ;
 et

Alexandre Desmarteau, Curateur.
 Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit failli.

Les réclamations devront être produites à mon bureau dans les 30 jours de cette date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal. 4543
 Montréal, 29 octobre 1912.

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure*
 No 1451.

Dans l'affaire de La Buanderie Moffet, Limitée, Québec, En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour en date du 29ème jour d'octobre 1912, nous avons été nommé liquidateurs aux biens de cette compagnie.

Avis est aussi donné qu'en vertu d'un jugement de la cour en date du 30ème jour d'octobre 1912, toutes réclamations dûment attestées devront être déposées au bureau des liquidateurs soussignés, le ou avant le 1er décembre 1912.

BEDARD & BELANGER,
 Liquidateurs.

Bureau : 101, rue Saint-Pierre. 4531
 Québec, 30 octobre 1912.

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

District de Québec.

Dans l'affaire de D. Rattray & Son, Ltd., Québec, En liquidation.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 18 novembre 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
 Liquidateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie, 4537
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.
 Québec, 30 octobre 1912.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Alphonse Laplante, entrepreneur, Lachine, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 19 jour de novembre 1912, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
 Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal. 4561
 Montréal, 2 novembre 1912.

District de Chicoutimi.

Herscovitz & Fisher, Jonquières, comté de Chicoutimi, marchands, ont, le 25 octobre 1912, fait cession judiciaire de tous leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
 Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie, 4539
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.
 Québec, 30 octobre 1912.

5

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 In the matter of Omer Goderre, Insolvent ;
 and

Alexandre Desmarteau, Curateur.
 Notice is hereby given that, by order of the court, I was appointed, this day, curator to the property of the aforesaid insolvent.

Claims must be filed at my office within 30 days from this date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal. 4544
 Montreal, 29th October, 1912.

WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
 District of Québec. } *Superior Court.*
 No. 1451.

In the matter of La Buanderie Moffet, Limited, Quebec, In liquidation.

Notice is hereby given that by an order of the court, dated the 29th day of October, 1912, we have been appointed liquidators to the estate of said company.

Notice is also given that according to a judgment of the court dated the 30th day of October, 1912, all claims duly attested must be filed at the office of the undersigned liquidators, on or before the 1st day of December, 1912.

BEDARD & BELANGER,
 Liquidators.

Office : 101, Saint Peter street. 4532
 Quebec, 30th October, 1912.

UNDER THE WINDING UP ACT.

District of Québec.

In the matter of D. Rattray & Son, Ltd., Québec, In liquidation.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 18th November, 1912, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
 Liquidator.

Office : 44, Dalhousie street, 4538
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Québec, 30th October, 1912.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Alphonse Laplante, contractor, Lachine, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 19th day of November, 1912, after which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
 Curator.

11, Place d'Armes, Montreal. 4562
 Montreal, 2nd November, 1912.

District of Chicoutimi.

Herscovitz & Fisher, Jonquières, Chicoutimi county, merchants, have, on the 25th October, 1912, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

J. P. E. GAGNON,
 Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street, 4540
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Québec, 30th October, 1912.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Dame Eugénie Poirier, "Geo. W. Smith & Co.", Faillie ;

et
 Alexandre Desmarteau, Curateur.
 Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, j'ai été, ce jour, nommé curateur aux biens de la susdite faillie.

Les réclamations devront être produites à mon bureau dans les 30 jours de cette date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
 Montréal, 30 octobre 1912. 4541

Vente de faillite.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 108.

F. A. Bode & N. P. Jansen, Rockland Nurseries, Faillis ;

et
 Joseph G. Duhamel, Curateur.

Un certain lot de terre situé dans la ville de Verdun, étant les lots numéros quatre mille deux cent douze, quatre mille deux cent treize, quatre mille deux cent quatorze, quatre mille deux cent quinze (4212-4213-4214-4215), des plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de Montréal, district de Montréal, contenant à peu près deux cent quatre-vingt (280) pieds de front sur l'avenue Rockland, par cent cinquante-huit (158) pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, comprenant en particulier, une maison avec serre et autres dépendances.

Pour être vendu par encan public, au No 69, rue Saint-Jacques, Montréal, chez Marcotte Frères, MARDI, le VINGTIÈME jour de NOVEMBRE 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. G. DUHAMEL,
 Curateur.

Bureau : Duhamel & Wilson,
 3, rue Notre-Dame Est, Montréal. 4567

Licitations

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 3492.

Alphonse Bricault dit Lamarche, Demandeur ;

vs
 Dame E. Bricault dit Lamarche et *vir.*, Défendeurs ;

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal, le vingt-sixième jour d'octobre mil neuf cent douze, dans une cause dans laquelle, Alphonse Bricault dit Lamarche commerçant des cité et district de Montréal est Demandeur ; Dame Elizabeth Bricault dit Lamarche épouse commune en biens de Charles Galarneau, charretier des cité et district de Montréal, et le dit Charles Galarneau pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Dame Mathilde Bricault dit Lamarche, épouse commune en biens de François Cadieux, forgeron, des cité et district de Montréal et le dit François Cadieux pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Joseph Bricault dit Lamarche, journalier, des cité et district de Montréal et Félix Hupé, des cité et district de Montréal, sont Défendeurs,

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Dame Eugénie Poirier, (Geo. W. Smith & Co. ", Insolvent ;

and
 Alexandre Desmarteau, Curator.
 Notice is hereby given that, by order of the court, I was appointed, this day, curator to the property of the aforesaid insolvent.

Claims must be filed at my office within thirty days from this date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
 Montreal, 30th October, 1912. 4542

Insolvent Sale.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 108.

F. A. Bode & N. P. Jansen, Rockland Nurseries, Insolvents ;

and
 Joseph G. Duhamel, Curator.

A certain lot of land situate in the town of Verdun, being the number four thousand two hundred and twelve, four thousand two hundred and thirteen, four thousand two hundred and fourteen, four thousand two hundred and fifteen (4212-4213-4214-4215), of the official plan and book of the parish of Montreal, district of Montreal, containing about two hundred and eighty (280) feet in front on Rockland avenue by one hundred and fifty eight (158) feet in depth, english measurement and more or less—with the buildings thereon erected, comprising especially a house with a green-house and other dependencies.

To be sold by public auction at Marcotte Frères, No. 69, Saint James street, Montreal, on WEDNESDAY the 20th day of NOVEMBER, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. G. DUHAMEL,
 Curator,

Office of Duhamel & Wilson,
 3 Notre-Dame street East, Montreal. 4568

Licitations

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 3492.

Alphonse Bricault dit Lamarche, Plaintiff ;

vs
 Dame E. Bricault dit Lamarche et *vir.*, Défendants.

Notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the superior court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the twenty sixth day of October, one thousand nine hundred and twelve in a case in which Alphonse Bricault dit Lamarche, trader of the city and district of Montreal is plaintiff, Dame Elizabeth Bricault dit Lamarche, wife common as to property of Charles Galarneau, teamster, of the city and district of Montreal and the said Charles Galarneau to authorize his said wife for the purposes hereof, Dame Mathilde Bricault dit Lamarche, wife common as to property of François Cadieux, blacksmith, of the city and district of Montreal and the said François Cadieux to authorize his said wife for the purposes hereof ; Joseph Bricault dit Lamarche, laborer, of the city and district of Montreal and Felix Hupé

ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un lot de terre connu et désigné sur le plan officiel et dans le livre de renvoi de la paroisse du Sault au Récollet sous le No 147 contenant quarante pieds de front sur cent quatre-vingt pieds de profondeur, tenant devant une petite rue qui conduit au bord de l'eau, par derrière à Adolphe Lapointe, au nord à Thadée Miron et au sud à Elisé Racine.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, 1912, à DIX heures et demie du matin, cour tenante, chambre No 31, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

LACHAPELLE & DENIS,

Avocats du demandeur.

Pour information s'adresser à M. J. A. Archainbeault, député protonotaire C. S. M., palais de justice, Montréal. 4569

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 4461.

Dame Clémentine Boucher *et vir*,
Demeurs; ;

vs

Dame M. Eliza Boucher *et al*, Défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le trentième jour d'octobre mil neuf cent douze, dans une cause dans laquelle Dame Clémentine Boucher, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Téléphore Thivierge, pharmacien, tous deux de Biddeford, dans le comté de York, dans l'état du Maine, l'un des états-unis d'Amérique; et le dit Joseph Téléphore Thivierge, en autant que besoin est, pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, sont Demandeurs; Dame Marie Eliza Boucher, de la ville de Northampton, dans l'état de Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique, veuve de Joseph Dauphin; Dame Marie Louise Arianne Boucher, de la ville de Paris, France, Europe, veuve de Calixte Accarias, en son vivant du même lieu; Dame Maria Juliette Boucher, de la ville d'Oswego, dans l'état de New-York, l'un des états d'Amérique, épouse de Louis Lucien Béchard, marchand, du même lieu; et ce dernier, en autant que besoin est, pour autoriser sa dite épouse à ester en jugement aux fins des présentes, et Dame Caroline Cox, des cité et district de Montréal, veuve de Médéric Boucher, en son vivant du même lieu, en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs issus de son mariage avec le dit Médéric Boucher, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, formant le coin des rues Dorchester et Beaudry, connu et désigné sous le No 346, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal, et contenant 81 pieds six pouces de largeur par 53 pieds 9 pouces de profondeur dans une ligne, et 56 pieds 6 pouces dans l'autre ligne, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'en-

of the city and district of Montreal are plaintiffs, or during the licitation of a certain immovable designated as follows, to wit :

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Recollet under No. 147, containing forty feet in front by one hundred and eighty feet in depth, bounded in front by a small street which leads; to the water's edge, in the rear by Adolphe Lapointe, to the north by Thadée Miron, and to the south by Elisé Racine.

The immovable hereinabove designated will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRD day of DECEMBER next, one thousand nine hundred and twelve, at half past ten o'clock of the forenoon, sitting the court, room No. 31, in the court room of the court house of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition, to annul to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court at last twelve days before the day fixed, as aforesaid, for sale and adjudication and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LACHAPELLE & DENIS,

Attorneys for plaintiff.

For information apply to M. J. A. Archainbeault, deputy prothonotary S. C. M., Court House, Montreal. 4570

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court
No. 4461.

Dame Clémentine Boucher *et vir*, Plaintiff;

vs

Dame M. Eliza Boucher *et al*, Defendants.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the thirtieth day of October, one thousand nine hundred and twelve, in a cause in which Dame Clémentine Boucher, wife separated as to property by her marriage contract of Joseph Téléphore Thivierge, druggist, both of the city of Biddeford, in the county of York, in the state of Maine, one of the united states of America; and the said Joseph Téléphore Thivierge, to authorize his said wife to institute legal proceedings for the purposes of these presents are Plaintiffs; and Dame Marie Eliza Boucher, of the city of Northampton, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, widow of Joseph Dauphin; Dame Marie Louise Arianne Boucher, of the city of Paris, France, Europe, widow of Calixte Accarias, in his lifetime of the same place; Dame Maria Juliette Boucher, of the city of Oswego, in the state of New York, one of the united states of America, wife of Louis Lucien Béchard, merchant, of the same place; and this last one to authorize his said wife to institute legal proceedings for the purposes of these presents; and Dame Caroline Cox, of the city and district of Montreal, widow of Médéric Boucher, in his lifetime of the same place, in his quality of tutrix to her minor children issued of her marriage with the said Médéric Boucher, are Defendants, ordering licitation of a certain immovable property described as follows, to wit :

A lot of land situated in the city of Montreal, being the corner of Dorchester and Beaudry streets, known and designated under the number 346, on the official plan and book of reference of Saint James ward, in the city of Montreal, and containing 81 feet, 6 inches of width by 53 feet, 8 inches of depth in one line, and 56 feet, 6 inches in the other line, the whole english measure more or less—with the building thereon erected.

The immovable herein above described will

chère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATRIÈME jour de DECEMBRE prochain, 1912, à DIX heures et DEMIE du matin, cour tenante, Chambre No 31, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

G. A. MORRISON,
Avocat des demandeurs.

Pour informations, s'adresser à J. A. Archambault, député protonotaire, C. S. M., palais de justice, Montréal.

G. A. MORRISON,
Avocat des demandeurs,
35, rue Saint-Jacques, Montréal. 4533
[Première publication, 2 novembre 1912.]

be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the FOURTH day of DECEMBER next, 1912, at HALF PAST TEN of the o'clock in the forenoon, sitting the court, in room No. 31, of the court house of the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and being the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

G. A. MORRISON,
Attorney for plaintiffs.

For informations, apply to M. J. A. Archambault, deputy prothonotary C. S. M., court house, Montreal.

G. A. MORRISON,
Attorney for plaintiffs,
35, Saint James street, Montreal. 4535
[First published, 2nd November, 1912.]

Index de la Gazette Officielle de Québec No 44

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Arsenault vs Loiselle.....	2284
" Auclair vs Béglise.....	2286
" Boucher vs Clontier.....	2284
" Bradley vs Giroux.....	2286
" Burt vs Borden.....	2284
" Chartrand vs Chartrand.....	2283
" Darabaner vs Tammer.....	2285
" Fortier vs Boisvert.....	2285
" Hébert vs Duchesneau.....	2285

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Doherty vs Seale, 2283.

ANNONCEURS : —Avis aux :—Concernant avis, etc. 2241.

AVIS : — Marlinton Cemetery Coy, 2286.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 2260 ; Conseil législatif, 2258.

BILLS PRIVÉS, Parliament Fédéral :— Chambre des Communes, 2257 ; Sénat, 2257.

CIÉS ENREGISTRÉES OU LICENCIÉES :—The National Fire Insurance of Hartford, 2242 ; Cie d'Assurance mutuelle contre le feu de Saint-Frédéric, Beauce, 2242 ; The Saint Lawrence Court Sick & Funeral Benefit Association, 2243.

COMPAGNIES LICENCIÉES :— The Lachine Nest of Owls, 2243 ; The Montreal Nest of Owls, 2243.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : —

Administrateurs de l'Université Laval—Administrators of Laval University.....	2270
Annexer municipalité ville Saint-Paul—To annex municipality town of Saint Paul..	2304
Alma & Jonquières Railway Coy.....	2281

Index of the Quebec Official Gazette, No. 44.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

" Lamarche vs Deslongchamps.....	2284
" LeBaron vs LeBaron.....	2285
" Lindberg vs Poulin.....	2284
" Martel vs Fortin.....	2285
" Rhéaume vs Cartier.....	2285
" Roberge vs Prenoveau.....	2286
" Robyns vs Gillet.....	2285
" Williams vs Steggall.....	2284

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Doherty vs. Seale, 2283.

ADVERTISEURS : —Notice to : — Respecting notices, etc, 2241.

NOTICE : —Marlington Cemetery Coy, 2286.

PRIVATE BILLS. P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 2260 ; Legislative Council, 2258.

PRIVATE BILLS, Federal Parliament : — House of Commons, 2257 ; Senate, 2257.

LICENSED OR REGISTERED COMPANIES :— The National Fire Insurance of Hartford, 2242 ; Mutual Fire Insurance Coy of Saint Frederic, Beauce, 2242 ; The Saint Lawrence Court Sick & Funeral Benefit Association, 2243.

LICENCED COMPANIES : — The Lachine Nest of Owls, 2243 ; The Montreal Nest of Owls, 2243.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : —

Les exécuteurs testamentaires et légataires de feu P. E. Paquette—The testamentary executors and legatees of the late P. E. Paquette.....	2280
---	------

Annexer municipalité Ville Emard—To annex municipality of Ville Emard.....	2269	Les Servites de Marie.....	2274
Bugeaud, Jos. F.....	2262	Little Nation River Railway Coy.....	2274
Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke—Board of roman catholic school commissioners of the city of Sherbrooke.....	2277	Model City.....	2273
Calumet & Northern Railway Coy.....	2269	Municipalité du village de—Municipality of the village of Sataberry.....	2278
Cie chemin de fer Roberval & Saguenay— Roberval & Saguenay Railway Coy.....	2280	National Hydro-Electric Coy, Ltd.....	2264
Cie d'assurance contre le feu Laurentide....	2262	Nelson, Dame C. S. et al.....	2276
Cité de—City of Hull.....	2267	Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal.....	2268
Cité de—City of Lachine.....	2268	Quebec & North Eastern Railway.....	2264
Cité de—City of Montreal.....	2265	Robertson, J. H. M., (succession—estate)...	2278
Cité de—City of Quebec.....	2266	Ross Realty Coy, Ltd.....	2269
Cité de—City of Sherbrooke.....	2282	Strang, Donald.....	2276
Cité de Trois-Rivières.....	2282	Syndics de la paroisse de—Trustees of the parish of Saint-Bruno.....	2281
Commissaires d'�coles de la municipalité de la cité de Lachine—School commissioners of the municipality of the city of Lachine	2276	Syndics des Chemins � Barrières de la Rive Nord—Trustees of the Quebec North Shore Turnpike Trust.....	2282
Commission des écoles catholiques de Mont- réal—Catholic School Commission of Montreal.....	2263	The Bishop's College School Association....	2275
Compagnie du Cimetiere Saint-Charles.....	2279	The Brethern Church of the Province of Quebec.....	2276
Compagnie Hydraulique Stadacona.....	2265	The Canadian Trust Coy.....	2273
Corporation de la ville—of the town of Beau- harnois.....	2117	The Girls' Cottage Industrial School.....	2270
Corporation du—of the village of Sault-au- Récollet.....	2263	The Montreal Firemen's Benefit Association of Montreal.....	2279
DeLisle, Chs Alex. & J. N. Stuart Leslie et al.....	2199	The Montreal Foundling and Baby Hospital.	2269
Delisle, Chs Alex. �s-q, et al.....	2200	The Royal Agricultural Schools.....	2283
Desbarats, Wm. A.....	2264	The Saraguay Electric & Water Coy.....	2277
Dominion Trust Coy.....	2271	Turcotte, Alphonse et al.....	2120
Doyer, George.....	2276	Village de—of Cartierville.....	2304
Farmer's Interurban Electric Railway Coy..	2304	Village de—of Norway Bay.....	2262
Feiczwic, Louis et al.....	2273	Ville de—Town of Chateauguay.....	2263
Gauthier, Ls Edgar.....	2270	Ville de—Town of Grand'Mère.....	2273
La Communauté des Saints Noms de Jésus et Marie.....	2283	Ville de—Town of Maisonneuve.....	2266
La Fédération ouvrière mutuelle du Nord..	2282	Ville de—The Town of Maisonneuve—amen- der charte—to amend charter—	2194
L'Avenir & Melbourne Railway Coy et autres —and others.....	2262	Ville de la—Town of Pointe-aux-Trembles..	2273
Légataires universels de—Universal Legatees of Ls Philorum Lazure.....	2304	Ville de—Town of Saint-Lambert.....	2274
Les Commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville de la Longue Pointe —The school commissioeers of the school municipality of the town of Longue Pointe....	2280	Ville de—Town of Saint Laurent.....	2270
		Ville—Town Lasalle.....	2271
		Ville—Town Laval des Rapides.....	2270
		Ville de—Town of Longueuil.....	2275
		Ville de—Town of Saint-Jérôme.....	2281
		Ville de—Town of Verdun.....	2272
		Violet, Léon.....	2303
		Young Women's Christian Association of Sherbrooke.....	2304

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Carrier.....	2287
Goderre.....	2305
Desjardins & Cie.....	2287
Herscovitz & Fisher.....	2216
La Briqueterie de Chicoutimi.....	2286

LETTRES PATENTES :—

Battlefiel Realty Coy, Ltd.....	2250
Cie Cerano Vitrail.....	2303
Cie des Cultivateurs de Saint-Elzéar de Beauce, Itée.....	2299
Cie d'Immeubles de Beauport Ouest.....	2299
Ducharme & Fils, J. N.....	2247
Emile Labelle & Larocque.....	2244
Lachine Realities, Ltd.....	2248
La Cie le Parc Belmont, Itée.....	2252
La Cie Minière de Wendover.....	2254
Le Club de France, Itée.....	2252

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :— R. H. Miner Coy, Ltd, 2203.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :— Demande d'annexer ou d'ériger :—Divers lots de Papineauville   Montebello, 2303.

NOM CHANGÉ :—Coupalville en celui de Br b uf, 2303.

FAILLIS —INSOLVENTS

Laplante.....	2305
La Buanderie Moffet, Itée.....	2305
Pichette (Dme).....	2287
Poirier (Dme).....	2305
Ratray & Son.....	2305

LETTRES PATENT :—

Mutual Funeral Association Ltd.....	2297
Pointe aux Trembles Annex, incorp.....	2246
Poirier Chairs and Caskets, Ltd.....	2248
Richey, Haardt & Coy, incorp.....	2300
Simard Lumber Coy Ltd.....	2298
The S. J. Dunning Coy.....	2255
Union Realty, Ltd.....	2253
Usines Générales de Chars et de Machine- ries, It�e.....	2301

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :— R. H. Miner Coy, Ltd, 2203.

SCHOOL MUNICIPALITY :— Application to annex or to erect, &c :—Several lots of Papineauville to Montebello, 2303.

NAME CHANGED :—Coupalville in that of Br b uf, 2303.

NOMINATIONS :—

Commissaires d'écoles :—Les Crans, 2241.
 Conseiller législatif.—M. Ls Philippe Bérard, 2290.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—
 Par Jos. Nap. Médard Préville, 2243 ; F. E. McKenna, 2243.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres pour
 la dépêche des affaires, 2241 ; Terme spécial de
 cour supérieure, Beauce, 2296.

VENTE DE FAILLITE :—Bode & Jansen, 2306 ; La
 Cie Immobilière Champlain, ltée., 2287.

VENTES PAR LICITATION :—Boucher (Dme) et vir vs
 Dme Boucher et al, 2307 ; Bricault dit Lamar-
 che vs Dme Bricault dit Lamarche et vir, 2306 ;
 Walker et al vs Wills et al esq, 2289.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABANKA :—Bilodeau vs Cyr, 2292 ; Chatigny
 vs Cie Chemin de fer Grand Tronc, 2291 ;
 Lessard vs Dme Lamontagne et vir, 2392.

MONTMAGNY :—Brown vs Morissette, 2292.

MONTREAL :—Biry vs Cérise, 2293 ; Duff vs Hickey,
 2293 ; Leber vs Normandin, 2293.

QUÉBEC :—Turcotte (Dlle) vs Savard, 2294.

SAINTE-HYACINTHE :—Desroches vs Millette, 2294.

TROIS RIVIÈRES :—Bélanger vs Guévin, 2295 ;
 Leduc (Dlle) vs Perreault, 2295.

APPOINTMENTS :—

School Commissioners—Les Crans, 2241.

Legislative Councillor.—M. Ls.—Philippe Bérard,
 2299.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—
 By Jos. Nap. Médard Préville, 2243 ; F. E.
 McKenna, 2243.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked for des
 patch of business, 2241 ; Special term of the
 superior court, Beauce, 2296.

INSOLVENT SALE :—Bode & Jansen, 2306 ; La Cie
 Immobilière Champlain, ltée., 2287.

SALES BY LICITATION :—Boucher (Dme) et vir vs
 Dme Boucher et al, 2307 ; Bricault dit Lamar-
 che vs Dme Bricault dit Lamarche et vir, 2307 ;
 Walker et al vs Wills et al esq, 2289.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABANKA :—Bilodeau vs Cyr, 2292 ; Chatigny
 vs Grand Trunk Railway Coy, 2291 ; Lessard
 vs Dme Lamontagne et vir, 2292.

MONTMAGNY :—Brown vs Morissette, 2292.

MONTREAL :—Biry vs Cerise, 2293 ; Duff vs Hickey,
 2293 ; Leber vs Normandin, 2293.

QUÉBEC :—Turcotte (Dlle) vs Savard, 2294.

SAINTE-HYACINTHE :—Desroches vs Millette, 2294.

THREE RIVERS :—Bélanger vs Guévin, 2295 ;
 Leduc (Dlle) vs Perreault, 2295.